

I

PROCÈS

DE

L'HON. DANIEL E. SICKLES

ACCUSÉ DU MEURTRE DE

PHILIP BARTON KEY

Procureur du district de Columbia à Washington

—••—
TRADUCTION DE

MÉDÉRIC LANCTOT

ÉTUDIANT EN DROIT



MONTREAL

DES PRESSES DU JOURNAL LE PAYS, N° 7, STE.-THERESE

1859

de
to
pe
de
fu
de
te
la
si
la
qu
d'
pa
tic
he
le
E
na
U

a
ce
d'
ca
se
tre
ce
ho

ce
et
ét
s'a

qu
en
pa
pa
pe
pa

DRAME DE LA VIE RÉELLE

A WASHINGTON

INTRODUCTION

Le 27 février 1859, était un jour de dimanche. La population de Washington sommeillait paisiblement dans le repos du Seigneur. Rien ne paraissait devoir troubler, ce jour-là, la paix profonde qui caractérise le septième jour de la semaine, dans les villes protestantes surtout. En un instant, cependant, la capitale de la république, notre voisine, est jetée dans un émoi indicible : la rumeur répète par ses cent bouches que Philippe Barton Key, homme de loi d'une notoriété considérable, a été tué par un personnage que les sphères politiques réclament comme un de leurs héros : son nom est encore dans toutes les bouches, — c'est l'honorable Daniel E. Sickles, un des représentants de la nation américaine au Congrès des Etats-Unis.

La rumeur, qui, depuis plusieurs jours, a dirigé l'attention publique du côté de ces deux hommes, en y mêlant le nom d'une femme, explique promptement la cause de cette terrible affaire, et chacun se dit ce que tout le monde ne sait que trop déjà : Sickles a tué cet homme, parce que celui-ci avait ravi à celui-là son honneur et celui de sa maison.

Key était l'ami de Sickles ; leur enfance s'était écoulée ensemble et le temps et les circonstances en avaient fait deux êtres intimes qui se voyaient souvent, s'affectionnaient beaucoup.

Key était de son ami l'hôte de presque tous les jours. L'intimité qui régnait entre ces deux hommes était partagée par Mme Sickles, sans qu'aucun nuage parût assombrir l'existence de ces trois personnes, sans que le bonheur d'aucun parût en être affecté.

La haute société de la capitale, prise

d'un défaut commun à l'humanité, commença bientôt à repaître sa curiosité de certaines circonstances suspectes qui étaient remarquées tous les jours dans les rapports plus ou moins secrets de Mme Sickles avec M. Key. La médisance et la légèreté se répétaient à l'envie que jamais matinée ne se passait sans que l'on vit Key, monté sur un cheval gris-fer, circuler autour de *President's Square*, aussitôt que les devoirs du représentant du peuple appelaient M. Sickles au Capitole, et s'arrêter à la porte de la maison de celui-ci pour causer avec Mme Sickles ou correspondre avec elle, au moyen de tout ce que l'amour illégitime a inventé pour communiquer à ses victimes les sentiments qu'il leur inspire.

Néanmoins, trois jours avant le triste dénouement des criminelles intrigues de M. Key, rien n'était encore parvenu aux oreilles de l'époux déshonoré, puisque le jeudi même, qui précéda le jour où M. Key paya de sa vie la satisfaction passagère de ses sens, on le vit comme d'habitude occuper sa place à la table de M. Sickles, qui, tous les quinze jours, réunissait chez lui un grand nombre de ses connaissances.

Le lendemain une lettre anonyme apprend à M. Sickles tout ce qu'il ignore. "Key, lui écrit-on, est dans l'habitude de rencontrer votre femme dans telle maison, 15e rue, quartier de la population nègre." Immédiatement il constate sans peine le fait que Key a loué une maison à l'endroit indiqué, et de plus, qu'il est dans l'habitude d'y rencontrer une femme ; la description de la toilette et de l'apparence de cette femme ne l'identifie que trop avec Mme Sickles.

M. Sickles, en possession de ces preu-

ves, a une entrevue avec sa femme, le samedi soir. Elle nie d'abord la vérité de la terrible accusation. Son mari lui demande si le mercredi précédent elle n'est pas allée à la maison de M. Key avec tels et tels habits. La malheureuse femme ne peut plus y tenir. "Je suis trahie et perdue," s'écrie-t-elle, et elle tombe sans connaissance sur le parquet. Un peu revenue de cette effrayante secousse, elle écrit une confession de sa faute, dans laquelle elle reconnaît avoir eu des relations criminelles avec M. Key, depuis le mois de mai, 1858, tantôt sous le toit de son mari, tantôt dans la maison de la 15e rue.

Il n'est pas nécessaire de décrire la scène déchirante qui doit avoir suivie la constatation de la faute de cette femme et du déshonneur de son mari. Mais peut-on imaginer le désespoir d'un homme que le malheur a déjà atteint, en voyant de ses yeux, de ses yeux mêmes, l'auteur de son indicible malheur passer vis-à-vis la fenêtre de la chambre de sa femme, le jour suivant (le dimanche), agiter son mouchoir et donner ainsi le signal d'un nouveau rendez-vous ? — Le séducteur ignorait quelle vengeance il préparait imprudemment au-dessus de sa tête.

M. Sickles venait d'envoyer un message à un de ses amis intimes, M. Butterworth. Celui-ci arrive en ce moment, et, après une longue entrevue, il quitte son pauvre ami dans un état déplorable. Il n'avait fait que quelques pas quand il rencontre M. Key avec lequel il cause un moment, le salue, puis le quitte. Au même instant il entend M. Sickles, qui s'avancait rapidement vers eux, s'écrier d'une voix forte : "*Key, vous misérable, vous avez déshonoré ma maison : mourez !*"

Key porta immédiatement la main à sa poitrine comme pour saisir une arme ; Sickles, au même instant, tire un pistolet de la poche de son pardessus et fait feu. Le coup atteint Key dans l'aine. Key saisit Sickles, qui se dégage de son étreinte après une courte lutte, suit son ennemi qui retraite par la seizième rue, et lui tire un second coup qui atteint Key au-dessous du cœur. Un troisième coup suit immédiatement, à bout portant ; la balle frappe près de la seconde blessure et glisse. Ce n'est qu'alors que Key tombe.

M. Butterworth, que la presse illus-

trée nous a montré dans ses gravures, comme regardant tranquillement passer ce drame à quelques pas des acteurs, prend alors M. Sickles par le bras et le conduit chez le procureur-général. Quelques moments après, il montait en voiture avec lui et quelques-uns de ses amis, pour se rendre à la prison.

Le corps de M. Key fut transporté à la maison où se tenait un club auquel il appartenait. Il respirait encore ; ce reste de vie s'écoula en quelques instants. Un grand nombre d'amis et plus de curieux assistaient à sa mort.

L'enquête du coronaire fut tenue au lieu même où le corps de M. Key fut transporté ; un verdict fut rendu d'après les faits qui viennent d'être narrés succinctement.

Les héros malheureux de ce drame vivaient tous dans le cercle immédiat de la société washingtonienne, et deux d'entr'eux étaient aussi bien connus à New-York que dans la capitale.

Key appartenait à une des meilleures et des plus anciennes familles du Maryland. Sa sœur est mariée au juge-en-chef de la cour suprême, l'honorable Tracey. M. Key avait six pieds de hauteur. Il était âgé de quarante-deux ans ; sans qu'il n'y eût rien de particulièrement remarquable dans son apparence, sa belle figure, son air fashionable et ses manières agréables l'avaient rendu très populaire dans l'estime des dames de la capitale américaine. Cependant, une maladie de cœur dont il souffrait depuis deux ans, en affectant considérablement son teint qui était d'une grande pâleur, avait rendu ses manières un peu brusques ; ceux qui étaient à portée de le connaître lui attribuaient un excellent cœur. Il était veuf, et quatre enfants restent, en effet, pour pleurer la perte aussi violente que soudaine d'une existence qui avait déjà atteint une haute considération et serait peut-être parvenu à la gloire et aux honneurs.

M. Sickles est né à New-York et représente le IIIe district de cette ville au Congrès des Etats-Unis. L'état d'imprimeur fut d'abord le sien ; mais un heureux changement de fortune lui permit de compléter son éducation. Quelques années après, on l'aperçoit au barreau de New-York, où il a

ses gravures, illement passer pas des acteurs, par le bras et le -général. Quel-montait en vois-les-uns de ses prison.

ut transporté à club auquel il core; ce reste ques instants. et plus de cu-t.

ut tenue au e M. Key fut rendu d'après re narrés suc-

de ce drame e immédiat de ne, et deux ien connus à itale.

es meilleures lles du Mary- au juge-en- , l'honorable ieds de hau- te-deux ans; particulière- n apparence, onable et ses t rendu très dames de la ant, une ma- ffrait depuis lérablement ande pâleur, n peu brus- portée de le n excellent enfants res- perte aussi e existence aute consi- arvenu à la

w-York et de cette Unis. L'é- l le sien; t de fortu- son éduca- on l'appar- k, où il a

gagné beaucoup de considération en peu de temps.

Il est maintenant âgé de trente-sept ans, de bonne apparence et manières gracieuses; taille moyenne, mais bien régulière, teint blanc, yeux bleus et expressifs, bouche ferme. Tout chez lui indique l'inflexible énergie qui a caractérisé jusqu'à présent la carrière de cet homme.

Comme membre du sénat local, ainsi que de la chambre des représentants, il est surtout remarquable par le sang-froid et le contrôle qu'il exerce sur lui-même dans les débats. Ces qualités lui ont gagné la réputation bien méritée de l'un des jeunes chefs du parti démocratique qui promettent le plus.

En 1852, M. Sickles scella par le mariage l'existence de sa femme et la sienne. Il l'avait connue dès son enfance, et lorsqu'il l'épousa elle n'était encore qu'une enfant, tout récemment sortie d'une maison d'éducation où elle avait déjà perfectionné les qualités de son esprit. Elle était encore remarquable par la douceur de ses manières, une amabilité et une gaieté de caractère qui faisaient ressortir le type particulier d'une rare beauté. L'éclat de ses yeux et la profondeur de son regard dénotaient facilement son origine : elle est italienne et joint aux qualités de son esprit une candeur et une délicatesse qui se produisent à un haut degré sur sa figure et dans ses manières. Mme Sickles est âgée de 23 ans; elle n'a qu'une fille, charmante enfant de 5 ans. Bagiolli, le célèbre compositeur et professeur de musique de New-York, est le père de Mme Sickles. Victime de son imprudence et de sa faiblesse, nous avons pu être témoin, à cette distance même, que tous ceux qui l'ont connue ont eu de la sympathie pour ses malheurs, son abaissement et l'éclat de sa chute, plutôt que du mépris pour sa faiblesse et ses fautes. L'humanité se sent trop fragile pour condamner irrévocablement ceux de ses membres les plus faibles, que l'infidélité attire dans ses guet-apens, par un concours de circonstances que les victimes regrettent profondément et plus que tout autre.

Peu de temps après son mariage, M. Sickles fut nommé secrétaire de la légation américaine à Londres, où Mme

Sickles gagnait l'admiration et l'estime de tout le monde, brillant autant par la gaieté et l'innocente légèreté de son caractère que par les charmes de sa personne et l'élégance de ses manières. De retour aux Etats-Unis, M. Sickles vint demeurer à Washington, aussitôt après son élection au Congrès; il occupait une maison près du *President's Square*. Il en sortait lorsque la terrible rencontre qu'il fit de M. Key donna lieu au procès que nous avons cru devoir analyser, vu l'immense intérêt qu'il comporte, à quelque point de vue que l'on considère les causes qui l'ont produit et les faits qui en sont la substance.

LE PROCÈS.

LUNDI, 4 avril 1859.

Le jeudi, 24 mars dernier, après un examen complet des faits, le grand jury rapporta un acte d'accusation contre Daniel E. Sickles, pour le meurtre de Philip Barton Key, et le procès fut fixé au lundi, 4 avril dernier.

Le procès eut lieu à la cour criminelle du district de Colombie, devant son honneur, T. H. Crawford.

PREMIER JOUR.

A onze heures moins vingt minutes, M. Sickles, accompagné du shérif et de plusieurs amis, entra dans la cour et prit sa place à la barre. Il était habillé avec goût et sa contenance était facile et digne.

L'avocat des Etats-Unis, Robert Ould, éc., annonça à la cour que J. M. Carlisle, éc., de Washington, agirait comme son associé durant le procès.

MM. James T. Brady et John Graham, de New-York; E. H. Staunton, éc., de Washington, et plusieurs autres avocats de Washington, représentaient l'accusé.

L'acte d'accusation fut alors lu, et à l'interrogation d'usage, l'accusé, d'un ton de voix ferme, répondit : " Non coupable ! "

Le juge fit alors observer que la pratique de la cour avait été précédemment de faire des questions aux jurés afin de s'assurer d'un jury impartial. La même pratique devra être suivie dans cette affaire.

Le premier juré assermenté fut Jos.

B. Bryan, auquel la cour fit cette question :

—Avez-vous en aucun temps formé ou exprimé une opinion à l'égard de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé ?

Le juré.—Oui.

M. Phillips, un des conseils de la défense, demande à la cour s'il lui sera permis de demander au juré sur quoi il a basé l'opinion qu'il a formée, pour ensuite lui demander si, dans le cas où la preuve serait différente de ce que la rumeur a redit, il croirait pouvoir rendre un verdict impartial.

La cour décide que les questions qui viennent de lui être soumises peuvent être faites au juré, quoiqu'il ait déclaré qu'il a formé une opinion.

Le juré dit alors qu'il a formé son opinion d'après les rumeurs courantes. Ayant ajouté qu'il ne pouvait rendre un verdict impartial, parce qu'il était trop prévenu en faveur du prisonnier, il est déclaré disqualifié.

Plusieurs autres jurés sont alors successivement assermentés, et chacun d'eux se trouve disqualifié pour la même raison que celle que nous venons de rapporter.

Henry Hurdle, étant assermenté, répond qu'il croit pouvoir rendre un verdict impartial, n'ayant ni formé ni exprimé aucune opinion.

L'avocat du gouvernement.—Avez-vous des scrupules qui vous feraient hésiter à rendre un verdict qui impliquerait la peine capitale ?

Le jury.—Non.

L'avocat du gouvernement.—Valez-vous \$ 800 ?

Le jury.—Non.

Dans mon opinion, cela constitue la disqualification du juré.

M. Staunton, conseil de la défense.—Je désire savoir si mon savant confrère a l'intention d'insister sur ce point, comme étant essentiel à la qualification requise de chacun des jurés ? Je ne crois pas que la loi l'y oblige ; elle confère simplement à l'avocat du gouvernement le droit d'exercer sa discrétion à cet égard. La défense, de son côté, ne fera aucune objection de ce genre.

La cour décide ainsi :—Par une loi de l'état du Maryland, le jury, pour être dûment qualifié, doit posséder des propriétés au montant de \$ 800. Si l'objec-

tion est faite et maintenue par l'avocat du gouvernement, le juré doit être déchargé.

Lewis Brook, ayant été subséquemment assermenté, déclare qu'il entretient des sympathies, mais qu'il croit, néanmoins, pouvoir rendre un verdict impartial d'après la preuve.

M. Staunton prétend que la déclaration que vient de faire le juré n'est pas de nature à le disqualifier. La cour décide le contraire, la défense prenant exception de cette décision.

Sur un grand nombre de jurés qui répondent successivement à leurs noms, un seul est déclaré qualifié. L'un d'eux déclare que les préjugés sont une chose qu'il n'a jamais entretenue dans son esprit et qu'il n'a aucun scrupule contre la peine capitale. Il est néanmoins récusé. Un autre dit qu'il se croit qualifié sous tous les rapports,—"mais malheureusement", ajoute-t-il, c'est cet argent qu'il faut, et je vaudrais moins que rien."

La liste régulière de trente jurés, étant épuisée, la cour ordonne d'assigner 75 jurés supplémentaires, pour le lendemain, à 10 heures a. m.

M. Staunton, de la part de la défense, demande que la boîte où est reléguée le prisonnier soit changée de place, de manière à permettre à l'accusé de pouvoir communiquer facilement avec ses avocats.

La cour promet que ce privilège sera accordé au prisonnier dès le lendemain.

DEUXIÈME JOUR.

MARDI, 5 avril 1859.

La séance est ouverte à 10½ heures.

Les cinq jurés qui ont été assermentés la veille sont appelés et répondent à leurs noms.

L'appel des jurés supplémentaires, qui ont été assignés, est alors commencé, et, sur le nombre qui a été assigné, trois seulement prennent leurs places sur le banc des jurés, tous les autres ayant été trouvés disqualifiés, en raison de l'opinion bien arrêtée que chacun d'eux avait d'avance formée. Cette seconde liste étant épuisée, la cour ordonne que soixante-quinze jurés supplémentaires soient assignés pour le lendemain.

nue par l'avocat
ré doit être dé-

été subséquem-
e qu'il entretient
n'il croit, néan-
un verdict im-
e.

que la déclara-
e juré n'est pas
er. La cour dé-
nse prenant ex-
n.

e de jurés qui
nt à leurs noms,
fié. L'un d'eux
sont une chose
ue dans son es-
scrupule con-
est néanmoins
il se croit quan-
—“ mais mal-
-il, c'est cet
aux moins que

nte jurés, étant
d'assigner 75
our le lende-

t de la défense,
est reléguée le
de place, de
accusé de pou-
ment avec ses

privilege sera
le lendemain.

UR.

5 avril 1859.

à 10½ heures.
é assermentés
répondent à

plémentaires,
t alors com-
qui a été assi-
ent leurs pla-
ous les autres
nés, en raison
que chacun
ée. Cette se-
a cour ordon-
s supplémen-
e lendemain.

TROISIÈME JOUR.

MERCREDI, 6 avril 1859.

L'appel de la nouvelle liste des jurés est continué, sans qu'il n'intervienne aucun incident remarquable, sauf cette réponse d'un juré qui produisit une profonde sensation, en ce qu'elle rendait parfaitement le sentiment public à l'égard de l'accusé : “ J'acquitterais cet homme, dit-il, si j'étais mis au nombre des jurés.” Et cette autre remarque : “ Je ne suis pas préjugé, mais si le prisonnier était coupable, je dirais, pendez-le aussi haut que l'enfer ! ” (Sensation, puis rire général).

La cour étant intervenue de nouveau pour déclarer un juré disqualifié parce qu'il reconnaissait ne pas posséder en propriété le montant de \$ 800, M. Staunton, l'un des avocats de la défense, prend exception de l'interrogatoire qui a été fait au jury, et en discute la légalité. Son argumentation peut se résumer ainsi : Tout en reconnaissant qu'il existe une loi de l'état du Maryland qui porte la qualification des jurés à \$ 800, il pose néanmoins en fait — que le Congrès ayant pourvu à la qualification des jurés, et n'ayant imposé aucune qualification pécuniaire, cela étant contre les principes et la pratique du gouvernement à tous égards, il n'existe, par les lois des Etats-Unis, aucun fondement à la qualification particulière que l'on veut imposer comme condition de l'admissibilité d'un homme à agir comme juré, dans un territoire faisant partie des Etats-Unis, qui n'est la partie d'aucun état.

La cour décide que l'avocat du gouvernement a le droit de questionner les jurés touchant la qualification pécuniaire. Les lois de l'état du Maryland sont devenues celles du comté de Washington par un acte du Congrès qui date de 1801.

Le douzième juré ayant été assermenté à la veille de l'heure d'ajourner et le nombre requis se trouvant conséquemment obtenu, la cour déclare que la pratique ordinairement suivie était de n'assermenter le dernier juré que le lendemain, afin que les onze jurés assermentés pussent avoir l'occasion d'aller chez eux et de faire les arrange-

ments que nécessiterait l'absence de leur demeure durant le procès.

La défense, après avoir objecté à cette proposition, y consent néanmoins.

La cour s'ajourne. Après quelques instants de conversation avec ses amis, l'accusé est reconduit à la prison.

QUATRIÈME JOUR.

JEUDI, 7 avril, 1859.

Le juré ayant été choisi la veille, on s'aperçoit que l'intérêt public augmente. La foule est encore plus compacte que les jours précédents ; chaque pouce d'espace est occupé par les centaines de curieux qui attendent avec avidité l'ouverture des procédés.

Le douzième juré est assermenté et chacun des jurés répond à son nom.

L'acte d'accusation est alors lu, et Robert Ould, écr., avocat du district, se lève et s'exprime comme suit, en s'adressant au jury :

Qu'il plaise à la Cour et à messieurs les jurés :

L'acte d'accusation qui vient de vous être lu accuse Daniel E. Sickles, le prisonnier à la barre, du meurtre volontaire de Philip Barton Key. Je vous raconterai, aussi brièvement que possible, les principaux incidents de cette tragédie, tels que la preuve vous les révélera. Je suis sous l'impression que vous connaissez tous les parties, de réputation du moins ; l'une d'elles représentée, au Congrès des Etats-Unis, la grande métropole commerciale de l'Union ; l'autre a longtemps rempli avec honneur les fonctions d'avocat du gouvernement pour ce district ; et quelques-uns d'entre vous l'ont peut-être vu au poste que j'occupe aujourd'hui.

Le crime que comporte l'accusation a été commis en la cité de Washington, le 27 février dernier. C'était le jour du Sabbat—jour qui a été consacré depuis plus de dix-huit cents ans à la commémoration de la divine mission qui apporta “ la paix sur la terre et la bonne volonté aux hommes.” Au doux rayonnement de la lumière qui éclaira ce jour, à une heure mitoyenne entre le matin et le soir, l'accusé commit cet acte. Au moment même ou l'écho des cloches du temple résonnait dans l'air, le défunt, n'ayant pas conscience de l'é-

pouvaitable calamité suspendue au-dessus de sa tête, est rencontré par le prisonnier à la barre dans une des rues passantes de cette ville. Il dut voir immédiatement, d'après l'attitude, les mouvements et toutes les marques d'un dessein prémédité qui se résolut en l'accomplissement de cette scène d'horreur, que le prisonnier projetait un acte sanguinaire. Sans armes et sans moyens de défense, le défunt se servit de ce qu'il put pour sauver sa vie. La preuve démontrera jusqu'à quel point il réussit à retarder le terrible sort qui lui était réservé. Le prisonnier à la barre s'était rendu à ce carnaval de sang parfaitement préparé. C'était un arsenal ambulante. Non seulement il était pourvu de toutes ses armes à feu, mais il avait encore pris le soin de s'en procurer de différentes espèces, chacune de ces armes, sans doute, possédant sa qualité particulière pour l'exécution de cette œuvre meurtrière. Ce calculateur adroit et particulier sentait la nécessité de s'aider et du *revolver* et du *deringer*, et si, avant la rencontre, cette idée traversa l'esprit du prisonnier à la barre, ainsi qu'on doit l'admettre en songeant non seulement au nombre d'armes à feu qu'il portait, mais encore à l'armoire temporaire dont il s'était pourvu, car il portait un pardessus, malgré que la chaleur du jour fut propre à incommoder, — il paraîtrait qu'il n'a pas agi avec légèreté. Le défunt n'opposa rien et n'avait rien à opposer à cette batterie mouvante, qui pouvait se placer dans n'importe quelle position, comme une pièce d'artillerie légère en un jour de bataille, — sauf sa force physique, qui, lors même qu'elle était gouvernée par sa présence d'esprit, fut toujours très faible; une légère lorgnette d'opéra qui, quand bien même elle aurait été adroitement lancée, était comparativement inoffensive, et, enfin, les exclamations de pitié, qui, quoi qu'elles eussent pu ébranler d'autres cœurs, atteignirent en cette circonstance, laissez-moi vous le dire, des oreilles de pierre.

MM. les jurés, la preuve, dans le cas actuel, vous montrera, depuis le premier acte de cette tragédie jusqu'au dernier et dans chacune de ses scènes d'horreur, non seulement que le défunt n'était pas armé, mais que le prisonnier savait

même que tel était le cas; qu'il doit l'avoir su quand le premier coup fut tiré au coin de la rue; qu'il doit certainement l'avoir su quand, subséquemment, le défunt faisait retentir l'air de ses exclamations; et que, si c'est possible, il doit encore plus clairement l'avoir su quand il se tenait bravement sur sa victime, le *revolver* à la main, prêt à briser le crâne de celui qu'il avait déjà blessé mortellement en trois endroits vitaux, et dont les yeux sentaient déjà se rabattre sur leur prunelle le voile de la mort. Je ne dis pas cela, messieurs les jurés, pour enflammer vos esprits contre le prisonnier à la barre, mais comme une illustration de la loi commune qui déclare que l'homicide commis avec une arme meurtrière, par une personne qui a tout l'avantage de son côté, et sous des circonstances indiquant de la cruauté et de la vengeance (*vindictiveness*), est un meurtre, quelles qu'aient été les provocations antérieures.

(L'avocat du district cite alors Wharton, sur l'homicide, page 194).

La preuve, dans le cas actuel, vous démontrera, messieurs, que quelque vindicatifs qu'aient été les sentiments du prisonnier à la barre à l'égard du défunt, lors de la rencontre, il s'est écoulé un espace de temps suffisant, du commencement au dénouement de la catastrophe, pour que la passion qui l'avait enflammé, quelle qu'ardente qu'elle fût, eut eu le temps de s'apaiser. Non seulement il s'est écoulé un espace de temps suffisamment considérable, mais toutes les autres circonstances semblent avoir concouru à ce résultat. Je ne sais pas, messieurs les jurés, comment un projet aussi sanguinaire a pu être entrepris durant un si long temps et sous des circonstances aussi aggravantes et regrettables, excepté que son auteur ait été soutenu par une impitoyable soif de vengeance. Quatre ou cinq coups de feu, au moins, furent tirés, et un laps de temps plus ou moins long intervint entre chaque coup. De ferventes, de frénétiques supplications, — telles qu'un homme peut en faire pour sa vie, telles, peut-être, que le désir d'avoir l'occasion de se défendre, ou le souvenir des petits êtres humains qu'il laissait groupés autour de son cœur, — de ferventes supplica-

cas; qu'il doit
nier coup fut tiré
il doit certaine-
subsequemment,
l'air de ses ex-
c'est possible, il
ment l'avoir su
ment sur sa vic-
main, prêt à
qu'il avait déjà
en trois endroits
x sentaient déjà
nelle le voile de
cela, messieurs
mer vos esprits
la barre, mais
de la loi com-
l'homicide com-
trierrié, par une
avantage de son
ances indiquant
vengeance (*vinc-*
meurtre, quelles
ations antérieu-

ite alors Whar-
194).

actuel, vous
que quelque
les sentiments
l'égard du dé-
il s'est écoulé
isant, du com-
ent de la catas-
trophe qui l'avait
nte qu'elle fût,
ser. Non seule-
space de temps
e, mais toutes
semblent avoir
e ne sais pas,
ment un projet
être entrete-
t sous des cir-
antes et regret-
auteur ait été
yable soit de
ing coups de
, et un laps de
intervint en-
tes, de fré-
es qu'un hom-
e, telles, peut-
occasion de se
es petits êtres
oupés autour
tes supplica-

tions, dis-je, causées par ces sentiments
divers, ont été entendues et les lèvres
du défunt les ont proférées.

En toute probabilité, le premier coup
qui atteignit la personne du défunt, le
blessa sévèrement à l'aîne. De ce mo-
ment, à l'instant au moins où il tomba
sur le pavé, il retraitait dans une attitude
suppliante; néanmoins le prisonnier à
la barre ne se désista pas du dessein
sanguinaire caché dans son cœur;
il se tenait alors sur le corps abattu
et mourant du défunt. Eh! de plus,
messieurs les jurés, la preuve vous mon-
trera qu'il tentait d'ajouter la mutilation
au meurtre, et qu'il en fut empêché
par les personnes qui emportèrent en-
suite la déponille inanimée de sa victi-
me de l'endroit où elle était tombée.

Le meurtre, messieurs les jurés, ainsi
que la définition en est acceptée par
presque tout le monde civilisé, est l'ac-
te de tuer illégalement, malicieusement
et avec préméditation, un être humain.
L'homicide simple, (*manslaughter*) l'ac-
te de tuer illégalement un être humain,
sans malice préméditée. La distinction
entre les deux, tout en étant fréquem-
ment un sujet de controverse, est passa-
blement bien comprise; je me permettrai
de le démontrer à votre esprit par la
citation de quelques-uns des principes
généraux reconnus par la loi commune—
loi qui nous gouverne dans l'administra-
tion de la justice criminelle.

M. Ould cite Wharton, pages 38, 168,
177, 179, 182, 192 et 199.

Les principes, messieurs, d'après
lesquels le crime de meurtre est jugé,
ne sont pas nés d'hier ou d'aujourd'hui.
Ils nous sont parvenus consacrés par le
temps, et ont reçu l'approbation d'hom-
mes justes, sages et bons. Tandis que
la loi qui gouverne et contrôle les hom-
mes, dans les rapports qu'ils ont entre
eux, a subi des changements à d'autres
égards; tandis que l'œuvre de la réfor-
me et de l'innovation s'est évertuée à
détruire et à remodeler certaines parties
de la structure de la justice humaine,
ces grandes, ces superbes, ces anciennes
bases fondamentales de la loi commune
qui se rapportent à cette offense, au lieu
d'avoir été altérées, ont été cimentées
et raffermies par le temps. S'élançant
comme une arche au-dessus du vaste
abîme qui sépare le passé du présent, elles

sont étayées sur l'autorité des siècles
qui les ont consacrées. Les maximes de
la loi commune, touchant le crime de
meurtre, sont fondées sur le sens commun
et la commune justice. Quelle que
technique que soit cette loi sous d'autres
rapports, elle ne fait que statuer sur le
fait. Les traits caractéristiques en sont
essentiellement humains. Les physion-
omies de ces anciens grands maîtres, de
nos rudes ancêtres, tels qu'ils nous appa-
raissent à la lumière de leurs propres
maximes, nous semblent être des hom-
mes vivants, actuels, comme nous-mê-
mes. Ces principes doivent toute leur
force, et, je puis le dire, leur entière
véracité, à leur humanité—non la mo-
derne, la malade ou la sentimentale
humanité—mais celle de la crainte de
Dieu et de l'amour des hommes.

Et tandis qu'ils tiennent suffisamment
compte de notre nature commune, ils
sont le véritable piédestal sur lequel
repose la sublime figure de la justice
publique. Chaque fois que ces principes
sont pervertis, chaque fois qu'ils sont
écartés dans le but de protéger le crimi-
nel, qu'il soit humble ou qu'il soit puis-
sant, un soufflet est donné à l'humanité
et à la justice. La société, messieurs,
fait entendre des pleurs, tout autant que
le prisonnier solitaire, et si elles nous
parviennent comme un bruit de voix
innombrables, elles ne sont pas moins
condamnables. Le juré qui met en
liberté le coupable, dont les taches n'ont
pas été lavées par la preuve durant le
procès, se soustrait moralement aux obli-
gations que l'humanité lui impose.
L'expérience, messieurs, a si bien dé-
montré la sagesse et la justice de ces prin-
cipes, qu'aucun peuple civilisé ne s'en
est jamais départi. L'innovation, dans
ses moments de plus grande expansion,
n'a jamais encore suggéré l'idée de faire
considérer la vengeance soit comme
une justification, soit même comme une
palliation du crime de meurtre.

La société humaine ne pourrait pas
exister sur de semblables bases; la civi-
lisation même deviendrait une impossi-
bilité. La loi commune a les égards les
plus sacrés pour les droits de l'homme;
tellement que le criminel le plus
insigne qui aurait assumé les fonc-
tions de juge, de juré ou d'exécuteur, a
droit, par cette loi, au privilège d'un pro-

cès consciencieux et impartial. Cette loi accorde aujourd'hui à Daniel E. Sickles, le prisonnier à la barre, non-seulement ce qu'il a dénié à sa victime—un jury impartial et un juge intègre—mais de plus, elle le couvre de la robe immaculée de l'innocence, jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable.

Jusques à quand les faits qui seront prouvés dans le cours de ce procès, justifieront-ils la présomption de l'innocence, je vous le laisse à déterminer. Quand cette présomption sera-t-elle supplantée par une autre, foudroyante pour le prisonnier en ce que la loi vous autorise et vous commande de la tirer, la présomption de meurtre ressortant de la preuve : c'est à vous d'en juger. Qu'en outre de cette présomption, les témoignages démontrent, ou non, que le prisonnier ait tué malicieusement et avec préméditation le défunt, c'est ce qui vous reste à décider.

Vous siégez-là, messieurs, en vertu de la loi du pays. Princes ou potentats n'exercèrent jamais de plus hautes fonctions que celles que vous êtes appelés à remplir. Votre devoir est solennel comme la mort, aussi important que la vie. Vos consciences ont été purifiées par l'ordalie de la cour, et vous avez juré solennellement que vous étiez compétents à décider de la culpabilité ou de l'innocence du prisonnier à la barre.

Vous siégez-là, messieurs, comme jurés, non pas comme législateurs. Que la loi soit sage ou sotte, qu'elle inflige un châtiment trop sévère ou trop doux, ce sont choses qui ne vous concernent pas. Vous êtes ici, pour juger d'après les faits, non pour amender la loi. Il vous siérait autant d'annuler la loi qui vous constitue en jury, que d'altérer ou de mettre de côté la loi qui établit ou définit le crime de meurtre.

Vous ne devez pas vous occuper non plus, messieurs, du châtiment que la loi inflige à celui qui se rend coupable de ce crime. Cette responsabilité retombe sur le pouvoir qui législate, et la convenue de son exercice et de son administration est une question qui est exclusivement du ressort de l'exécutif et appartient à sa discrétion : lui seul peut remettre le glaive de la justice dans le fourreau, ou le laisser retomber sur la tête du coupable.

Messieurs les jurés, vos devoirs et votre responsabilité sont assez solennels et importants, sans en assumer d'autres qui ne vous appartiennent pas. Vous siégez pour prononcer dans l'instance soulevée entre le prisonnier à la barre et le ministère public des Etats-Unis, qui allègue que la loi a été violée.

Le cas ainsi posé, vous êtes assemblés pour faire le procès de cet homme. La responsabilité que les conséquences comportent repose ailleurs. Eh ! bien plus, messieurs du jury, ces conséquences mêmes, indépendamment de la responsabilité, sont entre les mains de la loi et sous la garde d'un Dieu sage, miséricordieux et juste.

Je ne sais pas, messieurs, quelle sera la marche que suivra la défense dans cette cause ; le saurais-je qu'il ne me conviendrait pas d'y faire allusion en ce moment. Cependant, messieurs, si elle est légale et prouvée telle, à votre satisfaction, rendez le prisonnier à la liberté. Qu'il soit libre comme les vents du ciel !

Mais si, d'un autre côté, elle n'est pas légale, ou que, l'étant, elle ne soit pas prouvée, je vous le dis, messieurs du jury, au nom du devoir que vous vous devez à vous-mêmes et que vous devez à votre Dieu et à votre pays, rendez un verdict qui retiendra la main de la violence en tous lieux, et proclamez aux quatre coins du monde attentif que la vertu existe encore dans un corps de jury, n'importe la position du coupable ou l'ampleur de ses prétentions.

La défense se désiste du droit de suivre immédiatement l'avocat du district dans son adresse au jury, se le réservant pour l'exercer aussitôt que la preuve de la poursuite sera terminée.

Les témoins de la poursuite sont alors appelés. Le témoignage du nommé Jos. Dudrow est celui qui paraît résumer les faits de la manière la plus claire et la plus succincte. Après avoir prêté serment il dépose et dit :

Le 27 février dernier je remontais le "Pensylvania Avenue." J'avais tourné l'encoignure de cette rue et de la rue Madison, quand j'entendis la détonation d'un pistolet. Je me retournai et j'aperçus Key faisant un bond de côté. En ce moment Sickles éleva un pistolet pour tirer une seconde fois ; Key se jeta sur

vos devoirs et assez solennels assumer d'autres pas. Vous siés l'instance son- r à la barre et le Etats-Unis, qui violée.

s êtes assemblés cet homme. La séquences com- Eh! bien plus, s conséquences ent de la respon- mains de la loi eu sage, miséri-

urs, quelle sera la défense dans ie qu'il ne me ire allusion en t, messieurs, si e telle, à votre prisonnier à la omme les vents

é, elle n'est pas elle ne soit pas e messieurs du que vous vous ite vous devez ays, rendez un main de la vio- proclamez aux attentif que la s un corps de n du coupable ntions.

du droit de sni- peat du district se le réservant e la preuve de e.

uite sont alors u nommé Jos. it résumer les us claire et la prêt serment

e remontais le J'avais tourné e et de la rue la détonation rmai et j'aper- e côté. En ce n pistolet pour ey se jeta sur

lui et le saisit de manière à l'empêcher de tirer. Ils se débattirent un instant ou deux, puis se trouvèrent séparés, et Sickles fit quelques pas pour s'éloigner de Key. Celui-ci le suivit, cherchant apparemment à le saisir pour l'empêcher de tirer, mais sans y réussir. Après s'être ainsi rendus près du trottoir, Sickles se tourna contre Key, qui retraits en criant: "*ne me tuez pas!*" Sickles tira alors, Key bondit quelque peu, mais je ne sais pas si ce coup l'atteignit. Il cria: *au meurtre!* et se sauva du côté opposé de la rue. Sickles le poursuivit jusqu'au second arbre et tira un coup. Alors Key tomba, et Sickles lui posa son pistolet sur la tête pour tirer de nouveau, mais la capsule seule partit. Sickles ne tira que trois coups, au meilleur de ma connaissance. Je ne sais pas quelle était la distance de la gueule du pistolet à la tête de Key; cette distance était très-petite. Je restai où j'étais jusqu'au deuxième coup; je courus alors de l'autre côté de la rue, et je pouvais être éloigné de l'Avenue de trente à trente cinq pieds, quand le second coup partit. Je me rappelle n'avoir entendu que trois coups et un cliquement. Quand l'accusé eut tenté de tirer un coup de pistolet à la tête de Key, un monsieur, dont je ne connais pas le nom, venant de la direction de la maison du club, le prit par le bras. Sickles fit un tour sur lui-même et deux ou trois pas en arrière. J'entendis Sickles dire quelques mots, mais je ne pus distinguer que ceux-ci: "*mon lit.*" Key étant étendu sur le pavé. Je ne vis aucune autre personne avant la détonation du pistolet. Quand le second coup fut tiré, Sickles était sur la traversée de la rue, et Key sur la place Madison. Je n'ai rien vu de ce qui s'est passé avant d'entendre la première détonation. Il n'y avait rien entre eux et moi qui pût m'empêcher de les voir. Je crois que la distance qu'il y avait entre les deux, quand le second coup fut tiré, était de 15 à 16 pieds, malgré que je croie qu'au moment où mon attention fut éveillée par la détonation du pistolet, ils n'étaient pas à plus de trois à quatre pieds l'un de l'autre. Je pense qu'ils étaient assez près pour se toucher de la main. Immédiatement après le premier coup, autant que je puis m'en rap-

peler, Key bondit d'un côté, et en ce moment Sickles élevait son pistolet. Alors M. Key se jeta sur lui, et il y eut une lutte entre eux pendant un moment. Sickles courut au trottoir, et Key le suivit, pour le saisir, en toute apparence. Alors Sickles s'arrêta, et Key retraits, la face tournée du côté de Sickles en criant: "*ne me tuez pas!*" Il courut alors à l'arbre.

Transquestionné par M. Brady:—Je ne connais pas M. Butterworth ni aucune autre des personnes que j'ai vues depuis le commencement jusqu'à la fin de cette affaire; non plus que je me rappelle avoir vu aucun des témoins qui ont été assignés. Je ne puis dire exactement quelle partie de la personne de M. Sickles fut saisie par M. Key; je pense que Key se servit de ses deux mains et j'ai cru voir, de l'endroit où j'étais, qu'il avait saisi Sickles par la taille; je n'ai pas vu ce que Sickles faisait de sa main durant cette lutte qui dura une ou deux minutes. Au moment où Sickles mit le pistolet sur la tête de Key, celui-ci était étendu sur le pavé près du second arbre. J'ai vu M. Key relevé et emporté; je n'ai pas vu de pistolet sur le pavé, ni M. Key lancer quelque chose à M. Sickles, quoique mon impression soit en ce sens; mais je ne puis être positif. Tous les coups furent tirés, au meilleur de ma connaissance, avant que M. Key tombât; il y eut trois coups de tirés, et une tentative de tirer. Je ne pense pas qu'il ait pu tenter de tirer deux fois sans réussir, sans que je l'aie observé.

Les autres témoignages qui furent donnés ce jour-là ne diffèrent pas considérablement de celui que nous venons de rapporter. D'autres témoins ont établi positivement les mots prononcés par M. Sickles—*il a déshonoré mon lit!* ou *il a violé mon lit!* Il a été également prouvé que Key avait lancé, avec peu de force, une lorgnette d'opéra à Sickles. Un ou deux témoins ont aussi juré avoir vu Butterworth près du théâtre de ce drame; il avait le dos appuyé sur la palissade. Il y a eu un peu de contradiction dans les témoignages au sujet du nombre de coups de feu qui furent tirés, sans que cette divergence, néanmoins, fût de nature à produire des con-

séquences graves pour l'unité de la preuve de la poursuite.

CINQUIÈME JOUR.

VENDREDI, 8 AVRIL 1859.

Thomas Woodward, coronaire, est assermenté. Il dépose et dit en résumé : J'ai fait une enquête sur le corps de Key. Un pistolet *Deringer* m'a été remis. Voici deux clefs et la boîte d'une lorgnette d'opéra trouvées sur le corps de Key, ainsi qu'un mouchoir de poche. (Le témoin donne la description des blessures. Son témoignage s'accorde sous ce rapport avec ce qu'en a dit M. Ould, dans son adresse au jury. Les habits du défunt sont montrés au jury ; et les trous percés par les balles lui sont aussi indiqués. Cette partie du témoignage produit une profonde impression sur l'auditoire et les marques d'une vive sensation s'aperçoivent sur toutes les figures).

Le Dr. Coolredge est assermenté. — Il a fait un examen *post mortem* du corps de Key. Il décrit les blessures. M. Ould lui demande si, d'après les lignes décrites par les baïles dans le corps de Key, il pourrait dire dans quelle position se trouvait le défunt lorsque les blessures furent infligées. La défense objecte à cette question. La cour décide qu'on a droit de la faire, la question étant d'un caractère et d'une importance purement scientifiques. Le médecin répond alors à la question et sa réponse s'accorde avec les dépositions des témoins sur la position dans laquelle devait être Key lorsque les blessures lui furent infligées. Une seule balle a été extraite du corps de Key. Le témoin identifie cette balle au moyen d'une marque qu'il lui a faite lors de l'extraction. — Cette balle étant appliquée sur l'ouverture du canon du pistolet *Deringer* se trouve être trop grosse pour pouvoir y pénétrer, et l'ouverture du *Revolver* est encore plus petite que du pistolet *Deringer*, de sorte que l'accusé doit s'être servi d'un troisième pistolet. L'avocat de la poursuite demande au témoin s'il peut dire à quelle espèce de pistolet cette balle peut servir.

M. Brady objecte, ne croyant pas qu'un médecin soit compétent à juger des armes à feu.

M. Ould. — Oui, pourtant, s'il est un chirurgien de l'armée. Sans cela il ne pourrait remplir son devoir.

M. Brady. — Je crois qu'il peut remplir son devoir sans *décharger* d'armes à feu. (Rires).

La cour décide en faveur de l'objection faite par la défense.

La poursuite ayant subséquemment produit le pistolet *Deringer* et la balle pour faire partie de la preuve, la défense objecte à ce que le pistolet soit produit pour la raison qu'il n'a pas été identifié.

La cour décide que le pistolet ayant été trouvé à l'endroit où la blessure mortelle fut infligée, fait partie des *res gestæ*, et le jury doit en prendre connaissance.

Quelques moments après, la poursuite annonce que la preuve est close.

La défense demande que la poursuite soit requise d'amener certains témoins qui n'ont pas été assignés, tels que MM. Butterworth, Robert J. Walker et G. Woolridge. Il cite, comme autorités, des incidents analogues qui se produisirent dans les fameux procès d'Edwards et de Herbert. Deux de ces témoins ont été examinés devant le coronaire et deux devant le grand jury.

La poursuite répond que le cas se trouve à la discrétion de la cour, la règle étant que, *là où la raison n'existe plus, la règle cesse d'être applicable*. M. Carlisle ajoute qu'il a eu de bonnes raisons pour ne pas assigner M. Butterworth devant le grand jury même ; et que son intention est de conserver ces raisons dans son cœur maintenant et à toujours. Il pense, cependant, que les messieurs engagés pour la défense du prisonnier sont très bien au fait de ces raisons.

La cour décide alors que le fait de la comparaison de M. Butterworth comme témoin devant le coronaire n'oblige pas la poursuite à l'assigner comme l'un de ses témoins, non plus que l'affidavit qu'il a donné à la prison, vu que M. Butterworth paraît en avoir agi ainsi pour rendre un service d'ami à l'accusé dans le but d'empêcher alors un examen complet de l'affaire. Quant à MM. Walker et Woolridge, le fait qu'il n'étaient pas présents à cette malheureuse affaire est suffisant pour faire rejeter la

tant, s'il est un
Sans cela il ne
voir.
s qu'il peut rem-
charger d'armes à

veur de l'objec-
e.

subséquent
nger et la balle
preuve, la défen-
pistolet soit pro-
n'a pas été iden-

le pistolet ayant
la blessure mor-
telle des *res ges-*
rendre connais-

rés, la poursuite
est close.

que la poursuite
certains témoins
és, tels que MM.
Walker et G.
ne autorités, des
se produisirent
d'Edwards et de
témoins ont été
onaire et deux

que le cas se
la cour, la ré-
raison n'existe
applicable. M.
de bonnes rai-
ner M. Butter-
jury même ; et
conserver ces
maintenant et à
ndant, que les
la défense du
au fait de ces

rs que le fait
M. Butterworth
coronaire n'o-
ssigner comme
plus que l'affi-
prison, vu que
avoir agi ainsi
ami à l'accusé
ors un examen
Quant à MM.
fait qu'il n'é-
e malheureuse
faire rejeter la

motion de la défense. D'ailleurs, il n'y
a rien qui prouve que leur comparution
devant le grand jury se rapporte à la
présente cause.

SIXIÈME JOUR.

SAMEDI, 9 avril 1859,

DISCOURS DE JOHN GRAHAM, EQUIRE, POUR LA
DÉFENSE DE L'ACCUSÉ.

Qu'il plaise à la cour et aux messieurs
du jury :—

Voici pour moi le temps des pensées
solennelles, et en me levant pour vous
adresser la parole, mes impressions
livrent un rude combat à mon esprit.
C'est un beau sentiment, mieux expri-
mé dans la langue latine que par la tra-
duction, "*amicos res optime pariunt ad-
versa probant*," — la prospérité est la
parente des amis : la mauvaise fortune
est le feu auquel ils sont éprouvés. L'a-
mitié est le plus sacré de nos attaché-
ments artificiels, pour les distinguer
d'avec les affections naturelles. C'est
celui qui touche de plus près à ceux que
la main de la nature a enlacés aux ob-
jets qu'elle crée elle-même. Je dépose
sur son autel ma présente offrande. Cette
offrande emporte avec elle l'unction
d'un cœur chaleureux. Puisse-t-elle être
un tribut efficace à l'amitié de mon
client.

J'ai été le compagnon de son bonheur,
et je suis maintenant appelé à partager
la mélancolie de son affliction. Le trou-
ble est un mystérieux visiteur ; il sem-
ble être le sort inévitable de l'homme.
On a eu raison de dire que "si l'affliction
ne vient pas de la poussière, le trouble
ne surgit pas de la terre ;" "l'homme
est né pour la peine comme les étincelles
pour s'élever ;" "apprenez qu'heureux
est l'homme que Dieu éprouve."

Il y a quelques semaines le corps d'un
être humain fut trouvé dans les crispa-
tions de la mort, dans une des rues de
votre ville. C'était celui d'un adultère
habituel et reconnu. En un jour trop
sacré pour être profané par des soins
temporels—durant lequel il lui était dé-
fendu de mouiller son front des sueurs
d'un travail honnête—en un jour où il
aurait dû s'élever au-dessus de l'imper-
fection de sa nature—en un jour où il
aurait dû diriger ses pensées vers le
ciel, quoiqu'il ne leur eût imprimé cette

direction en aucun autre jour, nous le
voyons assiéger, avec les intentions les
plus noires, le château-fort où la loi avait
placé la femme et les enfants de son
voisin.

Cette grande puissance qui a donné
les lois à tous les départements de la
création—qui a incrusté les cieux de
leurs feux et assigné au jour et à la nuit
la limite de leur durée,—cette même
puissance qui se déploie sur toute la sur-
face de la nature, étend sur la terre le
manteau de la verdure, puis le lui
enlève pour la couvrir de la toilette
moins agréable de l'hiver—cette même
grande puissance qui a fixé le temps où
les feuilles doivent tomber et les moi-
neaux s'envoler, est la volonté qui or-
donne et la main qui tient la verge qui
doit nous punir dans cette vie. Quand
nous serons sortis des procédés dans les-
quels nous sommes engagés, qu'il nous
soit alors permis de dire le résultat que
j'anticipe avec confiance comme une
consolation pour l'accusé des rudes
épreuves par lesquelles il est passé. Si le
défunt avait observé le précepte solen-
nel :—"Souviens-toi qu'il te faut passer
saintement le jour du Sabbat," il serait
peut-être encore aujourd'hui au nombre
des vivants. Le père, le mari déshonoré
se précipite sur lui à l'instant même de
sa faute, et, sous le coup d'un accès de
frénésie, il exécute sur lui un jugement
qui était aussi juste que sommaire.

La question que vous êtes appelés à
décider est celle de savoir si cet acte
rend son auteur justiciable des lois du
pays. Vous avez un profond et solennel
intérêt, messieurs du jury, dans la déci-
sion de cette question. Vous êtes ici
pour établir le prix du lit conjugal ;
vous êtes ici pour dire quelle estime un
jury américain intelligent attache à
cette couche sacrée. Vous êtes des ci-
toyens fortunés ; vous habitez une ville
qui possède le gouvernement fédéral
dans ses murs, une ville consacrée à la
liberté—non à la licence du libertin—
une ville qui porte le nom de l'illustre
Washington, le père de notre patrie,
dont on a dit avec vérité, qu'il était le
premier dans la guerre, le premier dans
la paix, le premier dans le cœur de ses
concitoyens.

Vous pouvez éprouver de la pitié, en
considérant cette affaire, pour la vie qui

a été enlevée ; vous pouvez regretter la nécessité qui produisit cet événement ; mais, si vous avez pitié du mort, rappelez-vous que vous devez aussi avoir de la commisération pour le vivant. Cette existence, enlevée comme elle l'a été, est votre gain et le mien. Vous ignorez si la femme ou la fille de quelqu'un d'entre vous n'aurait pas été—de fait vous ignorez si votre femme ou votre fille n'a pas été flétrie par les regards qui ont détruit les affections conjugales du défendeur—vous ignorez si le jardin de délices sur lequel vous présidez n'aurait pas vu ses fleurs servir à la satisfaction de l'insatiable appétit du défunt, si son existence avait été épargnée. L'interposition dans les rapports conjugaux est de tous les torts celui que tout esprit réfléchi doit considérer comme le plus grave qui puisse être commis contre un être humain. On a dit avec raison que l'affliction, la honte, la pauvreté et la captivité étaient préférables, et je crois ne pouvoir mieux exprimer ce sentiment qu'en récitant les paroles que le grand dramatisa a mis dans la bouche du Maure, au moment où il découvrit l'inconstance de sa Desdémona :—

“S'il eût plu au ciel de m'éprouver par des revers ; s'il eût fait pleuvoir sur ma tête une mille chagrins et mille affronts ; s'il m'eût plongé dans la plus profonde misère ; s'il eût enchaîné moi et mes plus belles espérances, j'aurais trouvé dans quelque repli de mon âme un reste de patience ; mais, hélas ! m'attacher au poteau pour que le mépris dirige sur moi son doigt lent et immobile... O ! O !... Eh ! bien, cela encore j'aurais pu le supporter ; mais le sanctuaire auquel j'avais confié mon cœur, dans lequel je devais vivre ou mourir, la source d'où mon bonheur devait couler, la voir se tarir et moi en être chassé, ou la voir sécher ou servir de citerne à de hideux crapauds s'entretenant pour y engendrer !... Fixe tes yeux sur ce spectacle, ô patience ! ange aux lèvres de rose, et tu deviendras aussi hideuse que l'enfer.”

Vous êtes ici pour décider si le défendeur du lit conjugal est un meurtrier, et s'il doit être placé au rang du premier meurtrier et considéré dans son aspect moral et légal sous des couleurs aggravantes comme celui-ci. Messieurs, le meurtrier est un être détestable, et loin de moi l'intention de le défendre devant ce jury ou tout jury quelconque. La société ne peut pas, ne doit pas le contenir. Calme, froid et calculateur, il cache sa malice comme l'avare son trésor ; sa poitrine est le réceptacle où il

la dépose ; l'âge ne réclame rien de sa considération, et le sexe de sa victime ne le préoccupe nullement ; il voit son arme dans l'air même qui le dirige où il veut aller ; il choisit quelqu'être innocent pour victime et un endroit solitaire pour la perpétration de son horrible crime ; il s'enveloppe du manteau de la nuit ; à cette heure où une moitié de la nature semble morte et de mauvais rêves troublent les ombres du sommeil, il vole à l'accomplissement de son projet sanguinaire ; effrayé de ses propres mouvements, il est forcé “de s'adresser à la terre qui le porte et la supplier, lui enjoindre de ne pas entendre le bruit de ses pas, n'importe où il les dirige, de crainte que les pierres mêmes ne le dévoilent et ne l'accusent.” Si vous pouvez trouver quelque ressemblance entre l'acte qui a conduit le défendeur où il est maintenant et l'acte d'un tel criminel, ce sera à vous d'établir la comparaison et de la compléter ; la chose n'est pas en mon pouvoir.

Il y a d'autres matières, messieurs, auxquelles je ferai brièvement allusion, avant de procéder à remplir l'important devoir que la volonté des savants confrères associés avec moi pour la défense m'a dévolu ; et le seul regret que je puisse exprimer en entrant dans l'exécution de ce devoir, c'est que je serai obligé de vous imposer une tâche plus forte que celle qu'il serait convenable de vous imposer sous tant d'autres circonstances. Il y a des incidents dans ce procès, messieurs, que votre esprit doit saisir immédiatement. En premier lieu, il s'est produit quelque chose de bien extraordinaire dans le choix du corps même de jury que vous-mêmes constituez.

Vous avez entendu l'explication que le savant procureur du gouvernement a donné sur la marche qu'il a suivie. La cour n'avait d'autre alternative que l'administration de la loi. L'objection était d'une nature qui seyait parfaitement au cœur du procureur du district. Vous avez été témoins du spectacle émouvant du fils de l'infortune écarté de son droit pour aucune autre raison que celle du malheur qui en a fait un infortuné.

Vous vous souviendrez aussi d'un autre incident. Le savant avocat de la

réceptacle où il
clame rien de sa
xe de sa victime
ment ; il voit son
e, qui le dirige où
quelqu'être inno-
n endroit solitaire
e son horrible cri-
m manteau de la
a une moitié de la
et de mauvais ré-
res du sommeil, il
ent de son projet
e ses propres mou-
e s'adresser à la
a supplier, lui en-
endre le bruit de
il les dirige, de
s mêmes ne le dé-
ent." Si vous pou-
essemblance entre
le défendeur où il
te d'un tel crimi-
l'établir la compa-
ter ; la chose n'est

tières, messieurs,
èvement allusion,
emplir l'important
e des savants con-
moi pour la défen-
seul regret que je
trant dans l'exécute
t que je serai obli-
ne tâche plus forte
it convenable de
nt d'autres circon-
ncidents dans ce
e votre esprit doit
e. En premier lieu,
ue chose de bien
choix du corps mé-
mèmes constituez.
l'explication que
a gouvernement a
qu'il a suivie. La
alternative que
a loi. L'objection
ui séait parfaite-
eur du district.
ins du spectacle
l'infortune écarté
enne autre raison
qui en a fait un

rez aussi d'un au-
tant avocat de la

poursuite, en interrogeant un des té-
moins, lui demanda de dire ce qu'il
avait vu lors de la rencontre dont la
mort du témoin fut le résultat. Vous
vous souviendrez que le témoin auquel
la question fut faite désirait exposer, à
la face de la cour et du jury, tout ce
qu'il avait vu et entendu. Le savant
procureur se leva et protesta contre la
partie du témoignage qui n'était pas
directement une réponse à la question, et
ce monsieur fit une admission,—tel qu'il
est à la connaissance de la cour et du ju-
ry,—qui semble être très malheureuse,
dans tous les cas, en autant que la pour-
suite y est concernée. Le savant con-
seiller du gouvernement déclara qu'il
avait fait cette question au témoin dans
l'intention de l'induire à discerner ce
qu'il avait vu de ce qu'il avait entendu.
Vous vous souviendrez d'avoir entendu
l'honnête juge sur le banc dire,—et ses
paroles n'étaient pas l'effet d'un esprit
de sévérité, mais une bienveillante ré-
primande,—que lorsqu'un témoin est
placé dans la boîte, n'importe la mani-
ère dont les questions sont faites, il doit
dire toute la vérité et rien que la vérité,
et qu'il est du devoir de la cour de
protéger le témoin, afin qu'il puisse dé-
clarer tout ce qui est à sa connais-
sance.

Est-il quelque chose dans ce procès
qui demande qu'il soit fait de la mani-
ère dont il l'a été. Pourquoi n'y eut-il
que les détenteurs de propriétés d'admis
dans ce juré ? Pourquoi la poursuite
a-t-elle examiné ses témoins d'une ma-
nière particulière, afin d'exclure cer-
tains faits particuliers qui auraient pu,
dans l'examen de la preuve, tourner en
faveur du défendeur ? C'est à vous qu'il
appartient de se rendre compte de ces
incidents extraordinaires qui se sont
produits dans la ligne de conduite suivie
par la poursuite. Une autre chose fort
remarquable, c'est l'apparition d'un as-
sistant conseiller pour la poursuite.

Je suis informé que ce conseil ex-
traordinaire n'a pas été assigné par acte
du gouvernement ; c'est à vous de dire
si le présent cas justifie ce procédé. Une
autre chose à remarquer, c'est le carac-
tère extraordinaire du discours du sa-
vant avocat, qui a été une éloquente
production, réfléchissant au crédit sur
l'esprit dont il a émané et marqué au

coin d'un genre élevé d'habileté ; mais
il vous appartiendra de dire, quand vous
le passerez en revue, quel degré de con-
sidération vous devez lui accorder.
Vous observerez ces expressions extra-
ordinaires, telles que—"le prisonnier se
rendant au carnaval de sang"—"comme
un arsenal ambulante"—"ajoutant la mu-
tilation au meurtre"—"comme s'il avait
eu un poignard dans sa main, prêt à le
lui plonger dans le sein." Mais que n'est-
il aussi arrivé au savant avocat de dé-
crire en même temps les armes que
l'adultère avait en sa possession ? car il
avait une lunette d'opéra et un mou-
choir blanc—objets aussi propres à cau-
ser la mort de l'adultère que les armes
de l'accusé.

(Il définit le crime de meurtre, d'après
les plus hautes autorités, et établit la
distinction entre ce crime et le meurtre
sans préméditation ; le premier étant
commis d'une manière délibérée, avec
malice préméditée ; l'autre l'étant dans
un état d'excitation, l'excitation de la
passion qui doit être contrôlée, mais
qui ne l'est pas,—et sans malice pré-
méditée.)

Je démontrerai que la passion qui ne
peut être contrôlée ne rend pas un hom-
me comptable à la loi criminelle. Mais
la grande question, c'est de savoir dans
quel état moral était le défendeur, au
moment où il tua l'homme qui avait
souillé la pureté de sa femme ? Il est
parfaitement immatériel de savoir de
quelle manière la mort fut infligée—soit
qu'elle l'ait été par un seul ou par trois
coups de feu, soit que le défunt ait été
tué debout ou non. La question est celle-
ci : quelle fut l'influence de la provoca-
tion sur l'esprit de l'homme qui a tué ?
Quel était l'état mental du défendeur
au moment où il tua le défunt ?

Après avoir donné lecture de diffé-
rentes autorités légales, M. Graham
ajouta : Si vous pouvez trouver un ver-
dict contre la personne du mari qui tue
l'homme qui a violé le lit conjugal, alors
je m'adresse à des hommes qui ne sont
pas ce que je les crois être. Je vous
ai donné la définition des crimes de
meurtre et d'homicide simple. Il vous
appartiendra de déclarer si ce cas tombe
dans l'une ou l'autre de ces définitions
et s'il est le fait d'un cœur criminel. Si
c'est un crime pour le mari de défendre

l'autel de son humble famille, et si la mort lui est infligée parce qu'il le défend, alors le plus grand honneur qui puisse être conféré à aucun homme, est de mourir pour une pareille cause.

M. Graham établit ensuite ces différents points, à savoir : 1o les lois humaines ne prohibent pas la jouissance des droits de l'homme ; 2o l'amour est parfait par la loi divine, sans être cependant régi par la loi humaine ; 3o la loi divine confère des devoirs, et les exécuter ne constitue pas un crime. Ces deux premiers points doivent être considérés ensemble.

Votre système légal n'atteint pas tous les cas. Il y a certains torts qui ne sont pas punis ; conséquemment l'unique loi, alors, est celle que le doigt de Dieu a tracée dans le cœur humain—la loi de la nature humaine et l'instinct. Quand la loi ne nous protège pas, nous sommes rejetés sur nos propres instincts, et nous avons le droit de nous défendre contre le mal. La conservation personnelle est la première grande loi de la nature,—et l'orateur en donne des exemples. Il maintient que, par la loi de Dieu, il est permis de tuer l'adultère. Si la Bible établit que l'homme a le droit naturel de protéger sa femme contre une telle flétrissure, il n'est pas au pouvoir de la loi humaine de lui enlever ce droit. Vous n'avez pas pourvu dans ce district à la protection du mari contre l'adultère. Le résultat inévitable est que vous êtes rejetés sur le principe de la défense personnelle, vous et les vôtres. Ne désirez-vous pas être en sûreté contre le brigand ? Combien plus contre l'adultère !

La loi vous dit que si le brigand vous trouble pendant la nuit, vous pouvez prendre sa vie ; mais elle permet que votre maison soit polluée par la présence de l'adultère. La raison pour laquelle la société n'a rien pourvu contre l'adultère, c'est qu'elle considère qu'il est juste que tout homme se défende contre lui, et ce droit est parfait sous la loi divine. Il n'est rien dans cette doctrine qui soit révolutionnaire ou subversif de la paix et du bon ordre de la société. Il n'existe aucune loi dans ce district qui vous enlève vos droits domestiques. Quant à l'énormité du crime d'adultère, l'acte en est flétri par Dieu lui-même. Il n'est pas nécessaire que, pour la jus-

tification de celui qui tue l'adultère, le criminel soit pris sur le fait ; il suffit que celui qui le tue soit si près de la vérité qu'il ne lui reste aucun doute à l'égard de la culpabilité de celui-ci. Nous regardons ce point comme très-important.

Je dis que si la société ne vous a pas protégés dans la chasteté de vos femmes, c'est une preuve conclusive que vous avez le droit naturel de la protéger, tout autant que vous avez le droit de protéger vos propres existences. Ce serait outrager la décence que de comparer la félonie à l'adultère. La Bible nous enseigne que l'un des crimes les plus graves est l'adultère. On pourra dire que Sickles avait un recours civil à exercer contre Key, si ce dernier avait défloré sa femme, et que, malgré qu'il ne pût poursuivre Key criminellement, il pouvait recevoir une compensation pécuniaire. Quel est l'homme dont les plaies pourraient être cicatrisées par le sal argent qui sortirait des poches de celui qui aurait souillé sa femme ?

Si un homme entre dans votre maison contre votre volonté et qu'il se couche dans votre lit, c'est un délit, et vous pouvez employer la force pour le faire sortir ; et cependant s'il s'y couche avec votre femme et lui ravit ce qui ne peut être restauré, il n'a droit à aucune réparation quelconque, d'après la position hypothétique de la poursuite. Il existe certains rapports auxquels la loi attache les plus grandes responsabilités et qu'elle investit de pouvoirs considérables ; ce sont les rapports entre le parent et l'enfant, le mari et la femme ; ils sont les plus saints et les plus chers. L'attachement qui lie le frère avec la sœur est celui de l'amour, car ils sont sortis des mêmes parents ; mais la connexion entre le parent et l'enfant, le mari et la femme, est fondée sur la loi divine, et celle-ci étant la plus faible, c'est le devoir et le droit du mari de la défendre ; c'est son devoir de la protéger contre sa fragilité autant que contre la violence du brigand.

On a dit avec raison : " fragilité, ton nom est la femme." Un homme qui obtient les affections de la femme d'un autre est aussi coupable que celui qui la déflore par le viol. C'est le devoir du mari de contrôler ses affections et de

veil
enle
auss
elle
En
d'Ed
était
mun
à la
exis
brita
mis
doit
le sa
Pa
déri
actu
bie,
cons
délit
puni
de
l'Un
puni
l'Oh
mier
deux
mais
Vo
pron
amé
C'est
et su
vous
de l'
ger d
crim
qui
ne, v
cœur
été p
C
que
chât
fami
Il ne
C'est
la ca
tant
fami
dest
invi
et q
fille
entr
droit

ue l'adultère, le
e fait ; il suffit
it si près de la
aucun doute à
té de celui-ci.
nt comme très-

ne vous a pas
té de vos fem-
conclusive que
rel de la proté-
avez le droit de
tences. Ce serait
de comparer la
Bible nous en-
les plus gra-
pourra dire que
rs civil à exer-
rnier avait dé-
malgré qu'il ne
minellement, il
mpensation pé-
omme dont les
catrisées par le
s poches de ce-
emme ?

aus votre mai-
et qu'il se cou-
n délit, et vous
e pour le faire
y couche avec
ce qui ne peut
à aucune répa-
rès la position
suite. Il existe
s la loi attache
bilités et qu'elle
sidérables ; ce
parent et l'en-
e ; ils sont les
ers. L'attache-
ec la sœur est
sont sortis des
onnexion entre
mari et la fem-
loi divine, et
ble, c'est le de-
la défendre ;
éger contre sa
re la violence

« fragilité, ton
omme qui ob-
a femme d'un
ue celui qui la
le devoir du
fections et de

veiller à ce qu'elles ne lui soient pas
enlevées par l'adultère. C'est une offense
aussi grave, quoiqu'elle consente, que si
elle était victime d'une violence réelle.
En Angleterre, jusqu'au troisième statut
d'Edouard I, l'adultère et la fornication
étaient des offenses contre la loi com-
mune ; mais ils furent ensuite transmis
à la juridiction des cours spirituelles. Il
existe une déclaration du parlement
britannique par laquelle l'adultère est
mis au nombre des péchés mortels, et
doit être puni ecclésiastiquement pour
le salut de l'âme.

Par la loi commune du Maryland,
dérivée de l'Angleterre, et qui prévaut
actuellement dans le district de Colum-
bie, l'adultère n'est pas une offense. En
conséquence un statut est requis pour
déclarer que l'adultère est une offense
punissable par les tribunaux judiciaires
de cette localité. Quatre Etats de
l'Union ont déclaré l'adultère un crime
punissable, le Massachusetts, la Virginie,
l'Ohio et la Pennsylvanie. Dans le pre-
mier de ces états l'adultère est puni de
deux ou trois ans d'emprisonnement,
mais cette punition est disproportionnée.

Vous, messieurs, vous siégez ici pour
prononcer l'appréciation faite par un jury
américain de la valeur du lit conjugal.
C'est le grand principe de votre verdict,
et sur ce principe vous allez déclarer si
vous voulez jeter la terreur dans le cœur
de l'adultère, ou si vous allez l'encoura-
ger dans ses actes et le laisser répéter son
crime. S'il vous entend dire qu'un homme
qui ôsera prendre sa vie jouera la sien-
ne, vous portez le plus violent coup au
cœur de la moralité qui lui ait jamais
été porté par un jury américain.

C'est un principe légal bien établi,
que la maison de tout homme est son
château, aussi sacré à lui-même qu'à sa
famille. Ce terme est celui de la loi.
Il ne signifie pas des murailles fortifiées.
C'est une image qui doit démontrer que
la cabane la plus humble même est au-
tant la forteresse qui doit protéger la
famille d'un homme que la forteresse
destinée à des fins défensives. Si vous
invitez un homme dans votre maison,
et qu'il convoite votre femme ou votre
fille, il est aussi coupable que s'il y était
entré contre votre volonté. Vous auriez
droit de l'éconduire. S'il y entre avec

un cœur impur, il abuse de votre per-
mission.

Un des caractères aggravants du pré-
sent cas, c'est que M. Key entrait dans
la demeure de M. Sickles en qualité
d'ami. Nous montrerons qu'ils étaient
aussi intimes que ces deux êtres hu-
mains, les jumeaux siamois, qui sont
liés ensemble par un lien qui les rend
indissolubles. Les cœurs de ces deux
hommes ont pour ainsi dire battu ensem-
ble. Leurs cœurs paraissent avoir eu
des pulsations alternatives, en autant
que leurs relations personnelles y sont
concernées. Aussi, quand M. Sickles
invitait M. Key dans sa maison, et que
celui-ci y entrait pour opérer l'avilisse-
ment de sa femme, il était aussi coupable
que s'il y était entré sans y avoir
été invité ; car, lorsqu'un époux invite
un ami à venir chez lui, il l'invite, de
fait, à se départir de toute souillure.

La personne de la femme est la pro-
priété du mari, et la femme ne peut dis-
poser de sa pureté ; et si elle en dispose,
le mari a le même droit contre l'adultère
que s'il la lui avait ravie.—Il cite,
de *Wheeler's Criminal Cases*, le procès
du gouvernement vs. Ryan, pour mon-
trer que si la vertu de la femme ne re-
pousse pas l'adultère, qu'elle fasse inter-
venir la crainte du mari. Il cite aussi
d'autres autorités à cet égard, montrant
qu'en défendant sa femme, le mari se
défend lui-même.

L'orateur se propose d'arguer sept
points, savoir : — 1° Jusqu'à quel point
le gouvernement est tenu de faire le
procès du défendeur, et quelle preuve
doit satisfaire le jury ; 2° Jusqu'où l'on
doit présumer que l'ancienne règle tou-
chant la malice peut prévaloir aujourd'hui
dans l'administration de la justice crimi-
nelle, et jusqu'à quel point elle est con-
trôlée par la présomption fondamentale
que tout accusé est supposé innocent
jusqu'à ce qu'il ait été trouvé coupable ;
3° L'énormité du crime d'adultère d'a-
près la Bible ; 4° La raison du principe
de l'ancienne règle qui pallie l'acte
commis par le mari qui découvre l'adultère ;
5° Quel fut l'effet de la règle qui
réduisit cette offense à l'homicide simple,
et le rendit équivalent à un acquit-
tement ; 6° Jusqu'à quel point la provo-
cation du défunt affecta l'esprit de
l'accusé de manière à le placer au-dessus

de toutes les conséquences légales ; 7° S'il s'est écoulé un temps suffisant pour que sa passion ait pu se refroidir.

Nous attaquons la théorie de la poursuite. L'accusation doit être établie par la poursuite, sur la preuve et non pas avec des présomptions. Nous disons que l'ancienne règle de la loi—que l'action de tuer est une preuve présomptive de malice—n'existe plus. C'est sur des faits, et non pas sur des présomptions, qu'un homme doit être condamné pour une offense comportant sa liberté et sa vie. Le jury ne peut convaincre que s'il croit consciencieusement que la présomption embrasse les faits. Suivant l'argument du procureur du district, la loi présumerait, du moment que la simple action de tuer est prouvée contre un homme, qu'il y a *malicia cogitâ* dans son cœur. Telle n'est pas la présomption de la loi. Quant à lui-même, il présumerait plutôt que celui qui a commis l'acte était aliéné, dans le cas où aucun motif ne pourrait être montré. A ce sujet il réfère à une décision dans le procès du gouvernement vs. McCanne, *Smith's Reports*. C'est le devoir de la poursuite de prouver son accusation. Si elle allègue que l'action de tuer dans le présent cas n'était pas justifiable, elle doit le prouver. Elle ne l'a pas fait. Le juge Brown, dans le procès auquel il vient de faire allusion, décida que la preuve de malice et des motifs était d'abord nécessaire de la part de la poursuite.

La règle de la présomption originaire dans le temps où la propriété du félon retournait à la couronne, et alors qu'il était de l'intérêt du gouvernement de convaincre les accusés. Il prétend que l'état de l'esprit de l'offenseur devait être établi affirmativement par la poursuite. Nous pourrions demander ce matin même l'acquiescement de M. Sickles. On en connaît assez sur cette affaire pour amollir les cœurs qui n'ont pas été tranchés de l'inébranlable chêne nouveau de la morale ; car, dans l'agonie de son esprit, lorsque l'acte fut commis et qu'il retomba dans une espèce d'aliénation, il s'écria, en proie à sa douleur : " Il a entaché, il a souillé mon lit ! " Tel était le sentiment qui dominait son esprit. Douze Indiens, sur lesquels la lumière de la civilisation ne se serait jamais épanouie, repousseraient avec indignation l'idée

de convaincre un homme sur la preuve qui est devant vous et qui a été faite par la poursuite.

La présomption cardinale de la loi est que tout accusé doit être cru innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été prouvée. Non pas, dit la poursuite ; la loi doit présumer que M. Sickles est un meurtrier, parce qu'il est prouvé qu'il a déchargé son pistolet dans la poitrine de sa victime. La poursuite ne doit-elle pas prouver que le prisonnier était alors sain d'esprit et de mémoire ? Oui, elle y est obligée. Le seul effet d'une semblable présomption est d'empêcher que recours puisse être obtenu contre la poursuite.

Le serment d'un jury l'astreint à faire une vraie délivrance suivant la preuve. Non pas, dit le procureur du gouvernement ; le jury doit agir sur la présomption légale. Mais le serment d'un jury, je puis le dire, ne peut être racheté que si, regardant le Créateur en face, il peut déclarer que tous les faits sur lesquels il a basé son verdict sont des faits prouvés par les témoignages entendus.

L'orateur passe à la seconde proposition, savoir, si la règle par laquelle la loi présume la malice en raison de la simple action de tuer, fait maintenant partie de la jurisprudence criminelle du pays. Il maintient la négative et cite du vol. XXII des *State Trials*, p. 60, le procès de Mawgridge ; Blackstone, p. 302, et le procès de McCanne, dans lequel la cour fut d'opinion que le prisonnier devait être acquitté, parce que l'avocat du district s'était borné simplement à prouver l'acte de tuer.

A-t-il été prouvé quoique ce soit dans le présent cas qui correspond à la définition du meurtre par Blackstone ? Non. Par la décision intervenue dans le procès de McCanne, le juge déclara que pour constituer le crime de meurtre, la preuve des motifs ou de la volonté devait être ajoutée à celle de l'acte. En est-il ainsi dans le présent cas, où M. Sickles était-il, au moment de l'homicide, tellement sous l'action impulsive de l'instinct qu'il ne pouvait se contrôler, et qu'il fut poussé, comme une simple machine, à la commission de cette prétendue tragédie ? Il peut être tragique de verser le sang humain ; mais je maintiendrai que ce

me sur la preuve
t qui a été faite

nnale de la loi est
re cru innocent
pabilité ait été
la poursuite; la
I. Sickles est un
st prouvé qu'il a
ns la poitrine de
ite ne doit-elle
nnier était alors
noire? Oui, elle
effet d'une sem-
d'empêcher que
tenu contre la

jury l'astreint
ance suivant la
e procureur du
doit agir sur la
ais le serment
e, ne peut être
le Créateur en
ous les faits
n verdict sont
es témoignages

conde proposi-
r laquelle la loi
ison de la sim-
maintenant par-
criminelle du
gative et cite
Trials, p. 60,
; Blackstone,
McCanne, dans
u que le pri-
tité, parce que
borné simple-
tuer.

ne ce soit dans
nde à la défi-
ekstone? Non.
e dans le pro-
déclara que
e meurtre, la
volonté de
acte. En est-
ou M. Sickles
micide, telle-
e de l'instinct
er, et qu'il fut
machine, à la
due tragédie?
erser le sang
ndrai que ce

n'est pas une tragédie que de tuer l'adultère; son crime ôte à l'acte ce caractère. L'adultère meurt aussi justement que ces hommes qui ont été exécutés hier, dans les limites de l'état du Maryland. Ils ont été condamnés par la loi. Quelle était leur offense? Ils avaient versé le sang humain. Cette offense n'est pas plus grave que celle du défunt, car il a renversé l'institution divine du mariage, établie et créée par la main du Tout-Puissant.

Nous prétendons que la règle est que la poursuite, prouvant la déclaration du prisonnier, cette déclaration doit être tenue comme vraie jusqu'à ce que la fausseté en ait été prouvée. La déclaration du prisonnier fut que Key avait déshonoré son lit, et que, sous l'effet de ce tort, il avait tué Key. La poursuite devait prouver que Key n'avait pas pollué la femme de Daniel E. Sickles! A-t-elle démontré que cette déclaration était fausse, ou s'en est-elle remis au jury? Admettre que telle fut la raison de l'acte, c'est amener l'investigation à son terme.

Je prétends que cet acte était de sain droit et que le fait est maintenant prouvé que Philip Barton Key séduisit la femme de Daniel E. Sickles, et que, pour cette raison, M. Sickles, dans un transport de colère, l'envoya rendre un compte sévère à son Dieu. C'est ainsi que le cas est posé devant ce jury. Nous pourrions donc soumettre le cas au jury dans l'état actuel du témoignage; car il est une règle bien établie—par laquelle la déclaration d'un prisonnier, lorsqu'elle est prouvée par la poursuite, est considérée comme vraie, jusqu'à ce que la poursuite ait démontré, *aleunde*, que cette déclaration est fausse. C'est là le secret de l'ingénuité de notre savant ami. La position de Daniel E. Sickles doit-elle être considérée de manière à le convaincre de meurtre? Est-ce en tranchant et cette partie-ci et cette partie-là de la vérité, ou est-ce sur la moralité du présent cas que nous devons attendre dans cette cour l'action du jury? Que ressentiriez-vous si l'on vous mettait un bandeau sur la vue et que l'on vous forcerait de rendre un verdict, lorsque vos sens et vos facultés ne seraient pas convaincus? Un tel de-

voir ne sera pas exigé de vous en cette occasion.

La poursuite a débuté par un faux pas. La défense n'est pas tenue de prouver l'adultère, quoiqu'elle puisse le faire devant le jury de la manière la plus dégoûtante. Nous pourrions montrer, non-seulement que Key fut un adultère, mais qu'il était l'ami prétendu de Daniel E. Sickles, et qu'il a abusé de la confiance même de son ami.

Je crois en la maxime: *de mortuis nil nisi bonum*, (ne parlez des morts que pour en dire du bien.) Il a été dit que "le mal que font les hommes leur survit; le bien est souvent enterré avec leurs os." Cet axiome est vérifié en ce moment; mais non pas dans le but de noircir gratuitement la mémoire du défunt. Je le laisserais où il repose; mais comme il est un *fait* dans la cause, et vu que sa conduite est un autre *fait* dans cette même cause, il est nécessaire de l'exhumer. J'ai un devoir à remplir. Je procède donc à la considération de ma troisième proposition—l'énormité du crime d'adultère, comment la loi l'apprécie comme provocation et de quelle manière elle le considère par rapport à l'acte dont il est la cause.

Si j'abuse trop longtemps de la patience de votre honneur ou du jury, j'espère en être averti, car je n'ai pas d'amour-propre à satisfaire ici. Si je puis réussir à faire rendre la liberté à mon ami, la mesure de ma gratification sera non-seulement comble, mais surabondante. Si j'ai de l'ambition, ce n'est pas ce qui me guide en cette occasion. Je vais d'abord considérer la gravité de l'adultère aux termes de la Bible, et, ensuite, aux termes de la loi commune. Quand le Tout-Puissant envoya un profond sommeil à Adam et qu'il prit une de ses côtes et en fit la femme, il l'amena à Adam:—

Alors Adam dit: "Et cette fois celle-ci est l'os de mes os et la chair de ma chair; on la nommera hommesse, car elle a été prise de l'homme."

C'est pourquoi, l'homme laissera son père et sa mère, et il se joindra à sa femme, et ils seront une même chair.

Alors que le Sauveur était en Judée, il se servit presque du même langage, quand des Pharisiens essayèrent de le tenter, au sujet du divorce:—

Ainsi ils ne sont plus deux, mais ils sont une seule chair. Que l'homme ne sépare donc point ce que Dieu a uni.

Quand Abraham descendit en Egypte en raison de la famine, Sarai, sa femme, passa pour sa sœur. Il craignait la mort en raison d'elle. Les principaux de la cour de Pharaon la virent et l'emmenèrent à Pharaon. Le Seigneur frappa de grandes plaies Pharaon et sa maison.

Et Pharaon appela Abraham et lui dit : "Qu'est-ce que tu m'as fait ? Que ne m'as-tu averti qu'elle était ta femme ?"

"Pourquoi as-tu dit, c'est ma sœur ? Et je l'avais prise pour être ma femme ; mais maintenant, voici ta femme, prends-la et t'en va."

Il en arriva ainsi lorsque Abraham habita Gêrar.

Le septième commandement dit :—

Tu ne commettras point l'adultère.

Et le dixième commandement dit :—

Tu ne convoiteras la femme de ton voisin.

L'adultère est ainsi condamné dans le Lévitique, chap. 50, v. 10 :—

Et pour l'homme qui aura commis adultère avec la femme d'un autre, puisqu'il a commis adultère avec la femme de son prochain, on fera mourir l'homme et la femme adultères."

Et encore dans le Deutéronome, ch. 22, v. 22 :—

Quand on trouvera un homme couché avec une femme mariée, ils mourront tous deux, tant l'homme qui a couché avec la femme que la femme ; et tu ôteras le mal d'Israël.

Moïse mourut en l'an 2,558 du monde, 1,445 avant la mort du Christ. Josué lui succéda. Josué lut au peuple, sur la montagne d'Hébal, une copie de la loi de Moïse, écrite sur des tables de marbre, et cette loi fut acceptée par le peuple.

Le jury remarquera qu'en ce temps-là le gouvernement judaïque était théocratique, c'est-à-dire que Dieu régnait. Il continua d'en être ainsi jusqu'en l'an 1095 ou 1065 avant Jésus-Christ, sous Saül, le premier roi. Quand les Israélites assiégèrent Rabbah, David était à Jérusalem, où il commit l'adultère avec la femme d'Uriah. Dieu le menaça de mort. David s'étant repenti, Nathan dit :—

Dieu te pardonne ton péché, tu ne mourras pas.

Le savant procureur rapporte alors l'histoire de Tamar, séduite par Amnon, II Samuel, ch. 13, v. 1—39 :—

Alors Amnon dit à Tamar, sa sœur : Appor-

te-moi dans le cabinet ce que tu m'as apprêté, et que j'en mange de ta main. "Et Tamar prit les beignets qu'elle avait faits et les apporta à Amnon son frère dans le cabinet.

Et elle les lui présenta afin qu'il en mangeât, mais il se saisit d'elle et lui dit : "Viens, couche avec moi, ma sœur."

"Et elle lui répondit : Non, mon frère, ne me fais point violence ; car cela ne se fait point en Israël. Ne fais point cette action infâme.

Et moi que deviendrais-je avec mon opprobre ? et pour toi tu passerais pour un insensé en Israël. Maintenant donc, parles-en, je t'en prie, au roi, et il n'empêchera point que tu ne m'aies pour femme."

Mais il ne voulut point l'écouter, et il fut plus fort qu'elle ; il lui fit violence et coucha avec elle.

Ensuite Amnon eut pour elle une très-grande haine ; et la haine qu'il lui portait était plus grande que l'amour qu'il avait eu pour elle. Ainsi Amnon lui dit : "Leve-toi, va-t-en."

Et elle lui répondit : "Tu n'as aucun sujet de me faire ce grand mal, que de me chasser, après ce que tu as fais avec moi ;" mais il ne voulut point l'écouter.

Il appela donc le garçon qui le servait, et lui dit : "Qu'on la chasse maintenant d'auprès de moi, hors de la maison, et ferme la porte après elle."

Or, elle était vêtue d'une robe bigarrée ; car les filles du roi qui étaient filles, étaient ainsi habillées. Celui donc qui servit Amnon, la fit sortir de la maison et ferma la porte après elle. Alors Tamar prit de la cendre sur sa tête, et déchira la robe bigarrée qu'elle avait sur elle, et mit sa main sur sa tête et s'en allait criant.

Il continue en ces termes : Deux ans après, Amnon tomba au pouvoir d'Absolon, et celui-ci ordonna à ses serviteurs de le tuer. Ils exécutèrent cet ordre et Absolon s'enfuit à Geshur, où il demeura deux ans, puis il retourna à Jérusalem. Il demeura deux ans à Jérusalem sans voir la figure de son père. Quand son père le fit demander, il vint à lui, et le roi embrassa Absolon. Le sort du séducteur est peint dans cette histoire ; il est le même que celui de l'adultère. Il n'y a pas de tempérament à une pareille offense. Parler d'amoindrir la provocation qui consiste à souiller la femme d'un autre ! Une simple injure personnelle peut se refroidir ; mais si M. Sickles est de sang-froid maintenant, il est plus qu'un être humain ! — Il cite encore à ce sujet l'histoire de Dinah, ravie par Sechem.

Malachie, le prophète, qui vivait 430 ans avant Jésus-Christ, a dit sous l'inspiration de Dieu :—

Je m'approcherai de vous pour juger et je me hâterai d'être témoin contre les adultères.

Dans le Nouveau Testament le Sauveur enjoint ce précepte en termes positifs. La pensée de l'adultère dans le cœur est ainsi réprochée dans le Sermon sur la Montagne :—

“ Vous avez entendu qu'il a été dit aux anciens : “ Tu ne commettras point adultère.”

Mais moi je vous dis que quiconque regarde une femme pour la convoiter, il a déjà commis l'adultère avec elle dans son cœur.

L'homme qui a convoité la femme de son voisin a commis une faute qui appelle la justice du ciel autant que s'il avait souillé sa personne ; de sorte que le but de la Bible est de détruire ce crime à son germe, et de faire même un crime de la simple intention entretenue à l'égard de la femme d'un autre. Il n'y a qu'un pas de l'intention à l'acte ; et, en conséquence, pour empêcher l'acte, la loi divine prévient même l'intention. Les apôtres prêchèrent ce précepte. St.-Paul, dans son épître aux Romains, chap. XII, v. 8 et 9, dit :—

Ne soyez redevables à personne, si ce n'est de vous aimer les uns les autres ; car celui qui aime les autres, a accompli la loi.

Car ce qui est dit : “ Tu ne commettras point adultère ; tu ne tueras point,” etc. ; et s'il y a quelque autre commandement, tout est compris sommairement dans cette parole : “ Tu aimeras ton prochain comme toi-même.”

M. Sickles avait-il sur terre un pire ennemi que Philip Barton Key ? Si Key était venu à lui et lui avait enfoncé un stylet dans la poitrine, il se serait montré clément. Mais il se drape des dehors de l'amitié, et couvert de ce manteau et se croyant masqué, il commet le plus effroyable et en même temps le plus vil de tous les crimes. Ces citations de la Bible démontrent que la pureté de la femme, par rapport à la connexion conjugale, est de la plus grande importance aux yeux de la loi divine ; que la sainteté de l'institution de la famille ne doit pas être entachée ; que la violer est une injure à Dieu, et que le ciel doit la défendre.

Et cela m'amène à considérer la seconde face de la question : l'énormité du crime aux yeux de la loi commune. Il est étrange que malgré que l'adultère soit défendu dans le décalogue, en deux endroits différents, aucune loi humaine n'ait saisi et exécuté l'esprit de la loi divine. Quelle en est la raison ? Pensez-vous que la société entend que l'adultère

reste impuni ? Non ; elle vous rejette sur la loi de votre cœur,—c'est là le réceptacle de vos instincts ; suivez-les et vous exécuterez la volonté divine. Si tel n'est pas le raisonnement de la société, alors la société n'a pas rempli ses conventions avec Daniel E. Sickles.

Quelle était cette convention entre lui et la société ? Qu'il abandonnerait une certaine partie de sa liberté naturelle et que la société lui donnerait une considération en retour ? Lorsqu'il est entré dans la société a-t-il enlevé sa femme à la protection de la loi ? L'a-t-il laissé à la merci d'un adultère reconnu ? Non. La société savait que c'était une affaire individuelle, et elle a laissé l'adultère où la loi de Dieu l'a placé, pour être la victime de ce jugement qui est exécuté contre lui par la justice divine qui se sert de l'homme comme instrument. Si vous prononcez un verdict par lequel vous déclariez qu'il n'y a d'autre protection pour votre maison qu'une vile action pour dommages provenant de conversations criminelles entre votre femme et un adultère, alors, messieurs, vos femmes vivent dans une atmosphère bien dangereuse. Si c'est là toute la protection dont vos familles soient entourées, que l'infamie s'abatte sur vous et que l'or de l'adultère calme vos sentiments blessés. Mais c'est une doctrine qui ne prévaut pas en dehors de ce district, et c'est une doctrine qui ne devrait pas prévaloir dans ce district.

La liberté de ce district devrait être, par-dessus toutes les autres sections du pays, un modèle et un exemple de liberté pour toutes les autres parties de ce même pays. Le *jus gladii*, le droit de l'épée réside quelque part. Est-il l'apanage de la Toute-Puissance, où appartient-il à l'offensé ? Mais, malgré que la loi ne punisse pas l'adultère comme criminel, ne refuse-t-elle pas sa vengeance, lorsqu'elle est invoquée, contre le mari qui se constitue son propre vengeur ?

L'orateur explique ensuite de quelle manière la loi commune considère l'adultère comme provocation, et il réfère au procès de Maddy, présidé par le célèbre juge Hale, et à plusieurs autres autorités. Le savant procureur réfère aussi au procès qui eut lieu dans cette même cour, il y a un an ou deux, procès d'un homme accusé du meurtre

du séducteur de sa sœur, durant lequel le juge dit aux jurés que l'état de l'esprit du prisonnier était une chose qui leur appartenait à eux seuls de considérer, — manière de dire qui faisait le plus d'honneur à l'humanité de la cour, et le jury, dans ce cas, rendit le prisonnier à la liberté, après quinze minutes seulement de délibérations.

L'orateur dit qu'il a cité ces autorités pour démontrer que la provocation la plus forte qu'un homme peut donner à un autre homme est de polluer sa femme. Quel est celui que l'adultère spolie ? Il produit dans votre famille une postérité illégitime ; il est cause que le fruit des entrailles de vos femmes se mêle avec le bâtard. Ces résultats du crime co-habitent avec vos légitimes enfants. N'en est-ce pas assez pour bouleverser l'esprit de celui qui songe un instant à cela ? Lord Holt dit : "Un adultère est pire qu'un voleur, car il vole à un homme sa postérité." Penser que le procureur de ce district poursuit les voleurs et les brigands, pour sortir ensuite de cette cour et implorer le ciel de détourner sa vue pour ne pas voir l'énormité de ses crimes, et refuser de protéger la demeure de Daniel E. Sickles contre le plus grand malfaiteur qui puisse marcher sur toute la surface de la terre, et empêcher le brigand d'y entrer pour laisser l'adultère s'y introduire ! Eh ! l'énormité du crime du brigand ne saurait être comparée un instant à l'énormité du crime de l'adultère.

La question que je sou mets à votre esprit est celle-ci : Lorsqu'un homme reçoit une provocation qui excite chez lui sa passion à un degré tel qu'elle ne peut plus être contrôlée, est-il responsable de ce qu'il fait sous l'influence de cette passion ? C'est folie de punir un homme pour ce qu'il ne peut s'empêcher de faire, si vous admettez que l'excitation est telle qu'elle ne peut être contrôlée. Vous ne pouvez pas le rendre criminellement responsable de ce qu'il fait sous son action. Tuer un adultère n'est pas se servir d'une arme de la manière comprise dans les termes du statut de Jean I, quand bien même l'adultère n'aurait aucune arme, car ce statut n'a jamais eu en vue la protection de l'adultère. Emlyn dit que lorsque l'empire romain devint chrétien, c'est-à-dire

que lorsqu'il fut établi sur les doctrines de Celui qui parla comme jamais homme n'a parlé et qui prêcha l'humilité et la paix sur la terre, l'adultère devint un crime capital, sous le règne de Constantin, et il continua d'en être ainsi jusqu'au temps de Justinien et longtemps après.

Certains hommes sont d'opinion qu'il en était ainsi, même lorsque l'empire était païen. Aussi, une fois la société devenue chrétienne, il est chrétien de punir l'adultère de mort. Cela m'amène à la quatrième proposition : la raison de la règle qui déclare l'action de tuer un adultère ou une adultère un homicide simple. Est-elle restreinte à la découverte de l'adultère sur le fait ? N'admet-elle que ce cas ? L'homme qui découvre quelque preuve, après que sa femme a admis sa culpabilité, corroborant cette admission, n'est-il pas autant la victime de la passion que celui qui surprend l'adultère sur le fait même ? Cet homme doit-il attendre qu'il ait découvert l'action du coït, pour se trouver en dedans de cette règle ? Semblable chose peut arriver ; mais si le mari n'a jamais le droit de punir l'adultère tant qu'il ne l'a pas trouvé en état de coït avec sa femme, il n'aurait jamais ce droit. On a dit que le roitelet se divertit et que la petite mouche dorée se livre à la lubricité sous notre vue, mais c'est le seul cas de coït qui ait lieu sous nos yeux.

Or, la position que nous prenons est celle-ci : que de découvrir l'adultère sur le fait signifie qu'il doit être découvert si près du fait qu'il n'y ait pas de doute sur sa culpabilité. Si vous surprenez l'adultère sortant du même lit où se trouve votre femme, n'auriez-vous pas le droit de le tuer ? Si vous le surprenez sortant de la chambre où est votre femme, dans un état indiquant l'acte qu'il vient d'exécuter, n'auriez-vous pas le droit de le tuer ? La question ne se rapporte pas à la manière dont vous les surprenez, mais à ce fait : les parties sont-elles coupables, et êtes-vous satisfaits et convaincus qu'elles sont coupables ? N'importe la manière dont la preuve vous en est donnée, c'est la provocation qui agit sur le cœur humain. Que le fait ait effectivement lieu sous les yeux du mari, ou qu'il en soit con-

Vant
c'est
voce
N
duit
l'ner
nier
qui
tère
est d
à un
lable
mun
mèn
cité
ble
d'un
récl
la ch
Vo
stupé
Au
leurs
Comm
vous
que d
aussi
fous
enve
bilité
qui v
ouffle
satisf
C
dre :
cond
n'est
tient
men
une
sort
pas
tre g
des
neur
et au
jama
est l
neur
en f
mèn
tem
pass
ture
tous
gou
te q
cerra
jet :

sur les doctrines
une jamais hom-
cheu l'humilité et
lultère devint un
règne de Cons-
d'en être ainsi
stinien et long-

nt d'opinion qu'il
lorsque l'empire
fois la société de-
chrétien de punir
la m'amène à la
la raison de la
ction de tuer un
ère un homicide
inte à la décou-
e fait ? N'admet-
homme qui dé-
e, après que sa
pabilité, corrobo-
est-il pas autant
on que celui qui
r le fait même ?
attendre qu'il
a du coût, pour
de cette règle ?
arriver ; mais si
roit de punir l'a-
a pas trouvé en
mme, il n'aurait
it que le roitelet
te mouche dorée
sous notre vue,
coût qui ait lieu

ous prenons est
rir l'adultère sur
t être déconvent
nit pas de doute
vous surpreniez
même lit où se
auriez-vous pas
vous le surpre-
bre où est votre
ndiquant l'acte
auriez-vous pas
question ne se
re dont vous les
it : les parties
êtes-vous satis-
lles sont coup-
anière dont la
ée, c'est la pro-
cœur humain.
ement lieu sous
il en soit con-

vaincu par des preuves irréfragables, c'est parfaitement immatériel. La provocation est ce que la loi considère.

Nous disons donc que la règle qui réduit à l'homicide simple l'action de tuer l'adultère, est exprimée d'une manière figurée. Elle déclare que l'homme qui en tue un autre pour cause d'adultère, s'il le tue lorsque la preuve lui en est donnée, sous la passion alors excitée à un tel degré qu'elle devient incontrôlable, ne comporte pas, d'après la loi commune, cette criminalité nominale. Le même grand poète dramatique que j'ai cité ce matin nous fait voir le misérable Iago enflammant le Maure au sujet d'une infidélité supposée mais non réelle. Le Maure demande la preuve de la culpabilité, et Iago répond :—

Voudriez-vous, vous le surveillant, bailler stupidement.....

Au diable, si jamais d'autres yeux que les leurs sont témoins de leurs amours. Quel donc ! Comment ! Que dirais-je ? Il est impossible que vous voyiez tout cela, seraient-ils aussi primes que des chevaux, aussi ardents que des singes, aussi lubriques que des loups en chaleur, et des fous aussi grossiers que l'ignorance pourrait enivrer. Mais, je le dis, si de fortes probabilités, si l'imputation et de fortes circonstances qui vous conduiront jusqu'au seuil de la vérité, suffisent pour vous satisfaire, vous pouvez être satisfaits.

C'est tout ce qu'un mari peut attendre : les imputations et les circonstances conduisent au seuil de la vérité ; et s'il n'est investi *du droit* que quand il obtient plus, alors le droit lui est entièrement dénié. Par la loi d'Angleterre c'est une trahison que de violer la reine *consort* ou la reine régnante. Nous n'avons pas de reine ici. Nous n'avons ici d'autre gouvernement que le gouvernement des familles. Mais le diadème de l'honneur de la famille n'est-il pas aussi cher et aussi appréciable que celui qui orna jamais le front d'un monarque ? Quel est l'homme qui ne contemple pas l'honneur de sa famille descendant de père en fils, avec la même vénération et le même attachement avec lesquels il contemplerait l'honneur de la couronne passant des mains du titulaire à ses futures successeurs ? Vous connaissez tous la loyauté de l'Anglais pour son gouvernement. La peinture la plus forte qui pourrait être faite de l'allégeance serait d'exprimer la loyauté d'un sujet anglais envers son souverain. Si

un semblable attachement peut exister entre les individus et le gouvernement qu'ils subissent, combien fort doit être l'attachement qui existe entre les membres d'une même famille ! Que la même inviolabilité qui entoure la reine d'une nation s'attache aussi à la reine de chaque famille.

Les légitimes enfants d'un homme devront-ils co-habiter en la compagnie des monuments vivants de l'inconstance de sa femme ? Le fruit des lombes d'un autre homme partagera-t-il votre patrimoine avec vos légitimes enfants ? Toutes les portes vont-elles s'ouvrir à l'adultère ? Les trônes et les couronnes ne nous appartenant pas par droit de naissance, que l'égide de la loi entoure la demeure de chaque famille. Cocu ! Qui voudrait vivre pour voir ce mot affiché sur son dos ? Quel est l'homme si rude qu'il puisse marcher au milieu de ses semblables et souffrir l'idée que quelqu'un se moque et rit secrètement de lui, parce qu'il connaît l'inconstance de sa femme, si toutefois il n'en jouit pas. Que reste-t-il à faire au mari, dans le moment de sa colère et de son désespoir ? L'alternative est ou de s'ôter violemment la vie et de laisser le champ libre au séducteur de sa femme, ou de prendre la vie de celui qui l'a justement forfaite. Rappelez-vous que nous fûmes faits à l'image de Dieu. L'homme fut fait pour marcher droit sur la terre, et quand son cerveau reçut le soufflé de l'immortalité, il fut investi de cette dignité de caractère, de cet instinct de la protection qui lui apprirent que son Dieu veille à la défense de cette dignité, même au sacrifice de sa vie ou de celle de son voisin.

Cela m'amène à la dernière considération de cette proposition — quel fut l'effet des règles légales qui réduisirent à l'homicide simple l'action de tuer, dans de telles circonstances ? De la rendre équivalente à un acquittement, et je me propose de démontrer que la règle de la commune qui qualifia d'homicide un tel acte, déclare que ce n'est pas une offense ou que c'est une si légère offense qu'elle ne mérite pas de châtiment. — L'orateur prétend ensuite que vu l'extinction de la forme du châtiment connue dans la loi commune comme le *privilegium clericale*, par lequel un mari con-

vaincu de l'homicide d'un adultère était marqué d'une légère brûlure à la main, et le statut n'y ayant rien substitué, il n'y a aucune autre ligne de conduite à adopter que l'acquiescement de la personne traduite en justice sous de semblables circonstances. — Il cite Blackstone, vol. 4, p. 364 et 375, et Foster, p. 288.

L'orateur est ainsi amené à sa sixième proposition : Jusqu'à quel point la provocation reçue par le défendeur agit sur son esprit ou l'affecta, relativement à la prétention de l'exonérer de toute conséquence légale provenant de l'action de tuer ; si, tant que dura l'influence de la provocation, le défendeur en fut aliéné ; si cette provocation n'opéra pas un état d'insanité mentale suffisant pour laver de toute criminalité l'acte prétendu du défendeur, en supposant que l'acte fut immédiatement et directement occasionné par la provocation. En d'autres mots, si le présent cas est pardonnable ou excusable pour raison d'insanité d'esprit, ou s'il est le résultat de la lascivité et d'une passion ingouvernable ; si le défendeur, n'étant pas à blâmer pour la provocation, la colère et ses résultats, peut être tenu coupable de crime ? Cela, messieurs du jury, est regardé comme l'un des points les plus importants dans cette poursuite. Nous prétendons dire, non pas que M. Sickles était en état d'insanité en conséquence d'une maladie mentale permanente, mais que la condition de son esprit, lors de la commission de l'acte en question, était telle qu'il n'est pas légalement coupable, pas plus que l'état de son esprit a été le résultat d'une maladie mentale. En d'autres mots, la proposition que nous arguons devant le jury est celle-ci :

Il n'importe aucunement de quelle manière un homme devient aliéné ; est-il aliéné, c'est-là la question. Que cela résulte d'une maladie d'esprit ou de corps ou d'une provocation, c'est parfaitement immatériel, et les privilèges de l'irresponsabilité appartiennent autant à n'importe lequel de ces cas. La maladie est le plus mystérieux visiteur. Nous avons souvent vu des personnes prises d'un accès de maladie sans qu'elles en eussent reçu aucun avertissement ; ainsi est constitué l'esprit humain. Une transition soudaine détruit l'équilibre du

corps ; il en est précisément de même de l'esprit — la réaction est aussi forte sur l'esprit que sur le corps.

Sous l'ancienne loi, la doctrine de l'insanité était fondée sur une base étroite. Il en réfère à Hale, vol. I, p. 30, pour montrer la difficulté qu'on avait à définir l'insanité de l'esprit. Nous nions que ce cas présente un exemple de passion incontrôlable, car ces termes impliquent une passion disproportionnée à la provocation. Je réfère de nouveau au procès de Mawbridge à ce sujet. — La poursuite peut vous représenter le présent cas comme le fait d'une passion ingouvernable du caractère de M. Sickles, mais nous pouvons dire que nous vous avons démontré que la provocation la plus forte qu'un homme puisse recevoir est la pollution de sa femme ; et le jury a dû entendre les opinions des savants juristes sur la question de la provocation. Quelle hypocrisie serait-ce que de permettre qu'un homme qui en tue un autre sous le coup d'une passion excitée par un langage outrageant soit placé sur le même pied qu'un homme qui tue le séducteur de sa femme ; et cependant la loi commune regarde le premier cas comme une provocation et réduit l'acte de tuer à l'offense d'homicide simple (*manslaughter*.)

La loi anglaise était une loi très incertaine à cet égard ; elle a fluctué considérablement. — L'orateur cite plusieurs autorités sur ce point — entr'autres le procès de Chetwynd, celui de Foster, etc. La défense peut concéder à cet égard que la vie ôtée de sang-froid, ou sous l'influence d'une excitation qui ne proviendrait pas d'une provocation équivalente, est un acte criminel. Mais comment cela affecte-t-il le cas de M. Sickles ? Il n'a pas agi de sang-froid. S'il en a été ainsi, il est plus ou moins qu'humain. Il savait, lorsqu'il rencontra M. Key dans l'après-midi en question, que lui, M. Key, était près de sa demeure afin de se préparer un rendez-vous avec sa femme, il savait que M. Key avait loué une maison tout près de la sienne, où pour la satisfaction de sa passion animale, il avait pollué sa femme ; il savait que M. Key, s'aidant de la position particulière d'un parc et d'une maison de club et d'une lunette d'opéra, pouvait, à aucune distance de sa demeure, facilement voir

s'il
cho
N
part
tém
lous
dan
men
grac
faits
du t
pun
par
du c
qua
dan
mai
heu
l'aid
cent
M. S
T
beso
l'ap
vait
ver
preu
M.
après
dése
de p
qui
près
te p
à la
il a
cas,
était
com
res,
d'op
M
loué
était
te d
situ
vait
de s
tait
deh
été
ains
sa f
auc
dan
dan
D

sément de même
on est aussi forte
corps.

, la doctrine de
sur une base
dale, vol. I, p. 30,
lté qu'on avait à
esprit. Nous nions
exemple de pas-
ces termes impli-
proportionnée à la
de nouveau au
à ce sujet. — La
présenter le pré-
d'une passion in-
ère de M. Sick-
s dire que nous
ne la provocation
me puisse rece-
sa femme ; et le
opinions des sa-
sion de la provo-
ie serait-ce que
me qui en tue
une passion exci-
geant soit placé
homme qui tue
e ; et cependant
e le premier cas
a et réduit l'acte
omicide simple

ne loi très incer-
a fluctué consi-
r cite plusieurs
— entr'autres le
ui de Foster, etc.
r à cet égard que
d, ou sous l'in-
qui ne provien-
on équivalente,
Mais comment
M. Sickles ? Il
d. S'il en a été
sa qu'humain. Il
a M. Key dans
que lui, M. Key,
e afin de se pré-
c sa femme, il
t loué une mai-
ne, où pour la
n animale, il
savait que M.
on particulière
son de club et
avait, à aucune
facilement voir

s'il était prudent pour lui d'en appro-
cher. Cela doit être bien considéré.

M. Key loua cette maison dans une
partie de la ville où il savait qu'aucun
témoin ne se présenterait contre lui ; il
loua cette maison, si je comprends bien,
dans une partie de votre ville exclusive-
ment habitée par des noirs, supposant,
grâce à ses connaissances légales, que des
faits vus par ces gens n'étaient pas vus
du tout. Il résonnait sur la parfaite im-
punité de son offense. Il se servait de ce
park qui se trouve situé entre la maison
du club et la demeure de M. Sickles, et
quand il n'était pas prudent d'être vu
dans le *park*, il pouvait être trouvé à la
maison du club, où il avait accès à toute
heure, regardant par les fenêtres, avec
l'aide de sa lunette d'opéra, jusqu'au
centre même du cercle domestique de
M. Sickles.

Toutes les armes dont M. Key avait
besoin comme adultère, il les avait dans
l'après-midi du fatal événement. Il n'a-
vait pas besoin d'un *deringer* pour arri-
ver à son but, quoiqu'il n'y ait aucune
preuve devant vous qui démontre que
M. Key n'était pas armé dans ce fatal
après-midi. Une des prétentions de la
défense sera qu'il était dans l'habitude
de porter des armes sur lui. Il n'y a rien
qui prouve qu'il n'en avait pas dans l'a-
près-midi en question. Il était sans doute
pourvu de tout ce qui était nécessaire
à la protection de sa vie, dans le cas où
il aurait été découvert. Dans tous les
cas, il était pourvu de tout ce qui lui
était nécessaire pour l'aider dans l'ac-
complissement de ses intentions adultè-
res, savoir, son mouchoir et sa lunette
d'opéra.

M. Sickles savait que M. Key avait
loué cette maison ; il savait que M. Key
était dans l'habitude de porter sa lunet-
te d'opéra et de se servir de ce *park*
situé entre le club et sa demeure ; il sa-
vait que M. Key était dans l'habitude
de se réfugier dans ce club quand il n'é-
tait pas prudent pour lui d'en être en
dehors ; il savait que M. Key y avait
été constamment vu et qu'il s'y tenait
ainsi afin de faire des rendez-vous avec
sa femme ; d'un autre côté, il ne savait
aucunement que M. Key s'y en allait
dans l'après-midi de la rencontre et
dans quel but il s'y rendait.

Dans quel état son esprit devait-il

alors être ? M. Sickles n'avait pas invi-
té M. Key à cet endroit ; il ne savait
pas qu'il devait s'y trouver dans ce fatal
après-midi : l'y voir fut le résultat d'un
accident ; mais lorsque ses yeux l'ap-
perçurent par hasard, les faits qu'il con-
naissait déjà frappèrent immédiatement
son esprit, et sous l'effet du transport que
cette pensée excita en lui, il consumma
l'acte que vous connaissez. D'autres té-
moignages seront donnés sur ce point ;
mais j'en parle maintenant afin que vous
puissiez apprécier cette partie de la
preuve qui concerne le motif ou la cause
de la condition mentale dans laquelle
M. Sickles devait être dans ce moment.

M. Sickles a-t-il pu agir de sang-froid,
sous de pareilles circonstances ? Con-
naissant ce qu'il avait appris touchant
M. Key, lui était-il possible de le voir,
même accidentellement, et de conser-
ver son équilibre ? Et s'il était excité,
était-ce un cas de passion injustement
excitée ? S'il s'est trouvé dans un état
d'extrême excitation, cette passion était-
elle excitée à un trop haut degré chez
un homme qui voyait devant lui le
séducteur insatiable et endurci de sa
femme ?

M. Key ne succomba pas à la tenta-
tion dans un moment d'erreur. Ce ne
fut pas dans un accès subit qu'il souilla
la femme de son ami. Il choisit une
maison spacieuse, séparée de la demeure
de celui-ci, dans le but d'effectuer en
sécurité son coupable projet. Malgré
qu'il ait quitté la scène des vivants, et
quoiqu'il ait droit d'être rappelé à votre
souvenir avec bienveillance, quand on
le fait gratuitement, cependant, en au-
tant que ce procès le comporte, ses fau-
tes doivent être montrées sous les cou-
leurs qui leur conviennent et dans toute
leur gravité.

M. Sickles avait-il contribué à causer
sa propre passion ? S'il avait été sous
l'influence des liqueurs ; s'il avait
provoqué M. Key et qu'il eût alors été
provoqué par celui-ci, le cas se présen-
terait différemment. La provocation fut
entièrement causée par M. Key, parce
qu'il avait souillé la femme de son ami
et essayé de lui cacher sa faute. L'in-
tention est l'âme du crime. Ce doit être
ou une intention calme et froide, ou une
intention passionnée ; mais quand l'es-
prit est dans un état de frénésie il est

incapable de passion, et la nature humaine est dépouillée de sa partie immortelle, et l'homme est aussi soumis aux impulsions qui le poussent que si tout son pouvoir était dans sa simple structure physique.

Nous maintenons donc à ce sujet que M. Sickles, au moment de l'événement, était tellement sous le contrôle d'un accès de frénésie qu'il n'est pas responsable de son action. L'orateur cite lord Erskine au sujet des différentes causes qui peuvent produire une partielle aliénation intellectuelle. Il y a deux espèces de folie — intellectuelle et morale ; il prétend que M. Sickles a agi sous l'influence de la folie morale. Il cite la *Jurisprudence Médicale de Deane*, p. 488 et 510. Il nie et repousse dédaigneusement l'idée que M. Sickles était dans un simple état d'excitation. Il doit avoir été immédiatement transporté lorsqu'il vit l'homme qui l'avait lésé, sachant qu'il rôdait dans les environs de sa maison pour y imprimer la trace de ses souillures. La proposition de la défense, dit-il, est la suivante : si la provocation reçue du défunt fut d'une nature aussi grave que celle mentionnée dans la loi, et si, en conséquence, le défendeur était dans une faiblesse mentale, en raison de l'influence de cette provocation, telle que celle qui serait le résultat d'un mal intellectuel qui exonerait de la responsabilité de l'action qu'il a commise, il devait en être également irresponsable sous les circonstances du présent cas.

Le point cardinal est celui-ci : le défunt était-il en paix avec Dieu et les Etats-Unis quand il fut tué, et M. Sickles fut-il poussé et séduit par l'esprit du mal quand il le tua. Tel sont les termes de l'acte d'accusation. Rappelez-vous que si vous le déclarez coupable, suivant cet acte d'accusation, vous déclarez que Satan le poussait, et qu'il n'a pas agi suivant les nobles impulsions de sa nature. Quel verdict atroce serait-ce de déclarer, sous le serment d'un jury, que, quand Philip Barton Key reçut la mort, il était dans la paix de son Dieu et de la société, lorsque le fait est patent qu'il remplissait alors l'œuvre de l'adultère, et que Daniel E. Sickles, le mari outragé et injurié, lorsqu'il le tua sous l'effet de la provocation reçue, au lieu

de céder à des instincts auxquels il ne pouvait résister, fut tenté et poussé par l'esprit du mal ! Tel est, cependant, le verdict que la poursuite vous demande de rendre contre le défendeur.

Ce langage n'est pas figuré, car s'il n'a pas été guidé par l'esprit du mal, il n'a pas commis de crime. S'il s'est laissé entraîner par les instincts dont son créateur l'a investi, il a cédé au contrôle de la plus élevée des influences, influence à laquelle il n'a pu résister. S'il n'a pas à répondre d'autres crimes que celui-là devant le tribunal du grand jugement, certes, son expiation sera légère.

L'heure de l'ajournement étant arrivée, l'orateur suspendit son argumentation.

SEPTIÈME JOUR.

LUNDI, 11 avril 1859.

La cour s'ouvrit à l'heure ordinaire.

M. Graham continua en ces termes l'adresse au jury qui avait rempli la séance de la veille :

L'accomplissement du devoir qui lui a été dévolu arrivera bientôt à son terme. Si aucune autre raison ne l'en avertissait, son épuisement en serait une raison suffisante. L'intérêt qu'il ressent pour le prisonnier doit l'excuser de la tâche qu'il a imposée à la cour et au jury. Il récapitulera brièvement les arguments qu'il a soumis. Il a démontré que la loi humaine n'atteignait pas tous les délits ; que cette omission à l'égard d'une offense particulière devait simplement nous rejeter sur nos propres instincts, réglés par la loi naturelle. Il a prétendu qu'à l'égard des rapports entre le mari et la femme, le parent et l'enfant, la nature avait institué des devoirs pour leur protection qu'il n'était non-seulement pas criminel d'exécuter, mais que nous étions obligés de remplir. Il a prétendu que l'invitation d'un ami ou d'un voisin à jouir de l'hospitalité, impliquait la condition de la part de celui-ci, que toute convoitise et toute souillure à l'égard de la femme ou de la fille de celui-là seraient réprimées par l'hôte et bannies de son cœur, et que de s'y rendre sous le déguisement d'un ami, lorsque dans son cœur on est son ennemi, constituait un abus de la permission accordée. Il a aussi prétendu que la

ments auxquels il ne
enté et poussé par
est, cependant, le
ite vous demande
défenseur.

s figuré, car s'il n'a
prit du mal, il n'a
e. S'il s'est laissé
ncts dont son créa-
dé au contrôle de
fluences, influence
sister. S'il n'a pas
crimes que ce-
al du grand juge-
ation sera légère.
ement étant arri-
it son argumenta-

JOUR.

NDI, 11 avril 1859.
heure ordinaire.
a en ces termes
avait rempli la

du devoir qui lui
bientôt à son ter-
raison ne l'en-
ment en serait une
érêt qu'il ressent
l'excuser de la
à la cour et au
cièvement les ar-
Il a démontré
teignait pas tous
mission à l'égard
re devait simple-
nos propres in-
naturelle. Il a
es rapports entre
e parent et l'en-
titité des devoirs
n'il n'était non-
l'exécuter, mais
de remplir. Il a
on d'un ami ou
l'hospitalité, im-
e la part de ce-
se et toute souil-
me ou de la fille
nées par l'hôte
, et que de s'y
ment d'un ami,
n est son enne-
e la permission
tendu que la

femme consente elle-même à livrer sa
chasteté ou non, les droits du mari sont
toujours les mêmes à l'égard du séduc-
teur ou du ravisseur ; que, moralement
parlant, la femme était la propriété du
mari, et qu'elle ne possédait, au préjudice
de ce dernier, aucun droit sur sa per-
sonne qui lui permette d'en disposer
en faveur d'un autre.

Il a alors examiné comment la Bible
et la loi commune considéraient l'adul-
tère. Puisque la Bible déclare que l'a-
dultère est un si grand crime, on doit
supposer que notre esprit est revêtu de
la même perception, — en d'autres ter-
mes, que le Tout-Puissant représentant
l'adultère comme une offense aussi gra-
ve, il doit nous avoir investi de la qua-
lité d'esprit nécessaire pour nous le faire
considérer sous les mêmes couleurs avec
lesquelles il le représente lui-même. De
la manière dont je comprends la loi de
tout raisonnement, je dois maintenir que
tout pouvoir qui crée le devoir donne la
capacité de le comprendre et de l'appré-
cier. — L'orateur réfère à ce qu'ont dit
les anciens juges : que la jalousie est la
rage la plus forte de l'homme et l'adul-
tère la provocation la plus sensible qu'il
puisse recevoir. Touchant la criminali-
té de l'acte de M. Sickles, il croit que
la base de toute responsabilité consiste en
la possession de cette somme de raison
qui rend un homme capable de voir le
droit chemin et lui donne la volonté né-
cessaire pour le suivre. L'intention ou
la volonté est le principe qui donne la
vie au crime. Il est impossible de sépa-
rer l'intention du *corpus delicti*, ou du
corps de l'offense.

Quoiqu'un être humain ait été tué
dans le présent cas, il n'y a pas eu cette
volonté ou cette intention chez l'auteur
de l'acte qui, autrement, le rendrait
comptable à la justice criminelle. Il im-
porte peu de quelle manière l'insanité
de l'esprit a été produit, pourvu qu'elle
l'ait été.

M. Sickles n'a pas été partie à la
cause de la provocation qui a agi sur lui.
Il est parfaitement étranger à la con-
duite de l'adultère. Il n'y a jamais con-
nivé, et la première intimation qu'il en
eut fut le motif dominant qui l'induisit
à commettre l'acte pour lequel il a été
mis en accusation. Il a démontré que
toutes les fois que l'insanité mentale était

alléguée, le jury devait alors s'assurer
si la cause de l'insanité mentale était
suffisante pour la produire. Cette ques-
tion est déjà venue devant le juge main-
tenant sur le banc. Il réfère aux direc-
tions données au jury par le juge Craw-
ford dans le procès des Etats-Unis
contre John Day. Le défendeur, dans
ce dernier cas, était accusé d'avoir tué
sa femme. La défense se fondait sur
l'insanité, la cause de l'acte provenant
de la mortification éprouvée par le pri-
sonnier parce que sa femme avait don-
né naissance à un enfant, trois mois
après son mariage. Le juge déclara que
si le fait de la naissance de l'enfant
et les impressions causées par cet évé-
nement sur l'esprit de l'accusé avaient
été d'une telle intensité que son esprit
en était devenu troublé ; et si, dans ces
paroxysmes de colère, sa faculté de dis-
cerner avait été détruite ou suspendue,
et qu'il avait commis l'acte dont il était
accusé, il n'était pas coupable de meur-
tre ; en d'autres termes, si la honte
avait agi sur lui au point que son
esprit en fût troublé, il n'était pas cou-
pable de meurtre. La honte ne fut que
l'une des émotions dont l'esprit de M.
Sickles avait refoulé ; c'est la loi que
la défense désire enjoindre à ce jury.

Il réfère aussi à l'opinion de son hon-
neur, lors du second procès de Day, et
particulièrement à ce passage : "Le jury
doit savoir que la honte causée par la
naissance d'un enfant, sous de sembla-
bles circonstances, ne peut pas être com-
parée à la mortification et à la honte
d'un homme dont la femme a été déflo-
rée." Le juge déclara, dans ce cas, que
si une certaine condition mentale avait
été produite par quelque cause prédis-
posante, le prisonnier n'était pas respon-
sable de son acte. Il réfère aussi à la
décision du juge dans le procès de Jar-
boe, accusé de meurtre pour avoir tué le
séducteur de sa sœur. Rendu furieux
par la conduite du séducteur, il le tua
sur le lieu même. Le savant juge dit
alors que les faits établis constituaient
le crime de meurtre, mais que l'état
mental du prisonnier était un sujet de
considération pour le jury. D'après ces
instructions le jury déclara que le frère
était excusable. Nous demandons si un
frère, qui entreprend volontairement
de redresser les torts de sa sœur, est exo-

néré par le verdict d'un jury des conséquences de son action parce que la provocation était telle qu'il n'a pu la supporter, sur quel principe peut-on établir une différence ou une distinction touchant le cas d'un mari intervenant pour venger l'outrage porté à ses relations conjugales ?

La question que le jury doit considérer est celle de savoir jusqu'à quel point l'esprit du défendeur a coïncidé avec l'épreuve subie, dans la perpétration de l'acte. Vous pouvez répondre à cette question comme époux et comme pères. Nous n'avons besoin d'aucun livre humain pour vous instruire des affections dont l'esprit humain est doué ; c'est un sujet dont vous pouvez tout aussi bien disposer, dans le verdict que vous rendrez, avec les bons sentiments innés en vous, que vous pourriez en disposer avec toutes les lumières que je pourrais vous donner pour l'éclaircir. Il vous appartient de juger de l'accès de frénésie dont fut pris M. Sickles au moment où il rencontra M. Key, sous les circonstances qui causèrent la mort de celui-ci, car rappelez-vous-le qu'il n'y avait rien de délibéré de la part de M. Sickles, dans cette rencontre. Si M. Sickles lui avait tendu un piège, s'il avait invité M. Key à cet endroit, afin de pouvoir lui-même s'y rendre armé, dans le but de le tuer, tel que la poursuite l'a représenté, alors il pourrait y avoir dans le présent cas quelque chose de propre à nous effrayer. Mais il n'en est rien. Lorsque Key était dans les environs de la demeure de M. Sickles il obéissait à ses inclinations aussi méchantes qu'impies et mauvaises. La férocity de cette attaque, telle que la poursuite l'a représentée, le caractère meurtrier même qu'elle a essayé de lui prêter, démontrent de la manière la plus évidente quelle était la condition mentale qui le poussait à la perpétration de cet acte. C'est un fait significatif. M. Sickles rencontra M. Key sans nullement s'y attendre. Il le rencontra aussi accidentellement que s'il avait rencontré une personne qui lui eût été parfaitement étrangère, et la férocity même avec laquelle les témoins disent qu'il fonda sur M. Key et le tua, est une preuve de l'irrésistible impulsion qui le poussait, et à laquelle il lui était impossible d'opposer aucune résis-

tance. Il n'y a donc rien qui puisse avoir été délibéré dans le présent cas. La férocity de l'assaut, telle que peinte par les témoignages, est le fait même sur lequel, pardessus tous les autres, je m'appuierais pour montrer l'état frénétique de l'esprit de l'homme qui fut l'auteur de cet acte. Ainsi que je l'ai déjà dit, la douleur, le désespoir et la vengeance sont tous des sentiments excités par une telle provocation, sans qu'aucun ne puisse être retracé particulièrement, mais chacun d'eux soulevant tous ces éléments de l'esprit dans la lutte engagée pour la suprématie.

Sous ces circonstances le jury pourrait-il déclarer que la raison exerçait sa puissance au milieu d'un tel combat de passions, tandis qu'il était impossible que l'oreille de son esprit pût donner audience à la raison ou à la conscience ? Il réfère la cour au procès du major Robert Owersley, 17, *State Trials*, et de la reine contre Fisher, pour illustrer le présent cas. Le temps ne peut être un agent de refroidissement ; jamais le temps ne pourra opérer ainsi durant la durée d'une vie humaine : aussi souvent que le souvenir rappellera sa femme à son esprit, son exaltation s'enflammant dans toute sa force. Il réfère au procès qui eut lieu, en Angleterre, d'un homme qui en avait tué un autre parce qu'il s'était rendu coupable de sodomie — crime d'un caractère si horrible qu'il ne devait pas être mentionné au milieu d'une société chrétienne ; le jeune homme, âgé de quatorze ou quinze ans, céda à la convoitise impie d'un infâme ; le père, apprenant le crime, le pourchassa et le poursuivit pendant toute une nuit, et l'ayant atteint, le tua délibérément. Aucun jury peut-il déclarer que ce cas comportait des sentiments de pureté semblables à ceux qui s'attachent à une femme ? Il est de l'essence de la nature humaine d'aimer la femme avec une tendresse qui ne s'identifie avec aucune autre passion. C'est la plus enthousiaste, la plus ardente passion qui entoure la femme et c'est celle qui lui donne droit à la protection. Plus l'offense est considérée, plus elle exalte. Quoique le père eût tué délibérément l'homme qui avait perpétré cet horrible crime, et malgré que le juge enjoignit au jury de le convaincre de meurtre, néanmoins, en face

de la
d'ho
para
pren
l'off
cute
dnit
à l'e
il le
min
mar
est
nel
man
vien
indie
qui
gent
pour
il ét
puis
tale
prod
mit
privé
M
narr
soun
dése
quel
nem
ne v
l'égi
dev
ler
par
con
agé
for
tem
jou
me
ven
il
con
il p
au
vic
vo
ve
fes
qu
la
ét
da
qu

rien qui puisse
dans le présent cas.
telle que peinte
est le fait même
s tous les autres,
contrer l'état fréné-
omme qui fut l'au-
si que je l'ai déjà
espoir et la ven-
entiments excités
on, sans qu'aucun
particulièrement,
levant tous ces
ans la lutte enga-

es le jury pourra-
ison exerçait sa
un tel combat de
était impossible
esprit pût donner
à la conscience ?
procès du major
ate Trials, et de
pour illustrer le
ne peut être un
ent ; jamais le
r ainsi durant la
e : aussi souvent
lera sa femme à
n s'enflammera
réfère au procès
re, d'un homme
tre parce qu'il
de sodomie —
horrible qu'il ne
nné au milieu
le jeune hom-
quinze ans, céda
l'un infâme ; le
p, le pourchassa
toute une nuit,
délibérément.
arer que ce cas
nts de pureté
attachent à une
ce de la nature
me avec une
te avec aucuno
us enthousias-
qui entoure la
ui donne droit
ense est consi-
uoi que le père
me qui avait
ne, et malgré
ury de le con-
moins, en face

de la loi, le jury ne le déclara coupable que d'homicide simple. On pourrait faire un parallèle entre les deux cas. Dans le premier, le père, après avoir poursuivi l'offenseur durant une nuit entière, exécute la vengeance. Dans celui-ci la conduite adultère de M. Key se présente à l'esprit de M. Sickles au moment où il le rencontre ; en un instant sa détermination est prise ; — et parce que le mari injurié le tue immédiatement, il est mis en accusation comme un criminel ! M. Sickles, n'a pas eu le temps de manifester, comme ce père auquel je viens de faire allusion, aucun de ces indices d'insanité mentale tels que ceux qui sont causés par des offenses de ce genre ; il ne peut appeler de témoins, pour prouver l'exaltation dans laquelle il était lorsqu'il commit l'acte ; mais je puis dire que, dans la condition mentale que de telles circonstances peuvent produire naturellement, M. Sickles commit l'acte pour lequel on voudrait le priver de son existence.

Maintenant, messieurs, une brève narration du cas actuel, et je vous le soumettrai, en autant que le soin de la défense me concerne. Demandons-nous quelles ont été les parties dans ces événements ? Ainsi que je l'ai déjà dit, je ne veux pas manquer de générosité à l'égard de M. Key ; j'exposerai les faits devant vous, et je les laisserai vous parler pour eux-mêmes comme l'humanité parle toujours sous de semblables circonstances. M. Key était un homme âgé d'environ quarante ans, suis-je informé ; il avait été marié, et, dans le temps même dont il est question, il avait journellement sous les yeux les monuments de cette alliance sacrée qui l'avertissaient de l'odieux de sa conduite ; il avait lui-même contracté le vœu conjugal, il en connaissait la solennité ; il pouvait se dire à lui-même ce qu'il aurait ressenti si sa couche avait été violée, et il pouvait facilement concevoir ce qu'il aurait fait s'il avait découvert l'auteur de son abaissement. Sa profession, de plus, aurait dû imprimer quelque gravité à son caractère.

Il existe des occupations auxquelles la frivolité de la nature humaine doit être étrangère. S'il y a une profession dans ce monde, à part celle de la chaire qui, si je puis ainsi parler, peut et doit

sanctifier la nature humaine, et lui communiquer une gravité qui n'est pas son apanage naturel, c'est la profession à laquelle j'appartiens. Le but de notre profession est d'étudier les droits des autres hommes, et de les faire observer. Le premier des devoirs qui nous sont dévolus, et le dernier dont nous puissions nous exempter, est l'étude des relations sociales et personnelles de l'homme ; l'étude des devoirs qui se rattachent à ces rapports est la première charge et la principale à faire de notre profession ; conséquemment l'avocat, pardessus tous les autres hommes, devant aucun tribunal, qu'il soit érigé au-dessus de l'arche céleste ou sur la surface de la terre, l'avocat, dis-je, doit s'attendre à la considération la moins charitable.

De plus, quelle était sa position ? Il était l'officier public de ce district. Il avait été choisi pour veiller à la cause de la moralité et de la décence publiques. Il devait voir à ce que vos maisons fussent protégées contre les séducteurs, les adultères, et toutes les autres espèces de criminels ; et, cependant, il se drappe du manteau de l'hypocrisie, vient dans cette cour et poursuit, avec un succès presque incomparable, les pauvres êtres qui traînent avec peine leur existence sur la surface de la terre, tandis que lui-même, homme mûri dans le crime, circule au milieu de cette société, non-seulement impuni, mais pas même prévenu. Tel est donc le caractère de cet adultère. Est-il un seul mot en cela qui ne soit pas vrai ? Quelle est la femme avec laquelle il a commis l'adultère ? Elle est assez jeune pour être sa fille. Je ne connais pas ses dispositions ; mais en raisonnant d'après ses années et la connaissance que nous avons de la conformation mentale de la femme, ce n'est pas trop de supposer que la frivolité, qui est le lot de la femme à cet âge, était son défaut ; qu'elle était susceptible d'être flattée et de recevoir les attentions des hommes, et attentions qu'elle regardait comme autant d'offrandes faites à l'éclat de sa beauté.

A cette période de sa vie, le vœu du mariage ne s'était pas imprimé à son esprit dans toute sa gravité ; elle ne se rendait pas compte des termes d'après lesquels elle s'était livrée, corps et âme,

à la possession et au contrôle de son mari. S'il fut jamais un cas où l'homme fût tenté par une femme, il aurait dû imiter l'exemple de Joseph, qui laissa son vêtement entre les mains de la femme de Putiphar. Le présent cas est un de ceux qui, pardessus tous les autres, dénote que cet homme succomba à l'empire de ses convoitises ; car, autrement, il aurait dû laisser après lui quelque preuve qui aurait pu rejeter sur la femme la plus grande partie du blâme.

Quel est le mari, dans le présent cas ? C'est un homme qui n'a pas tout-à-fait le même âge que M. Key ; il était connu dans votre ville comme l'un des membres des conseils de la nation ; il est de la grande métropole commerciale de ce continent, de cette cité que toutes les parties de l'Union regardent avec orgueil, et qui, nonobstant les choses reprochables qu'on puisse lui imputer, est considéré par tout esprit américain comme la première cité de l'Union ; il remplissait ici son devoir ; et afin de vous montrer la confiance qu'il a dans la protection qui lui a été garantie par les lois de votre district, en y amenant sa femme et son enfant, il s'en est remis à vous et aux lois de ce district pour le soin de sa protection.

Maintenant, quelle était la nature des relations qui existaient entre M. Key et M. Sickles. Nous avons vu ce qu'elles étaient. Pour ce qui concernait M. Sickles, elles étaient celles d'une amitié sincère. De la part de M. Key, elles étaient d'une amitié prétendue et avouée. Il est dit dans le Psalmiste : " si c'eût été un ennemi qui m'eût attaqué, alors j'aurais pu le supporter ; ce n'était non plus celui qui me haïssait qui se leva contre moi, car alors je me serais caché de lui ; mais ce fut toi, mon égal, mon guide et mon ami ; nous nous donnions de doux conseils et entrions ensemble dans la maison du Seigneur." Le tort d'un étranger peut être supporté avec patience, mais la perfidie d'un ami est intolérable.

Nous allons vous démontrer, messieurs, que M. Sickles avait intercedé pour faire nommer M. Key à l'office que sa vie privée a dégradée ; que toute l'influence qu'il a pu employer pour lui assurer la haute position d'officier public à la barre de cette cour fut mise

dans la balance, afin de l'aider à atteindre le but de son ambition. Nous allons vous faire voir que M. Sickles lui envoya des clients particuliers ; et nous vous montrerons aussi que M. Sickles ayant eu lui-même besoin de services professionnels, se servit de ce M. Key et l'opposa à ce savant confrère, l'un des avocats de la présente poursuite. Ainsi, il y avait non-seulement entr'eux des relations amicales, mais même professionnelles ; et l'homme qui penserait, sous de semblables circonstances, à en compromettre un autre, serait descendu dans les plus noires profondeurs de l'avilissement.

M. Key prétendait qu'il était en mauvaise santé ; je dis qu'il le prétendait, parce que, tout en n'ayant pas la force de remplir les devoirs qui l'appelaient ici, il en avait assez cependant pour accomplir ses desseins à l'égard de la femme de son voisin. S'il avait dirigé d'un autre côté les efforts physiques qu'il mettait à l'accomplissement de l'œuvre adultère, il aurait été aussi compétent physiquement qu'il l'était mentalement, à exécuter les devoirs qui lui étaient dévolus. Mais, tandis qu'il n'avait pas assez de force pour se rendre aux exigences de son devoir, il en avait assez pour soutenir ailleurs les efforts de la virilité. Il devint un habitué de la maison de M. Sickles. Ces relations datent, je le crois, de pas moins de six années.

M. Sickles est dans la vie publique ; il était forcé de s'en remettre à la pureté de sa femme, étant souvent obligé de s'absenter de la demeure de sa famille pour de longs intervalles de temps et d'abandonner la garde et la protection de sa femme à sa propre chasteté. M. Key prend les dehors d'un ami et fait parade de ces égards de la galanterie semblable ordinairement motiver, mais qui, dans cette occasion, furent la base sur laquelle l'adultère chercha à établir son pouvoir destructif.

Nous vous ferons voir que, dès le 26 mars, 1858, il était rumeur que M. Key déshonorait le défendeur ; M. Sickles le mande chez lui ; lui, Key, s'en remet à son honneur comme un homme ; il nie la vérité de l'accusation ; il demande le nom de son auteur, et il envoie des billets à celui-ci et à celui-là ; et, incapable

de l'aider à atteindre. Nous allons à M. Sickles lui en-tre-tiens ; et nous si que M. Sickles besoin de services vit de ce M. Key ont conféré, l'un présente poursuite. seulement entr'eux, mais même pro-mette qui penserait, circonstances, à en-tre, serait descendu profondeurs de l'a-

qu'il était en mau- il le prétendait, ayant pas la force qui l'appelaient cependant pour s'il l'était dirigé efforts physiques accomplissement de trait été aussi com- qu'il l'était men- es devoirs qui lui tandis qu'il n'a- e pour se rendre veoir, il en avait leurs les efforts t un habitué de es. Ces relations pas moins de six

vie publique ; il mettre à la pureté vent obligé de re de sa famille es de temps et t la protection de hasteté. M. Key ni et fait parade galanterie sem- l'iver, mais qui, nt la base sur la- na à établir sou

r que, dès le 26 eur que M. Key r ; M. Sickles le ey, s'en remet à homme ; il nie ; il demande le envoie des bil- la ; et, incap-

ble de découvrir l'auteur de ce qu'il prétend être une calomnie, il écrit alors à M. Sickles, qualifiant l'accusation d'être une ridicule et dégoûtante calomnie ; et cependant, nous vous montrons que si l'intimité n'existait pas encore lorsqu'il écrivit cette lettre, elle existait dans tous les cas peu de jours après.

Eh bien ! messieurs, voyez la fourberie de ce M. Key : il sent combien il est vil. Accusé de desseins pervers à l'égard de M. Sickles, il dit : " C'est le plus grand affront qui puisse m'être fait, et, quelqu'en soit l'auteur, il doit me rencontrer sur le terrain de l'honneur, au bout du pistolet." Il supprime toute communication sociale avec M. Sickles ; et ce fut la raison pour laquelle, pour une période de pas moins d'une année, quoiqu'il pratiquât journellement, nul doute, la fourberie contre son ami, jusqu'à ce que les conséquences l'en rendirent la victime, comme je vais le faire voir dans un instant, — ce fut la raison pour laquelle, dis-je, M. Sickles n'eut jamais aucun soupçon contre lui. Nous vous démontrerons que de ce moment jusqu'au 24 février 1859, les rapports de M. Sickles et de M. Key furent parfaitement amicaux, et que M. Sickles lui manifesta sa confiance habituelle.

Le 10 février, deux jours avant sa mort, M. Key dîna avec d'autres personnes à la demeure de M. Sickles ; il n'y a amené que sa sœur ; oui, il amène sa sœur à la maison de celle qu'il a prostituée — car c'est la seule expression qui puisse être appliquée à la femme qui trahit son mari — il accompagne effectivement sa propre sœur à la maison de la femme avec laquelle il cultivait cette odieuse intimité. Est-il un frère qui voudrait, avec calme et sang-froid, conduire sa sœur dans une semblable atmosphère pour en faire la compagne de la femme avec laquelle il cultiverait une intimité illicite, quelle que fût la position de Mme Sickles aux yeux du monde ?

Le jeudi avant la mort de M. Key, M. Sickles donnait, chez lui, un autre dîner. M. Key n'y est pas invité ; il n'y est pas. Après le dîner, Mme Sickles accompagne quelques amis à un parti de plaisir, à l'hôtel Williard ; M. Sickles y arrive après elle ; quand il entre

dans la salle, il trouve M. Key assis à côté d'elle. Aussitôt que M. Key l'aperçoit, il quitte subitement cette femme. Il n'y avait que son sens intime d'avilissement qui pouvait le décider à se séparer de la femme de M. Sickles. M. Sickles retourne chez lui ; au nombre des lettres qu'il a reçues ce jour-là, il trouve un billet anonyme, qui fut l'origine de la triste découverte et qui sera mis devant vous comme faisant partie de la preuve de la défense. La substance de cette lettre est que M. Key et Mme Sickles sont dans l'habitude de se rencontrer dans une maison située sur la 15^e rue, entre les rues R et L ; que M. Key a loué cette maison dans ce but, et qu'il y obtient autant de la personne de Mme Sickles que M. Sickles lui-même.

Le caractère de M. Sickles ne lui aurait jamais permis de se fier à une lettre anonyme, formulée tel qu'elles le sont ordinairement ; c'est un homme d'un noble caractère ; il aurait regardé la lettre avec mépris. Mais cette lettre est tellement circonstancielle, elle entre tant dans les détails — car elle indique même où est située cette maison — et respire tant de bonne foi, qu'il ne put s'empêcher de croire qu'il y avait sujet de investigations ; il ne douta plus que de l'identité des personnes qui visitaient cette maison. Il découvre qu'il y a une maison à l'endroit indiqué ; que M. Key a loué cette maison, et qu'il est dans l'habitude de s'y rendre avec une femme, mais que celle-ci s'y rend plus souvent seule, avant ou après lui. Alors la seule question qui lui reste à résoudre est de savoir si cette personne est sa femme.

Eh bien, messieurs, remarquez encore la fourberie de ce M. Key en choisissant cette maison. Il était nécessaire pour lui qu'elle se trouvât située dans un endroit retiré, ou au moins dans une section de cette cité où des témoins ne se lèveraient pas contre lui, et suffisamment près de la maison de M. Sickles pour pouvoir satisfaire ses convoitises aussi souvent qu'il le désirait ; c'est pour cela qu'il choisit cet endroit de votre ville qui est habitée presque exclusivement par des noirs.

Si ce n'était la presque impossibilité où nous sommes mis par la loi de nous servir de ce genre de témoignage, l'in-

famie de M. Key se déroulerait devant vous d'une manière à vous dégoûter ; la preuve est suffisante, néanmoins, pour parer à cette incapacité dans laquelle nous sommes, et pour l'identifier comme l'auteur de toutes ces misères, de toutes ces disgrâces. — Le jour suivant, M. Sickles prie M. Woolridge de s'enquérir de l'identité de la personne qui accompagnait M. Key à la maison en question ; M. Woolridge se rend dans le voisinage de la 15e rue, et obtient la permission des personnes habitant la maison opposée, d'occuper une chambre chez eux, le lendemain. Il s'y rend donc, et il y apprend que cette personne a été vue le jeudi, dans la maison louée par M. Key. Il informe M. Sickles de cela, et le jeudi suivant il retourne à son poste et surveille la maison durant cinq ou six heures, mais, ne découvrant rien, il se rend à sa maison de pension, où il apprend que M. McCloss-Key était venu avec une lettre pour lui. Il était encore à sa maison de pension lorsque M. McCloss-Key y retourne et lui remet une lettre. Dans cette lettre M. Sickles, ne voulant pas encore croire à la culpabilité de sa femme, lui dit d'être excessivement délicat dans ses perquisitions, car il a raison de croire que sa femme est innocente. Aussitôt après la réception de ce billet, il se rend au Capitole et voit M. Sickles ; il se trouve dans la nécessité de désabuser l'esprit de M. Sickles et de détruire l'espoir qui lui restait touchant la fidélité de sa femme. Il dit à M. Sickles que tandis qu'il était dans la maison située vis-à-vis celle de M. Key, le samedi, il avait appris que la dernière fois que la personne en question s'y était rendue, avec M. Key, c'était le mercredi et non pas le jeudi. Sans doute que M. Sickles s'étant ainsi convaincu que sa femme n'était pas allée dans cette maison, le jeudi précédent, et apprenant le véritable jour où elle y avait été, sans doute qu'il perdit toute sa confiance ; il se trouva ainsi convaincu que cette personne était sa femme. M. Woolridge lui décrivit les vêtements que portait la personne qui avait accompagné M. Key à l'occasion de sa dernière visite, et M. Sickles reconnut immédiatement que ces vêtements, tels que décrits, étaient ceux de sa femme. La conviction s'empara de

plus en plus de lui. Il retourne chez lui ; il reproche à sa femme sa culpabilité de manière à lui faire croire qu'elle a été découverte, et, croyant à la révélation de sa culpabilité, elle reconnaît son déshonneur et lui donne une confession écrite.

L'orateur peint la douloureuse agonie de M. Sickles en raison de ce qu'il vient de découvrir ; le départ de M. Butterworth qui reconduit cette femme à sa famille demeurant à New-York ; l'accablante affliction de M. Sickles en proclamant sa honte devant ses amis ; le domestique de M. Sickles dénonçant l'adultère qui, en passant devant sa demeure, agite son mouchoir, comme il avait l'habitude de le faire quand il passait en cet endroit, et les domestiques s'écriant : "Voilà M. Key !" et M. Woolridge regardant et voyant qu'il en est ainsi. Maintenant, continue l'orateur, il faut croire que M. Key était parfaitement désespéré ce dimanche-là. Il n'avait pas vu Mme Sickles depuis le jeudi. Il n'avait pu communiquer avec elle par des signaux. Il avait loué une maison inutilement. Des jours s'étaient écoulés durant lesquels il n'avait pu violer l'objet de l'affection et de l'amour de son ami. Comme tous les libertins, il était anxieux de satisfaire ses passions. Ne pouvant leur résister, il rôdait honteusement, "au doux rayonnement de la lumière d'un soleil de dimanche," dans les alentours de la demeure de son voisin.

Vous ne pouvez vous expliquer la conduite de M. Key d'aucune autre manière. M. Butterworth quitte la maison de M. Sickles quelques instants après, puis il y retourne. M. Woolridge fait cette observation : "Pour quelle raison M. Key est-il passé devant la maison ?" Il ne dit pas cela à M. Sickles ; non, car M. Woolridge et M. Butterworth étaient résolus à céder à M. Sickles, si c'était possible, que cet homme flairait autour de sa demeure avec des intentions déshonorantes pour lui. Quelques instants après, M. Sickles redescend ; il est alors dans un état complet de frénésie.

M. Key avait été vu passant du côté opposé de la demeure de M. Sickles, accompagné d'une dame et d'un monsieur, et agitant son mouchoir, sous le

retourne chez lui ; de sa culpabilité de croire qu'elle a été à la révélation elle reconnaît son une confession

ouloureuse agonie de ce qu'il vient de M. Butter-ette femme à sa fa-New-York ; l'accu-M. Sickles en pro-vant ses amis ; le Sickles dénonçant ant devant sa de-choir, comme il e faire quand il t, et les domesti-M. Key ?" et M. voyant qu'il en continue l'ora-M. Key était ce dimanche-là. Sickles depuis le mmuniquer avec Il avait loué une es jours s'étaient ls il n'avait pu on et de l'amour us les libertins, isfaire ses pas-résister, il rôdait x rayonnement de dimanche," demeure de son

xpliquer la con-eune autre ma-uite la maison ques instants M. Woolridge "Pour quelle assé devant la ela à M. Sick-ge et M. But-à céler à M. que cet hom-demeure avec ntes pour lui. M. Sickles re-un état com-

assant du côté M. Sickles, et d'un mon-choir, sous le

prétexte de l'agiter devant les yeux d'un petit chien ; ce procédé était le signal des rendez-vous. M. Sickles avait alors que sa femme avait été déshonorée par M. Key ; il venait de voir cet homme dans le voisinage de sa demeure faisant ce malheureux signal ; il sort en courant dans un état complet de frénésie. Si subit et si prompt fut l'événement que les domestiques n'apprirent que M. Sickles était sorti de la maison qu'après que M. Key eut été tué. M. Woolridge vit M. Butterworth sortir seul de la maison, et tandis qu'il regardait un stéréoscope sur l'allée de la fenêtre de la bibliothèque, il vit courir des personnes et quelqu'un vint alors lui rapporter ce qui venait d'arriver.

Considérez l'état de M. Sickles. La nuit précédente sa femme avait reconnu sa culpabilité ; il avait passé la nuit sans dormir ; — cette nuit s'était écoulée dans les pleurs et les gémissements. Ses amis étant venus le lendemain, il ne put s'empêcher de leur faire part de la triste histoire du déshonneur de sa femme, et, pour couronner le tout, il avoit l'adultère déployant son drapeau sous ses propres yeux, dans le but d'attirer sa femme hors de la demeure qui aurait dû la protéger. C'est à vous, messieurs, qu'il appartient de déclarer, d'après ces faits que nous allons prouver devant vous, quel doit avoir été la condition de l'esprit de M. Sickles au moment où il se rendit à cette scène dont la mort de M. Key fut le résultat. Un ou deux faits de plus et je termine.

Pourquoi M. Key était-il continuellement dans les environs de la demeure de M. Sickles. Il demeurait loin de cet endroit ; il avait l'habitude d'y venir à cheval, de se montrer avec le plus d'avantages possibles, pratiquant toutes ces galantries que les adultères cultivent afin d'accomplir le but qu'ils se sont préposé. Comment M. Key préparait-il ses rendez-vous ? Il prenait avantage de vos salons ; s'il rencontrait Mme Sickles chez le Président, il y arrangeait un rendez-vous avec elle ; s'il la rencontrait dans la demeure de quelque sénateur, il en faisait autant, corrompant ainsi l'atmosphère que respiraient vos femmes et vos filles.

Remarquez encore un indice très fort de son caractère. Partout où il la ren-

contrait, son objet était de satisfaire sa convoitise ; il la suivait partout où elle allait ; elle pouvait à peine s'éloigner quelques centaines de pas de sa maison avant qu'il fût à ses côtés ; si elle marchait, il était à pied ; si elle était en voiture, la voiture était arrêtée et il y prenait place ; il se promenait ainsi avec elle pendant deux ou trois heures, donnant les ordres nécessaires pour que la voiture circulât dans les rues éloignées. Il devint le sujet des cancans de cuisine ; les domestiques le nommaient "Dégoût ;" tel était le nom qu'il portait dans le département de la cuisine de la maison de M. Sickles. Le procureur de district pour le comté de Washington était devenu un sujet de risée et de reproches, dans la cuisine de l'une des maisons de ce district ; aussitôt qu'il s'approchait de Mme Sickles, on y disait : "Voici *Dégoût* qui vient voir *Disgrâce*." Les domestiques mêmes resentaient la pression de ses attentions infâmes à l'égard de la femme de M. Sickles.

Il analyse alors la preuve que la défense sera capable de faire au sujet des visites de M. Key et de Mme Sickles à la maison de la 15e rue, et dit que M. Key avait été vu avec Mme Sickles et sa fille, dans "Pensylvania Avenue," le jeudi avant sa mort, et qu'il lisait alors une lettre qui était semblable à celle envoyée à M. Sickles, l'avertissant du danger qu'il courait, en raison de la découverte de ses relations avec Mme Sickles.

La défense prouvera que les relations adultères de M. Key et de Mme Sickles, dans la bibliothèque, ont été entendues par un ou deux domestiques, et que, en une certaine occasion, M. Key était resté dans la maison de M. Sickles, jusqu'à quatre heures du matin, lorsque celui-ci était à New-York.

La défense prouvera aussi que M. Key, comme tous les hommes qui suivent la même ligne de conduite, était dans l'habitude de porter des armes. Un effort a été fait, par la poursuite, continue l'orateur, pour rejeter M. Sickles sur la clémence exécutive. On vous a effectivement dit : "Rendez votre verdict et M. Sickles pourra en appeler à l'interposition de la clémence exécutive." Je vous demande de ne pas vous

dépouiller dans le présent cas de vos droits comme jurés. Vous n'avez jamais occupé une position entourée de l'honneur qui environne celle où vous êtes actuellement. Vous n'avez jamais été appelés à rendre un verdict aussi solennel et aussi important que celui que l'on attend de vous dans la décision de la présente cause.

Les mêmes sentiments qui pourraient décider l'exécutif à renverser ou à annuler votre verdict sont absolument ceux qui devraient vous enjoindre de ne pas le rendre. Si l'exécutif intervenait de quelque manière, ce ne serait que sur le principe que M. Sickles, au moment de la perpétration de l'acte, était un instrument entre les mains de son Dieu qui se servait de lui pour exécuter d'une manière sommaire le jugement du Créateur. C'est précisément la question que vous avez à décider : M. Sickles était-il ou non un instrument volontaire entre les mains de quelque puissance contrôlante et impulsive pour mettre un terme effectif à la carrière adultère de M. Key ? Quand cette question ou de semblables questions ont été soumises à d'autres jurés, ils n'ont pas cherché à en éluder la responsabilité.

L'orateur cite plusieurs procès à cet égard ; il continue en ces termes :—

Ainsi, vous avez tous ces exemples pour vous montrer que vos concitoyens et les citoyens des autres Etats, où la justice n'est pas vendue, et où elle ne peut être achetée, ont rempli leur serment sur les mêmes principes dont nous avons étayé la défense, à un certain point de vue. Allez-vous retirer votre allégeance à ces principes ? Refuserez-vous d'être guidés par ces exemples ? Ou allez-vous plutôt suivre le sillon tracé par ces précédents, ce qui s'accordera parfaitement avec la justice et sera en même temps conforme à la nature de l'offense ? Quel est l'effet d'une doctrine d'après laquelle on prétend qu'une compensation pécuniaire est la seule manière d'adoucir les blessures sanglantes d'un mari ? C'est faire de chacune de vos demeures des maisons de prostitution. C'est dire à tout homme que s'il veut payer le prix qu'un jury impose à l'adultère et au séducteur, il peut entrer dans aucune maison qu'il lui plaira d'entrer et dérober le lit le plus pur de ce qu'il con-

tient de plus chaste. Doit-ce être la doctrine de votre localité ?

Devons-nous avoir un tarif de prix ou d'impositions ? La maison de prostitution de classe inférieure fixera-t-elle un prix, et la classe plus élevée en fixera-t-elle un autre ? A l'égard de la première, le prix sera-t-il établi par les personnes qui la tiennent, et, quant aux demeures plus respectables, les jurys américains diront-ils ce qu'un adultère doit y payer pour la gratification de ses convoitises ? Du moment même où vous agissez sur ce principe, vous faites de chacune de vos maisons une maison de prostitution, et vous dites à ceux qui sont assez hardis pour y entrer que ce qu'ils ont à faire, c'est de compter le prix en argent et que s'ils sont prêts à admettre le compte que présenterait le verdict d'un jury américain, ils pourront ainsi se jouer de la justice divine et humaine.

Au nom de Dieu, répudiez ce principe de vos poitrines ! C'est votre inappréciable privilège de siéger comme jurés dans une ville placée sous la protection immédiate du feu qui brûle sur le grand autel où tous les autres flambeaux de votre gouvernement sont allumés ; vous vivez dans la ville où siège notre gouvernement fédéral ; vous êtes protégés par l'aurole du nom de Washington ; que le souvenir de ce nom vous inspire des pensées dignes et convenables ; qu'il vous répugne d'admettre dans votre verdict un principe qui, s'il est celui d'après lequel vous agissez, aura un effet plus démoralisateur qu'aucun principe qu'un jury intelligent pourrait soutenir ou d'après lequel il agirait.

L'orateur reprit son siège au milieu de nombreuses tentatives supprimées d'applaudissements et fut félicité par un grand nombre de ceux qui l'entouraient.

Après un ajournement de quelques minutes, M. Brady produit la correspondance qui eut lieu entre M. Sickles et M. Key, correspondance qui avait été provoquée par la lettre anonyme reçue par M. Sickles.

La poursuite objecte à la production de cette correspondance. Après une courte discussion, la cour décide ainsi :

“ L'objet de la défense est de montrer les relations qui existaient entre les deux parties. La loi permet indubita-

blen
proc
mar
miti
La c
offe
lue
cun
tres

V
s'est
Sick
étai
dem
Key
étai
la c
illé
vou
entr
trei
cer
qu'i
M.
de l
M
moi
Rep
con
étre
inte
pou
d'a
tio
ce
po
Br
co
on
co
m
po
sa
q
m
d
n
l

b. Doit-ce être la
réalité ?
r un tarif de prix ou
raison de prostitu-
ture fixera-t-elle un
s élevée en fixera-
gard de la premiè-
établi par les per-
ent, et, quant aux
ectables, les jurys
ce qu'un adulte-
gratification de ses
même où vous
pe, vous faites de
ns une maison de
lites à ceux qui
ur y entrer que
est de compter le
s'ils sont prêts à
que présenterait
éricain, ils pour-
la justice divine

pu diez ce princi-
est votre inap-
ger comme jurés
ous la protection
rôle sur le grand
flambeaux de
t allumés ; vous
siège notre gou-
s êtes protégés
de Washington ;
m vous inspire
venables ; qu'il
dans votre ver-
est celui d'après
a un effet plus
principe qu'un
outenir ou d'a-

éage au milieu
es supprimées.
félicité par un
l'entouraient.
de quelques
uit la corres-
tre M. Sickles
e qui avait été
onyme reçue

la production
Après une
décide ainsi :
st de montrer
ent entre les
et indubita-

blement que lorsqu'un homme subit son
procès pour l'accusation de meurtre, les
marques antérieures d'affection et d'a-
mitié envers le défunt soient prouvées.
La cour a compris que ces lettres étaient
offertes sur ce principe. Celle qu'elle a
lus est simplement courtoise, et n'a au-
cune portée sur le présent cas. Ces let-
tres ne font pas preuve."

PREUVE DE LA DEFENSE.

William Badger est assermenté :— Il
s'est trouvé à un dîner donné par M.
Sickles le 10 février dernier. M. Key
était au nombre des convives. M. Brady
demande au témoin si la sœur de M.
Key et la sœur du mari de celle-ci
étaient au dîner. La poursuite objecte et
la cour décide que cette question est
illégal et que la preuve que la défense
veut faire touchant l'amitié existant
entre M. Key et M. Sickles soit res-
treinte aux parties immédiatement con-
cernées. Le témoin dit que, en autant
qu'il a pu en juger, les relations entre
M. Key et M. Sickles étaient celles
de la plus intime amitié.

M. Haskin est assermenté :— Le té-
moin est membre de la Chambre des
Représentants. A bien connu M. Key et
connaît bien M. Sickles, qui lui ont paru
être deux amis très intimes. M. Sickles
intercéda auprès du président Buchanan
pour faire réappointer M. Key à l'office
d'avocat du district. Eut une conversa-
tion avec M. Key après la correspondan-
ce en question, et M. Key lui dit.... La
poursuite objecte à cette preuve. M.
Brady dit qu'il veut prouver par cette
conversation que M. Key et M. Sickles
ont continué d'être amis après cette
correspondance. La cour ne peut per-
mettre que cette conversation soit rap-
portée.—Témoin rapporta cette conver-
sation à M. Sickles et celui-ci lui dit
qu'il croyait que M. Key était un hom-
me honorable ; qu'il avait été son ami
depuis longtemps, et qu'il n'avait aucu-
ne objection à ce que M. Key vint chez
lui, lorsqu'il l'y inviterait.

Daniel Dougherty, assermenté : Té-
moin est avocat. S'est trouvé à l'hôtel
Williard, le jeudi qui précéda la mort
de M. Key. Vit M. Key avec Mme
Sickles, avant que M. Sickles fût entré
dans la salle où avait lieu la réunion.

Sur la demande de M. Brady, M.
Carlisle admit que M. Key fut l'avocat
de M. Sickles dans une cause civile,
en 1858.

HUITIÈME JOUR.

Jeudi, 12 avril 1859.

John McElhone assermenté :—A con-
nu M. Key, et M. et Mme Sickles. Se
rappelle d'une promenade qui eut lieu
aux chutes du Potomac, et à laquelle se
trouvaient Mme Sickles, M. Key, M.
Haskin et lui-même. Ne sait pas si
M. Sickles était à Washington ou à
New-York dans le temps.

John F. Goddard, chef de police, exa-
miné :—Témoin a en sa possession une
petite lunette d'opéra qui lui fut remise
par M. Sickles le jour de son incarcéra-
tion. Il produit cet objet. Se rendit à la
demeure de M. Sickles, le jour de l'évè-
nement, et le conduisit à la prison. La
boue qui se trouve sur la lunette d'opé-
ra y était lorsqu'elle lui fut remise par
M. Sickles.

Le rév. M. Smith examiné :— Il est
ministre de l'église épiscopaliennne. Con-
naît M. Sickles et sa femme. A vu M.
Sickles, vers cinq heures de l'après-mi-
di, le jour de la mort de M. Key. Fut
frappé de son apparence et exprima sa
surprise à son fils qui était avec lui.
L'apparence de M. Sickles était très-
singulière, sauvage et désespérée ; té-
moin dit à son fils : "Quelle mauvaise
et quelle étrange apparence il a !"

M. Stanton fait remarquer à la cour
et au jury que la lunette d'opéra sied
exactement à la boîte qui la contient.

Robert J. Walker examiné :— J'étais
en ville, dimanche, le 27 février der-
nier. Je connais M. Sickles depuis plu-
sieurs années, mais alors je ne l'avais
point vu depuis sept à huit mois. Il était
trois heures ou trois heures et vingt mi-
nutes, lorsque je le vis, ce jour-là, dans
sa maison, dans la chambre située en
arrière au première étage. Il me parut
excité. Il paraissait se passer en lui
quelque chose d'extraordinaire et d'é-
trange. Sa voix était en quelque sorte
différente de ce que je l'avais ordinai-
rement entendu. Je crois qu'il me dit
alors : "Mille remerciements pour être
venu me voir sous ces circonstances."
Il eut à peine dit ces mots que je re-

marquai un grand changement dans son apparence. Il fut pris de fortes convulsions. Il se jeta sur un sofa, et couvrit son visage avec ses mains. Il tomba alors dans un accès durant lequel il jetait des cris qui ne ressemblaient à rien de ce qui est naturel et humain ; je n'ai jamais rien entendu de si remarquable ; — c'était comme un rugissement interrompu de violents sanglots. On aurait dit qu'il était soumis à la torture. Son état me parut effrayant, et j'en fus tellement frappé que je crus qu'il allait devenir aliéné. Il s'écriait que le déshonneur était tombé sur sa maison, sa femme et son enfant, paraissant surtout songer à la disgrâce infligée à son enfant. Je pense que cet accès dura dix minutes. J'essayai de le calmer. J'allais partir pour aller chercher moi-même un médecin, mais les violentes exclamations qu'il proférait, après être devenues moins violentes, cessèrent définitivement. Je crois que je dois être resté là pendant plus d'une demi-heure. Je l'accompagnai jusqu'à la prison. J'étais très excité. Je crois que M. Butterworth et M. Goddard se trouvaient là.

M. Stanton, qui se trouvait en ce moment près de M. Sickles, demanda que l'examen du témoin fut discontinué pour le moment, afin que l'accusé pût se retirer pendant quelques minutes. M. Sickles était considérablement affecté. L'auditoire et le témoin, en particulier, étaient émus jusqu'aux larmes. M. Sickles se retira avec quelques-uns de ses amis et de ses parents ; après s'être un peu remis il revint prendre sa place, recevant de toutes parts les marques de la plus vive sympathie. Son père paraissait profondément affligé de son état.

La transquestion du témoin est alors reprise : — Je ne puis comparer l'état où était M. Sickles à nulle autre chose que l'agonie de désespoir. C'est la plus terrible chose que j'ai jamais vue de ma vie. J'ai vu un autre homme dans de semblables circonstances, à Pittsburgh, Pennsylvanie, mais sa douleur n'avait rien d'aussi grave. Il y avait un grand nombre de personnes dans les salles voisines. Je ne sais pas où est M. Butterworth maintenant. Je crois y avoir vu M. Barrett, le maire.

Réexaminé par M. Brady : — J'ai connu M. Key depuis son enfance, d'une

manière intime. M. Sickles eut un autre accès de violente douleur en arrivant à la prison, mais ce ne fut rien de comparable au premier. Cet accès fut beaucoup plus violent que celui que M. Sickles a eu, il y a quelques instants. J'étais seul avec lui. Il eut des convulsions et ses membres devinrent glacés. Il portait ses mains à sa tête, et sanglotait fortement.

Francis Mohunn est ensuite assermenté. Son témoignage est absolument le même que celui du révérend M. Pyne, témoin déjà entendu.

Bridget Duffy est examinée : — Demeurant chez M. Sickles en qualité de bonne et de femme de chambre ; se rappelle que le samedi avant la mort de M. Key, M. Sickles revint le soir à la maison, entre cinq et six heures ; Mme Sickles était à la maison ; n'a pas vu M. Sickles à table, ce soir-là. Son attention se porta sur M. Sickles ; il y avait entre M. et Mme Sickles quelque chose d'extraordinaire ; M. Sickles descendit à l'étage inférieur ; il ne mangea pas, mais s'en retourna à sa chambre à coucher ; il me dit de lui apporter quelque chose à manger, et je le fis ; il paraissait troublé dans ses manières et son apparence ; je le revis environ une heure après ; Mme Sickles était dans sa chambre à coucher ; je montai ensuite à ma chambre ; M. et Mme Sickles parlaient très fort ; la porte de leur chambre était entr'ouverte ; j'écoutai pendant quelques instants, puis je descendis à la cuisine ; je remontai environ une demi-heure après ; ils étaient encore dans la chambre à coucher ; cette chambre se trouve sur le devant, au second étage ; la mienne est située presque vis-à-vis.

M. Brady met entre les mains du témoin un document écrit, et celle-ci déclare que la signature apposée au bas de ce document est la sienne et qu'elle l'y a apposée dans la chambre à coucher, en présence de M. et Mme Sickles ; que c'est à la demande de celle-ci qu'elle n'a ainsi signé ; que Mlle Ridgley a signé en sa présence. Elle connaît l'écriture de Mme Sickles et l'écriture de ce document est la sienne. Ne sait pas si M. Sickles est allé se coucher ce soir-là ; ne pense pas que Mme Sickles se soit couché. Elle passa la nuit sur le plancher, dans une chambre adjacente, où je

la v
Elle
appu
dans
jour
Il ét
me
des
tenc
ente
cont
pleu
main
dém
voir
pleu
de
Woo
M
au c
prop
com
C'est
faite
J
V
Sick
serv
J
mai
de f
cett
coul
men
J'y
Nou
une
sec
fem
tim
cett
Yor
Nou
six
jou
di c
des
con
lui
à la
pas
pou
vé
an

Sickles eut un accès de douleur en arrière ce ne fut rien de plus. Cet accès fut suivi de celui que M. Sickles eut quelques instants. Il eut des convulsions, devint glacé. Sa tête, et son

est ensuite assermenté est absolument du révérend M. Sickles.

Examinée : — Des en qualité de chambre ; se rapportant la mort de M. Sickles le soir à la maison à six heures ; Mme Key n'a pas vu Sickles ; il y avait quelque chose de quelconque Sickles descendit

ne mangea pas, et alla dans sa chambre à coucher. Il rapporta quelque chose de la chambre ; il paraissait étonné et son visage était d'un rouge livide. Il y avait une heure qu'il était dans sa chambre à coucher. Il monta ensuite à la chambre de Mme Sickles par derrière leur chambre à coucher. Il descendit à la chambre de Mme Key pendant environ une demi-heure. Il y avait encore dans la chambre de Mme Key un second étage ; il y avait vis-à-vis de la chambre de Mme Key, et celle-ci déposée au bas de la rue et qu'elle l'y avait couché, que Mme Sickles ; que Mme Key qu'elle a signé Tidgley a signé Tidgley l'écriture de ce document. Il ne sait pas si M. Key est venu à la maison le soir-là ; que Mme Sickles se soit tenu sur le plancher adjacent, où je

la vis, dit le témoin, le dimanche matin. Elle était assise sur le plancher, la tête appuyée sur une chaise. Elle demeura dans ce dernier appartement toute la journée. M. Sickles était alors en bas. Il était huit heures du matin. Avant de me coucher, la veille, j'avais entendu des pleurs et des gémissements. J'entendis pleurer M. Sickles ; j'ai aussi entendu Mme Sickles pleurer. Je rencontrai M. Sickles dans l'escalier, il pleurait et couvrait sa figure de ses mains ; il gémissait et paraissait grandement troublé. J'étais bien peiné de le voir dans cet état, je pleurai. J'entendis pleurer dans le cabinet d'étude avant de voir M. Sickles. Je crois que M. Woolridge était là.

M. Brady : — Je remets ce document au conseil de la poursuite. Nous nous proposons de le lire au jury et à la cour comme faisant partie de la preuve. C'est la déclaration que Mme Sickles a faite à son mari.

LA CONFESSION DE MME SICKLES.

Voici la confession écrite de Mme Sickles, confession qui fut offerte pour servir à la preuve de la défense :—

Je suis allée avec M. Key dans une maison située dans la 15e rue. Combien de fois, je ne le sais pas. Je crois que cette maison appartient à un homme de couleur. Elle est inoccupée. J'ai commencé à y aller vers la fin de janvier. J'y suis allée seule et avec M. Key. Nous y sommes généralement restés une heure ou plus. Il y avait un lit au second étage. Je fis ce qu'une mauvaise femme a l'habitude de faire. Cette intimité commença l'hiver dernier dans cette maison, à mon arrivée de New-York ; cette intimité était illicite. Nous nous y sommes rencontrés cinq ou six fois ou plus, à différentes heures du jour. Particulièrement, lundi et mercredi de cette semaine. Nous préparions des rendez-vous lorsque nous nous rencontrions dans la rue ou en parti. Je ne lui parlais jamais lorsque M. Sickles était à la maison, car je savais qu'il n'aimait pas que je lui parlasse ; j'ai été quelques jours sans voir M. Key après mon arrivée. Il me dit ensuite qu'il avait loué une maison où lui et moi pourrions se

rencontrer. Je consentis à cela. Il n'y avait rien à boire ou à manger dans cette maison. La chambre était chauffée par un bon feu. M. Key s'y rendait ordinairement le premier. J'ai marché jusqu'à la avec lui environ quatre fois ; j'y suis allée mercredi dernier, entre deux et trois heures. J'y suis allée seule. Laura était chez Mme Hoover. M. Key l'avait conduite et laissée-là à ma demande. De là je me rendis à la 15e rue pour rencontrer M. Key. Je rencontrai M. Key immédiatement après qu'il eut laissé Laura chez Mme Hoover. Nous entrâmes par la porte de derrière, et allâmes ensemble dans une chambre où nous eûmes une entrevue illicite. Je me déshabillai. M. Key se déshabilla aussi. Cela eut lieu le mercredi, 23 février 1859. M. Key m'a embrassé bon nombre de fois. Je ne nie pas que nous ayons eu une entrevue illicite dans la maison où je demeure, il y a un an, dans le salon, sur le sofa. M. Sickles était quelquefois absent de la ville et quelquefois au Capitole. Je crois que cette intimité commença dans le mois d'avril ou de mai, 1858. Je ne croyais pas prudent de le voir dans ma maison, parce que les domestiques pouvaient se douter de quelque chose. J'ai généralement porté une toilette de couleur blanche et noire et un chapeau de castor garni de velours. J'y suis aussi allée habillée de soie noire. Mercredi dernier, j'avais soit une toilette de couleur brune, soit celle que j'ai mentionnée la première, un chapeau de castor et une mantille de velours. Je m'étais entendu avec M. Key pour entrer par derrière, après qu'il eut quitté Laura chez Mme Hoover. Il me rencontra chez M. Douglas. C'est ou dans la rue, ou chez M. Douglas, que nous convinmes d'entrer par derrière, afin de courir moins de danger d'être vus. Cette maison est située dans la 15e rue, entre les rues R et L, à main droite. Je pense que c'est le lundi, dans la rue, que nous arrangeâmes l'entrevue qui eut lieu le mercredi. J'allai à la porte de devant ; elle était ouverte ; nous occupâmes la même chambre ; je me déshabillai ; il se déshabilla aussi. M. Key s'est promené dans la voiture de M. Sickles et est venu à sa maison, sans que M. Sickles en eût connaissance, après que j'eusse été avertie de l'inviter à discontinuer

et contre l'avertissement réitéré de M. Sickles.

TERESA BAGIOLI.

Ceci est une déclaration véritable, écrite par moi-même, sans y avoir été induite par aucune promesse de pardon ou de récompense de la part de M. Sickles et sans aucune menace de lui. Ce qui précède a été écrit dans ma chambre à coucher, la porte en étant ouverte et ma servante et mon enfant se tenant dans l'appartement voisin, à huit heures et demie du soir. Mlle Ridgly est dans la maison, à portée de voix.

TERESA BAGIOLI.

M. et Mme Pendleton ont dîné ici, il y a deux semaines, avec une compagnie nombreuse. M. Key, le frère de Mme P., y était aussi; il avait été invité à ma suggestion, parce qu'il demeurait dans la même maison que Mme P., et aussi parce que M. Key avait invité M. Sickles à dîner avec lui, et M. Sickles désirait inviter tous ceux dont il avait reçu des invitations; M. Sickles me dit: "faites comme vous l'entendrez."

Écrit et signé en présence de C. M. Ridgly et de Bridget Duffy.

Février 26, 1859.

TERESA BAGIOLI.

DISCUSSION AU SUJET DE L'ADMISSIBILITÉ DE CE DOCUMENT.

Le procureur du district objecte à ce que ce document fasse partie de la preuve. Le document est mis entre les mains du juge, qui le lit attentivement.

M. Brady dit que cette déclaration est produite comme ayant affecté l'esprit de M. Sickles, ou ayant produit ou continué l'excitation qui s'était emparée de lui.

Le procureur du district prétend que cette preuve est inadmissible pour bien des raisons; elle frappe à la racine de plusieurs des principales règles touchant la preuve; en premier lieu elle ne repose que sur le oui-dire; conséquemment elle est objectionnelle; c'est une communication de la femme au mari — qui ne peuvent rendre témoignage l'un pour l'autre ou l'un contre l'autre. Cette règle s'applique même aux matières collatérales. Cette preuve est offerte sur le motif que le document en question a produit une insanité temporaire. Si tel

en a été l'effet, il peut être prouvé sans la communication; la preuve des mouvements du prisonnier, de ses faits et gestes peut être faite, mais ce document ne peut être admis comme une preuve à cet effet. Certains esprits auraient pu être beaucoup influencés par une semblable déclaration, tandis que d'autres ne l'auraient été que peu; elle ne peut donc être admise comme une preuve de l'insanité.

M. Graham plaide l'admissibilité de cette confession, offerte pour expliquer l'état de l'esprit du défendeur lors de l'homicide. Elle aide à concevoir la pression irrésistible qui s'exerçait sur lui; la condition mentale de l'accusé dans les cas de meurtre ou d'homicide simple est toujours d'une importance première. C'est au jury qu'il appartient de juger de l'effet de cette communication sur l'esprit de l'accusé. Quant à la compétence de la preuve, c'est une autre question. La poursuite ne prétend pas que cette déclaration est entachée de collusion. Dans ce cas, le jury aurait à décider si cet allégué est vrai ou faux.

La poursuite ne prétend pas que cette déclaration fut faite de mauvaise foi, non plus qu'elle en conteste la véracité. La défense, de son côté, ne veut pas prouver par cette déclaration que l'insanité en fut le résultat, mais que l'accusé eut à vider une coupe d'amertume remplie et à lui présentée par la main de sa femme, ce qui aurait bien pu causer l'insanité de n'importe quel être humain en pareil cas. Il réfère à Kernan, vol. 4, p. 562, cour d'appel de New-York, au sujet d'une décision intervenue dans le procès de Castwood. Cette coupe d'amertume lui avait été présentée par une personne en qui il avait droit d'avoir confiance, et quand bien même cette déclaration aurait été fausse, si elle a fait perdre l'équilibre à sa raison, elle doit être admise comme preuve. Un mari n'est pas censé devoir s'enquérir de la vérité d'une déclaration que sa femme lui aura faite. Le mari qui agit sur les informations que lui a données sa femme n'est pas responsable de leur vérité ou de leur fausseté. Cette confession est offerte parce qu'elle a instillé l'insanité dans l'esprit de l'époux et qu'elle l'a induit à commettre l'acte pour lequel il subit son procès.

Si l'on prétend que cette déclaration doit être exclue de la preuve parce qu'elle a précédé l'homicide de douze à quinze heures, alors nous répondons que l'esprit du défendeur en était poursuivi par le souvenir constant, et que sa douleur ininterrompue durant cette nuit impossible à oublier, remplit le vide et relie l'homicide à cette déclaration qui doit être considérée comme l'une des causes impulsives ou prééminentes. Où le rideau doit-il tomber ? La loi va-t-elle assigner une heure du jour et nous dire que nous pouvons pousser notre enquête jusqu'à telle période, mais ne pas aller au-delà ? Votre Honneur pourra-t-il dire, à un point de vue légal, que nous allons prendre l'heure de dix de l'avant-midi de ce dimanche et que nous allons nous enquerir de ce qui s'est passé jusqu'à ce moment, mais que nous n'irons pas plus loin ? Pourquoi ne pas retracer les événements jusqu'à l'heure qui précéda ceci, ou jusqu'à l'heure qui précéda cela, jusqu'à ce que nous ayions traversé les vigiles de la nuit pour arriver au moment où le contenu de cette déclaration fut infiltré dans les oreilles de ce mari affligé jusqu'au désespoir ? Si nous devons retracer cet homicide jusqu'à la cause première, d'après quel principe votre honneur exclura-t-il cette déclaration, quand bien même elle serait survenue quelques heures avant le fait principal ? En sommes-nous arrivés au point que la responsabilité du défendeur reposera sur toute autre base que celle de sa condition mentale lors de la commission de l'acte ? Doit-il être, je le répète, ajusté de manière à être convaincu au mépris de la vérité et en violation de toute justice ? La loi est-elle devenue un terrain sur lequel on peut se placer pour trancher les principes de justice ou les étendre, de manière que la fin cruelle qu'on a en vue puisse être inévitablement accomplie ? Telle est la question devant la cour. Qui a allumé la flamme dans le cœur du mari, c'est ce que nous nous proposons de montrer. Les éléments en sont toujours là ; ils existent dans la poitrine de votre honneur ; ils sont dans le

cœur de chaque homme et n'ont besoin que de l'application de la torche pour éclater comme un incendie. Si une femme applique la torche ardente au temple du bonheur de son mari et si sa destruction est la conséquence de cette confession et de la connaissance de son déshonneur, je le demande : pourquoi ce mari devrait-il souffrir de ce qu'il a obéi aux instincts de sa nature et perpétré un acte qui doit recevoir l'approbation de tout homme intelligent et réfléchi ? Cet homme si affligé se tourna vers ceux qui s'interposaient, au moment même où l'acte fut commis, et leur dit : "L'homme que j'ai tué a souillé mon lit conjugal !" Quoique la femme eût fait cette confession la nuit précédente, elle le la lui répétait à tout moment, depuis l'instant où il l'avait entendue pour la première fois jusqu'à l'événement fatal ; ses paroles résonnaient à son oreille ; sa confession était devant ses yeux ; sa personne était souillée en sa présence. Tels sont les faits que nous voulons rattacher à l'acte pour lequel on essaie de le faire trouver coupable par le jury. Conséquemment, l'homme, quoiqu'il ait eu lieu plusieurs heures après cette déclaration, se rattache de trop près à cette déclaration, surtout après la preuve des lamentations douloureuses et du désespoir du mari durant toute la nuit, pour que l'on puisse exclure ce document et empêcher qu'il soit admis comme preuve.

Le procureur du district dit qu'il avait compris que ce document n'était offert que pour prouver l'insanité et non la provocation.

M. Brady confirme cette impression.

Le procureur du district dit que ce qu'il importe de savoir, c'est si la défense prétend que ce document a produit l'insanité dans l'esprit du défendeur ou simplement une vive excitation, croyant devoir indiquer à la défense, dans ce dernier cas, quelques autorités.

M. Brady dit qu'il se fonde sur la décision de son honneur dans le procès de Day, le juge ayant dans ce cas non-seulement traité la question d'insanité, mais la condition de l'esprit excité par la provocation. Il cite Wharton, *Droit Criminel*, édition de 1857, sect. 66, 3 et 4, au sujet des circonstances sous les-

quelles la preuve sur oui-dire peut-être admise.

S'il se présentait un cas, continue l'avocat de la défense, ou il serait nécessaire de prouver qu'un homme a souffert d'un mal de tête tel que sa raison en a été affecté, il faudrait prendre sa propre déclaration. Tous les médecins du monde ne sauraient dire s'il a eu "un mal de tête" ou non. Il cite du même auteur le passage suivant :—

"Les lettres ou communications adressées à une personne dont l'aliénation est mise en question, qui se rapportent à quelqu'acte qu'elle a commis, sont admissibles pour démontrer s'il était aliéné ou non."

Quel est le point en litige ? C'est la condition mentale de M. Sickles ; et que voulons-nous démontrer ? La cause qui a excité l'esprit du défendeur à un degré qui lui enlève la responsabilité de ses actes. Il soumet plusieurs cas hypothétiques pour montrer la nécessité d'admettre cette preuve et cite les décisions de Day et Jarboe.

La cour s'ajourne.

NEUVIÈME JOUR.

MERCREDI, 13 avril 1859.

M. Carlisle, conseil de la poursuite, réplique aux avocats de la défense au sujet de l'admissibilité de la confession de Mme Sickles. Il dit en résumé :

Le juge a sans doute eu le temps de consulter les autorités au sujet de cette question ; mais il (M. C.) ne remplirait pas entièrement son devoir s'il ne répondait pas à ses adversaires. Si son honneur admet cette preuve, les règles d'après lesquelles la justice est administrée en pareil cas, deviennent inutiles. Il dit que ses adversaires ne paraissent pas s'entendre sur le motif qu'ils assignent à la production de ces documents. L'un l'a présenté dans un certain but, et l'autre a plaidé son admissibilité à un point de vue tout-à-fait différent. Le premier a dit que ce document avait trait à la condition mentale du prisonnier et l'autre l'a représenté comme un fait faisant partie d'autres faits tendant à démontrer l'irrésistible impulsion sous laquelle le prisonnier a commis l'acte. L'argument de ce dernier repose sur une hypothèse et tient plutôt de la rhétori-

que
pas
de
était
M. I
sion
pas a
l'insu
vées
sibili
une s
défer
de q
mom
le seu
de ce
quest
être d
crime
Cette
d'app
M.
esclav
M.
aucun
nous
Il déc
que la
parce
vous l
disput
mari e
tents a
l'air et
ou ori
semble
modifi
établie
peut l'
femme
témoin
On ne
rendre
déclara
genre
témoin
le sont
tes sur
tion. S
docume
quel pr
ne peu
édifier
ou des
gât, il a
M. C
poursui

pu-dire peut-être

n cas, continue
ou il serait néces-
sité d'un homme a
te tel que sa rai-
faudrait prendre
Tous les méde-
cient dire s'il a eu
non. Il cite da
e suivant:—

communications
me dont l'aliéna-
tion; qui se rappor-
t'elle a commis,
r démontrer s'il

litige? C'est la
M. Sickles; et que
er? La cause qui
éfendeur à un de-
responsabilité de
insieurs cas hypo-
r la nécessité d'ad-
t cite les décisions

JOUR.

REDI, 13 avril 1859:
l de la poursuite,
de la défense au
de la confession au
it en résumé:

te eu le temps de
s au sujet de cette
M. C.) ne rempli-
son devoir s'il ne
adversaires. Si son
preuve, les règles
justice est adminis-
viennent inutiles.
aires ne paraissent
motif qu'ils assi-
de ces documents.
as un certain but,
admissibilité à un
fait différent. Le
e document avait
mentale du prison-
présenté comme un
autres faits tendant
ble impulsion sous
a commis l'acte.
nier repose sur une
tôt de la rhétori-

que que de la loi. La question ne serait
pas de savoir si un homme a assez bu
de liqueur pour être enivré, mais s'il
était réellement enivré. Le précédent que
M. Brady a cité comme étant une déci-
sion de la présente cour, ne se rapporte
pas à un cas de passion excitée, mais à
l'insanité. Toutes les questions soule-
vées par la défense au sujet de l'admis-
sibilité de ce document se résument en
une seule—celle de l'aliénation. Or, la
défense n'a pas, lui semble-t-il, préten-
du que le prisonnier était aliéné au
moment de l'homicide; cependant, c'est
le seul principe sur lequel l'admissibilité
de ce document peut être proposée. La
question est de savoir si l'adultère peut
être donnée en preuve pour réduire le
crime de meurtre à l'homicide simple?
Cette question a été décidée par la cour
d'appel des Etats-Unis.

M. Phillips:—C'était le cas d'un
esclave.

M. Carlisle:—Oui; mais cela ne fait
aucune différence. Nous sommes, ou
nous devrions être esclaves de la loi.—
Il décrit la nature du document et dit
que la poursuite s'y est d'abord opposé
parce qu'il paraissait avoir été écrit
sous le contrôle du mari. Personne ne
dispute que la règle générale est que le
mari et la femme ne sont pas compé-
tents à être témoins soit pour ou contre
l'un et l'autre, dans aucune cour civile
ou criminelle. Cependant, M. Graham
semble croire que l'âge du progrès a
modifié la loi, et que cette règle a été
étendue pour le bénéfice du mari et qu'il
peut l'éviter. Il n'en est pas ainsi. La
femme est aussi incompétente à être
témoin en faveur que contre le mari.
On ne peut pas, dans le présent cas,
rendre la femme témoin; on produit sa
déclaration. Or, les déclarations sont un
genre inférieur de preuve, et quand un
témoin est inadmissible, ses déclarations
le sont également. Les déclarations fai-
tes sur les lits de mort sont une excep-
tion. Si l'on ne veut pas prouver par ce
document l'insanité du prisonnier, sur
quel principe peut-on l'offrir? La femme
ne peut aucunement aider le mari à
édifier la défense de celui-ci. S'il y a
eu des décisions contraires à cet allé-
gât, il aimerait à les connaître.

M. Graham appelle l'attention de la
poursuite sur les autorités suivantes:

Walton et Green, vol. 1, Carrington et
Paine, p. 621; East p. 188; Thompson
et uxer, p. 402, et plusieurs autres. Dans
tous ces cas les déclarations de la femme
furent admises.

M. Carlisle dit qu'il aimerait pouvoir
examiner ces divers précédents. S'ils s'en
trouve qui contredisent la décision rendue
par son honneur dans le procès de Sulli-
van, il n'en a pas eu connaissance. Quel
est le cas dans lequel le témoignage ou
la déclaration de la femme a été admise
pour servir à la défense du mari? Il n'y
en a pas. Sa déclaration est en loi celle
de son mari. Si la déclaration du mari
n'est pas acceptable, celle de la femme
ne l'est pas. S'il avait le talent de son
ami, il se servirait de cet argument si
éloquent: "Le mari et la femme ne
sont qu'une seule et même chair."

Si cette déclaration est admise, il n'est
pas besoin de règle légale; chaque cas
particulier sera décidé d'après les cir-
constances qui lui sont propres. Les déci-
sions intervenues en Angleterre ont été
contradictoires (*Roscoe's Evidence*); mais
aucune de ces décisions ne s'applique
exactement au cas actuel. Dans le pro-
cès de Hewit vs. Brown, la cour main-
tient que dans le cas même où un mari
serait admis *ex necessitate* à rendre té-
moignage dans sa propre cause, la fem-
me ne le pourrait, étant *sub protestate*
vir.

Cette déclaration est offerte comme
faisant partie des *res gesta*. Or, en pareil
cas (1 Greenleaf, sect. 108), ces matières
sont laissées à la discrétion du juge.

Ce document fut confectionné à la fin
de l'entrevue extraordinaire qui eut
lieu entre M. Sickles et sa femme, et
maintenant on demande à son honneur
de déclarer que ce papier—et non pas
la déclaration orale de la femme—est
sans parallèle dans l'histoire de l'homme
et de la femme! Ce document tend-il
à prouver que l'acte commis le jour sui-
vant est un homicide justifiable? Nul-
lement, excepté que l'on admette avec
la défense que le temps ne peut calmer
un esprit qui a reçu une semblable pro-
vocation et le rendre comptable à la loi
de Dieu ou à celle de l'homme. La
cour devra décider si la déclaration de
la femme fait partie des *res gesta*, et
si elle est liée au fait principal au point
de servir de preuve pour la réduction de

l'acte du crime de meurtre à l'homicide simple.

Encore un point, et il termine. Par cette déclaration veut-on prouver l'aliénation ? La question est de savoir s'il y a eu aliénation et non pas s'il y a eu une cause suffisante pour la produire.

Il est vrai que "le grand dramatis-te," qui paraît être le favori de son savant adversaire, est peut-être d'une opinion différente ; mais il contestera toujours qu'une semblable déclaration puisse produire l'aliénation dans la majorité des cas. Il en dépend de la condition morale et physique de la personne. Il y a deux genres de caractères sur lesquels cet effet n'aurait pas lieu. D'abord, cette classe d'hommes paisibles et humbles qui, avec crainte et en tremblant, marchent sur les traces du Seigneur et sont attentifs aux préceptes du livre sacré, et, malgré qu'ils soient atteints de toutes les infirmités de la nature humaine, cherchent, au moyen de la prière, à suivre le chemin que l'Evangile leur a tracé.

Ce sont ceux qui peuvent véritablement citer ce passage des Saintes Ecritures qu'il a entendu l'autre jour : *"Heureux sont ceux que Dieu éprouve."* Ce sont ceux qui voient en tout la main de Dieu et qui entendent dans leur foi sincère, sa voix qui leur dit : *"Ceci n'est pas votre séjour éternel."* L'aliénation ! c'est plutôt pour ceux-là l'illumination de l'esprit, la fiction des yeux qui percent à travers tous les bronillards sombres de ce monde et entrevoient la récompense de l'homme bon, la consolation de l'affligé. En second lieu, il y a un genre tout différent de caractères, préservés de l'aliénation, — et c'est l'adultère reconnu, le libertin éhonté, l'homme mûri dans les maisons de prostitution, l'homme qui respire durant toute sa vie l'atmosphère de l'adultère et de la séduction : s'il y a un tel homme, il est certainement préservé de l'aliénation, parce que ce dont il fait son jouet habituel s'est tourné contre lui et l'a blessé. Eh bien ! offrir la preuve du fait de l'adultère avec la femme de l'accusé afin d'imputer l'acte à l'aliénation, c'est nécessairement donner lieu à la preuve que je viens d'indiquer. Et si nous sommes obligés de faire cette preuve, en quelle espèce de salle

de dissection morale cette cour ne serait-elle pas convertie ? Si cette déclaration est admise, la cour devra permettre d'aller plus loin ; car nous aurons à constater cette preuve par des faits.

DECISION DU JUGE CRAWFORD.

Le juge Crawford, après un ajournement de quelques minutes, rend sa décision dans les termes suivants :

La proposition qui vient d'être longuement discutée, est celle de la présentation d'une déclaration de la part d'une femme à son mari, pour et en faveur de celui-ci. Il a été dit que ce document n'était pas offert pour établir les faits qui y sont contenus, mais comme une cause excitante, ou l'une des causes excitantes de cet état frénétique d'esprit dans lequel on a dit que le défendeur était lorsque l'homicide eut lieu. Je ne puis voir la distinction entre la preuve qui tend directement à exonérer le mari par le témoignage d'un principal dans une cause criminelle et la preuve qui tendrait à l'exonérer en montrant qu'il n'était pas dans un état à commettre aucun crime. Dans l'un ou l'autre cas, l'effet doit être le même, l'acquittement. Les *res gesta* sont les circonstances qui entourent les faits principaux, qui, dans le présent cas, sont indubitablement l'homicide. Sur cette règle ou sur ce principe fut reçue cette déclaration du prisonnier — que son lit avait été "souillé," "deshonoré," ou "violé." Une bonne partie de la preuve que nous avons entendue a découlé de là. Je n'ai pas l'intention d'en dire plus long sur ce que sont les *res gesta*. Les déclarations de la femme ou du mari, pour ou contre l'un ou l'autre, sont considérées de la même manière que des témoignages rendus dans cette boîte. Supposons que la femme du défendeur soit dans cette cour en ce moment, pourrait-elle être amenée à la barre ? Pourrait-elle être entendue ? Certainement non. Son témoignage, ou le document dont on a voulu se servir comme tel, serait preuve et pourrait servir à prouver sa criminalité, et dans une application pour divorce, il pourrait servir contre elle. Mais ce document n'aurait pas été recevable, à mon jugement, dans une action en dommages contre le défunt ou dans

tout a
instit
princi
de l'a
rait u
des r
détru
En c
jetée.
La
décis
L'e
pend
ment
Elle
qui s
mada
corro
cédé
fense
gnag
de n
est re
ou j
Sickl
en pl
veux
déses
Key
elle
mon
trave
il lui
mom
son r
occas
ce jo
rame
vers
de M
dans
à l'é
trois
parti
Sickl
de M
s'appl
pas
dans
M
pass
Le
Le v
de l
autr
défu
pour

cette cour ne sera-
i cette déclaration
devra permettre
ous aurons à con-
des faits.

E CRAWFORD.

après un ajourne-
ntes, rend sa dé-
suivants :

vient d'être lon-
celle de la pré-
paration de la par-
ri, pour et en fa-
a été dit que ce
offert pour établir
t contenus, mais
xcitante, ou l'une
de cet état fré-
quel on a dit que
rsque l'homicide
voir la distinction
nd directement à
ar le témoignage
une cause crimi-
tendrait à l'exo-
il n'était pas dans
re aucun crime.
as, l'effet doit être
ent. Les *res gesta*
qui entourent les
, dans le présent
ement l'homicide.
ur ce principe fut
n du prisonnier-
"souillé," "dés-
Une bonne partie
s avons entendue
j'ai pas l'intention
r ce que sont les
tions de la femme
u contre l'un ou
ées de la même
moignages rendus
supposons que la
r soit dans cette
pourrait-elle être
? Pourrait-elle
inement non. So-
eument dont on a
tel, ferait preuve
ouver sa crimina-
plication pour di-
rvir contre elle
aurait pas été rece-
t, dans une action
de défunt ou dans

tout autre procédé qui aurait pu être institué contre lui. Ce serait violer des principes et des règles bien établis que de l'admettre. Une telle décision aurait un effet très préjudiciable à l'égard des relations du mari et de la femme, en détruisant leur intimité confidentielle. En conséquence, la proposition est rejetée."

La défense prend exception de cette décision.

L'examen de Bridget Duffy est suspendu, et Mlle Ridgley est assermentée.

Elle atteste que c'est sa signature qui se trouve au bas de la confession de madame Sickles, et son témoignage corrobore la preuve qui a été faite précédemment par les témoins de la défense et la première partie du témoignage de Bridget Duffy. Celle-ci étant de nouveau appelée, son témoignage est repris. Au moment, dit le témoin, où j'allais faire la chambre de M. Sickles, le dimanche matin, il y entra en pleurant et les mains dans les cheveux, paraissant en proie au plus violent désespoir. Le témoin a vu passer M. Key dans l'après-midi de ce jour-là ; elle décrit la manière dont il agita son mouchoir ; le chien de M. Sickles avait traversé la rue en apercevant M. Key, il lui faisait des caresses ; c'est dans ce moment, et après, que M. Key agita son mouchoir. Dans presque toutes les occasions où le témoin a vu M. Sickles ce jour-là, il pleurait et gémissait amèrement. Le témoin a vu M. Sickles vers deux ou trois heures, après la mort de M. Key. Il y avait deux officiers civils dans l'escalier. M. Sickles est monté à l'étage supérieur. Il y resta deux ou trois minutes. Ne sait pas avec qui il partit. Ne l'a pas vu pleurer alors ; M. Sickles paraissait très excité. Le chien de M. Sickles est un lévrier italien ; il s'appelle "*Dandy*." Ne se rappelle pas que Mme Sickles se soit absentée dans le mois de janvier dernier.

Mme. W. Mann est examinée : A passé une partie du jour avec M. Key. Le laissa près de *President's Square*. Le vit agiter un mouchoir ; n'y vit rien de particulier. Était alors avec une autre personne à qui elle dit le nom du défunt. Cette personne lui dit.... (La poursuite objecte à ce que cette conver-

sation soit rapportée.) M. Stanton demande à faire la question sous cette forme : "A-t-il été dit quelque chose au sujet de signaux ?" (Le juge décide que cette conversation, entre le témoin et une autre personne, ne peut être rapportée.) Il fut fait une remarque au sujet du mouchoir, et mon esprit, dit le témoin, en fut impressionné.

Le Dr. Thomas Miller est examiné :

Il était présent lorsque M. Doyle a enlevé des poches des habits de Key, les objets qui s'y trouvaient—un portefeuille, quelques papiers, etc. Témoin les mit dans une enveloppe et les adressa à M. Pendleton.

DIXIÈME JOUR.

JEUDI, 14 avril 1859.

On répète le matin, dans la cour, que la poursuite était préparée, si la confession de Mme Sickles avait été admise, à prouver que, dans le mois de janvier dernier, M. Sickles et une dame, non sa femme, passèrent la nuit ensemble dans l'hôtel *Barnum*, à Baltimore. Le registre de l'hôtel a été apporté dans ce but. Il appert, néanmoins, par ce registre, que le nom de M. Sickles est entré avec sa propre écriture ; suivent les noms de différentes personnes, puis celui de Mme Sickles, écrite d'une autre main. Ces préparatifs démontrent que si le juge Crawford avait admis la confession, beaucoup de scandale en serait résulté et aurait amené sur le tapis le nom de plusieurs personnes étrangères au présent cas.

G. B. Wooldridge est examiné par M. Brady :—

Le 26 février dernier, est resté dans la 15e rue depuis dix heures jusqu'à trois ; a vu Sickles ce jour-là entre quatre et cinq heures, au Capitol. Il paraissait moins excité. Eut une conversation avec lui ; essaya de l'apaiser. Il était très affligé. Le revit le lendemain ; ses yeux étaient injectés de sang. Sa figure montrait qu'il avait beaucoup pleuré. Restait avec lui jusque dans l'après-midi. Il agissait comme un homme pris de désespoir. Il avait de fortes crises ; ses mains se crispaient sur ses tempes ; il gémissait bruyamment ; son estomac se gonflait comme s'il avait été suffoqué, et il retombait sur son secré-

taire. Vit M. Key deux fois ce jour-là, le matin vers onze heures, et la seconde fois vers trois heures. Key était en compagnie d'une dame et d'un monsieur. Le vit agiter son mouchoir, et remarqua qu'il avait les yeux tournés vers une fenêtre de l'étage supérieur de la maison de M. Sickles. Il descendit rapidement et s'écria : "Ce vaurien vient de passer devant ma maison."

Le procureur du district :—Ne répétez pas ce qu'il a dit.

M. Brady :—Que fit-il ?

Témoin :—Il était très excité ; M. Butterworth essaya de l'apaiser, il le repoussa. Il passait d'un appartement à l'autre, en proie à une violente excitation.

M. Brady demande qu'il lui soit permis d'interroger le témoin au sujet de la conversation qu'il eut avec M. Sickles au Capitol, pour expliquer la cause de la condition mentale de M. Sickles.

M. Ould objecte. Cette preuve, dit-il, ne peut être admise pour prouver l'aliénation du prisonnier. La seule preuve qui peut être admise à ce sujet, est celle des signes d'aliénation que le prisonnier peut avoir donnés. Toutes les autorités l'attestent. L'adultère même n'est pas une excuse ou une justification, si le mari ne surprend pas sa femme sur le fait.

M. Brady dit que son savant adversaire peut arguer l'adultère autant qu'il sera de son goût de le faire. La défense ne se propose pas de discuter cette question maintenant.

M. Ould dit qu'il est obligé de le faire. On veut prouver que le samedi en question, une conversation eut lieu entre le prisonnier et le témoin au sujet des relations adultères de la femme de celui-ci, afin d'induire de là que l'esprit du mari fut jeté dans une espèce d'excitation ou de désespoir. Toute preuve qui ne tend pas à prouver l'aliénation complète est inadmissible. La proposition qui vient d'être faite consiste en des renseignements donnés par le témoin au prisonnier, au sujet de la conduite de sa femme, lorsque lui, le témoin, n'était pas sous serment. Ce genre de preuve doit être rejeté. Il cite une cause de *Judells' Report* et

diverses autorités à l'appui de son argumentation.

M. Stanton réplique que la preuve de cette conversation est offerte dans un but bien différent. Au moment de l'homicide, le prisonnier s'écrie que le défunt a souillé son lit. La veille, il était très-excité ; un membre du clergé qui le rencontre lui trouve une apparence désespérée ; son état est retracé jusqu'au moment de l'homicide. La défense veut prouver la cause de l'état mental du prisonnier. La poursuite s'y objecte en disant, comme hier, que semblable cause provoquante pouvait avoir un effet différent sur différentes personnes. Qui doit être juge de cela, la cour ou le jury ? Le jury. C'est lui qui doit juger de l'effet de cette communication sur l'esprit du prisonnier. Il conteste cette proposition de la poursuite—que l'acte de tuer l'adultère ne peut être réduit du crime de meurtre à l'homicide justifiable que si le mari surprend l'adultère sur le fait. Il nie que ce soit là la loi ; il nie qu'il en ait jamais été décidé ainsi ; et il nie, au nom de l'humanité, qu'il en soit jamais décidé ainsi. Que l'on se rappelle que, malgré la déclaration du prisonnier au moment de l'homicide, la correspondance entre lui et le défunt avait été exclue. La déclaration de la femme, qui était suffisante pour causer non pas la perte d'une vie, mais toute une hécatombe, a aussi été exclue. Maintenant, nous offrons en preuve une communication entre le prisonnier et un tiers, et la poursuite s'y oppose. Le cas cité par le procureur du district est celui de la femme d'un esclave. Est-il vrai que la condition de la femme d'un homme libre est la même que celle de la femme d'un esclave ? Nous le nions et il n'y a pas une personne ici qui ne marcherait dans le sang jusqu'au genou pour maintenir la négative de cette proposition. Si M. Key avait eu en sa possession une esclave il aurait pu lui passer une corde au cou et la conduire impunément à la boucherie : aurait-il pu en faire autant à une femme libre ?

La poursuite, dans sa soif de sang, a oublié l'institution de l'esclavage, car les juges ont établi le principe que l'esclave n'acquiert pas les droits civils attachés au mariage.

Dar
preuve
la just
la con
ce que
pour
été ac
du No
rition
Angle
dont l
savoir
Dans
rest qu
en ce
tuer l
Jama
pays,
aucun
Vot
si l'iss
à un
neur
la fait
qui a
puni
sion e
neur,
tne le
tère,
deshc
los de
Jarbo
preuv
sur le
dema
pas r
tienn
furie
M
défen
blic
qu'il
gean
M
feré
M
duite
et le
biag
tran
pas
gent
cés
port
pas
la r

pui de son esgu-

que la preuve est offerte dans Au moment de r s'écrie que le it. La veille, il embre du clergé rouve une appa- état est retracé l'homicide. La cause de l'état La poursuite s'y e hier, que sem- te pouvait avoir fférentes person- de cela, la cour est lui qui doit ju- mmunication sur l conteste cette uite—que l'acte nt être réduit du omicide justifi- prend l'adultère ce soit là la loi; mais été décidé a de l'humanité, cidé ainsi. Que algré la déclara- moment de l'ho- ce entre lui et le La déclaration suffisante pour d'une vie, mais aussi été exclue. en preuve une e prisonnier et s'y oppose. Le r du district est esclave. Est-il la femme d'un e que celle de Nous le nions onne ici qui ne jusqu'au genou ative de cette avait eu en sa l aurait pu lui a et la conduire erie : aurait-il e femme libre ? soif de sang, a esclavage, car incipe que l'es- s droits civils

Dans ce cas même, cependant, la preuve qui avait été rejetée pour établir la justification, fut admise pour montrer la condition mentale de l'accusé. C'est ce que nous voulons. Nous demandons pour M. Sickles simplement ce qui a été accordé à un esclave de la Caroline du Nord. Depuis Charles II et la disparition des juges corrompus, jamais en Angleterre on a condamné un homme dont le cœur avait été brisé ; il reste à savoir si la loi américaine est la même. Dans le cas où votre honneur déclarerait que non, vous seriez le premier juge en ce pays qui aurait décidé que de tuer l'adultère est un crime de meurtre. Jamais il en a été décidé ainsi en ce pays, ni dans le monde civilisé, ni par aucun tribunal judiciaire, n'importe où.

Votre honneur, vous avez à décider si l'issue de la preuve doit être fermée à un homme libre qui a vengé l'honneur des relations conjugales ; si vous le fûtes, votre honneur sera le premier qui aura dit qu'un homme doit être puni parce que, sous le coup de la passion excitée par l'outrage porté à l'honneur, à l'humanité et à la nature, il a tué le corrupteur de sa femme, l'adultère, le violateur de son lit, celui qui a déshonoré sa maison.—Il s'appuie sur les décisions du juge dans le procès de Jarboe et de Day pour faire admettre la preuve proposée. Sur ces principes et sur les règles ordinaires de la justice, il demande que cette proposition ne soit pas refusée, pour que la vengeance obtienne le sang du prisonnier qui est si furieusement traqué.

M. Ould répond : — Le conseil de la défense a insinué que le procureur public était animé par la soif du sang et qu'il traquait le prisonnier avec vengeance.

M. Stanton prétend qu'il n'a pas proposé cette accusation.

M. Ould : — Je puis mettre ma conduite dans le présent cas, devant la cour et le monde, en contraste avec le verbiage dégradant dont ce conseil (montrant M. Stanton) a fait usage. Il n'y a pas d'occasion où les sentiments du gentilhomme pourraient être mieux placés que dans une contestation aussi importante que celle-ci, et aussi il n'y a pas de circonstance où la vulgarité et la rudesse peuvent mieux s'étaler. Il

semble que des rôles respectifs ont été assignés aux conseils de la défense,—à l'un—la haute tragédie, à l'autre—la comédie ; à quelqu'un—la partie ambulante ; et l'un de ces messieurs semble remplir l'office d'intendant clérical pour mettre en ordre la partie théologique de l'établissement. L'un des conseils a rempli le rôle,—qu'il lui ait été assigné ou non,—de *bully* et de boxeur. [Sensation dans la cour.] Personne n'aime moins que moi les antipathies et les altercations personnelles, personne n'a plus de mépris que moi pour ceux qui les soulèvent ou pour la manière dont elles sont causées. Je remplis ici les devoirs imposés par un serment solennel, et je crois avoir rempli fidèlement les fonctions d'accusateur public. Je n'ai pas, en ce moment, et je crois n'avoir jamais eu aucun préjugé ou aucun mauvais sentiment contre le prisonnier à la barre. Si je croyais, néanmoins, que ce prisonnier à la barre a imbibé ses mains du sang de son semblable, rien ne pourrait m'empêcher de le déclarer. Je ne puis appeler le meurtre une gentillesse, la malice un bon sentiment.—M. Ould ajoute qu'il a voulu saisir cette occasion pour repousser les attaques personnelles qui lui ont été faites.

M. Stanton se lève avec vivacité et dit : — Je connais trop bien le devoir que je dois à mon client, à la présente cause, à la société et à moi-même, pour me laisser entraîner hors de la saine voie par de telles considérations personnelles. Je ne négligerai pas les questions de loi pour suivre l'accusateur public sur son terrain. Je laisserai au monde le soin de juger de sa conduite. Si sa position justifie sa conduite, qu'il en soit ainsi. Je dis que la loi dont il s'autorise n'est pas convenable à notre état de société. Je dis que la loi, telle qu'il la présente, ferait conduire mon client à l'échafaud par ceux qui ont soif de son sang. Je n'ai pas l'honneur de le connaître, et après avoir entendu le langage dont il vient de faire usage, je ne le désire pas. (Applaudissements.) Il conclut en disant qu'une loi comme celle sur laquelle on insiste, conduirait son client aux pieds de l'échafaud, et qu'il y a des accusateurs privés ici. Je ne puis répliquer, dit-il, aux remarques du procureur public. Je les défie. Je les

méprise. Je ne les crains pas. [Sensation considérable.]

M. Carlisle clot l'argumentation de la poursuite. Il se borne à la question de loi. Ce n'est ni par les communications ni par la déclaration des diverses parties qu'on peut prouver l'aliénation, mais seulement par les actes ou les déclarations du prisonnier. La nature de la communication n'est rien ; l'effet produit est tout. Il discute ensuite le précédent cité de *Tridell*. Les juges de la Caroline du Nord n'ont pas jugé à propos de déclarer, comme les savants avocats de la défense, qu'il n'est pas nécessaire de prouver qu'un homme était aliéné, mais qu'il doit l'avoir été, etc., etc. Le juge fait remarquer que la raison pour laquelle la femme d'un esclave peut rendre témoignage contre son mari, c'est que les esclaves ne peuvent pas contracter mariage.

M. Stanton lit des extraits d'*Tridell* et dit que puisqu'on a fait allusion à ses rapports avec l'institution de l'esclavage, il doit déclarer qu'il est issu de parents maîtres d'esclaves, etc.

M. Carlisle dit que c'est un fait digne d'être consigné, quand le temps sera venu d'écrire la biographie de ce monsieur, et d'être mis en regard de la doctrine qu'il a soutenue.

M. Stanton :—Les doctrines que j'ai maintenues ici pour la défense des familles et de leurs demeures, seront le plus bel héritage que je laisserai à mes enfants. [Tentative supprimée d'applaudissements.]

M. Carlisle :—Si le feu et le zèle avec lequel ces opinions sont exprimées et ces déclarations sont faites n'attestent pas leur solidité, je devrai les prendre comme de simples opinions ou déclarations ; quant à la manière dont elles voient le jour, je crois ne pas être d'accord avec ce monsieur, et il ne doit pas s'y attendre.

M. Stanton :—Non, certainement ; j'en appelle à d'autres cœurs.

M. Carlisle :—Il y a une grande variété de cœurs humains dans le monde.

M. Stanton :—Oui, monsieur, et il s'en trouve parmi de très méchants.

M. Carlisle :—Et je suis heureux de dire que le mien ne contient pas bien des choses qui semblent exister dans le cœur de certaines personnes, quoique,

comme tous les cœurs humains, je suppose qu'il soit rempli de ce qui ne devrait pas s'y trouver.

M. Stanton :—Ce serait mieux s'il y avait quelque chose à la place.

Le juge :—Réellement, messieurs, je suis obligé de vous interrompre.

M. Carlisle clot son argumentation. Le juge décide que la preuve proposée par la défense ne peut pas être admise pour prouver l'aliénation du prisonnier au moment de la commission de l'offense. Des explications étant demandées au juge sur la manière dont cette preuve pourrait être amenée, le juge dit qu'il prévoit que beaucoup de discussions auront lieu sur ce point et qu'il ne veut pas donner son opinion accidentellement. Il ajoute que lorsque la défense sera d'opinion qu'une partie quelconque de cette preuve sera admissible, dans les procédés qui suivront, alors il donnera sa décision.

M. Brady dit que ce qui est offert distinctement en preuve, c'est que la communication faite par M. Woolridge à M. Sickles, avait trait à la maison louée, on sait dans quel but, par M. Key, et que l'investigation faite par M. Sickles après cette communication, au sujet du jour où Mme. Sickles y était allée, fut ce qui détruisit sa conviction que sa femme était innocente.

Le juge prend note de la proposition que nous venons de résumer en peu de mots.

La transquestion de M. Woolridge est remise.

John Cuyler ayant été assermenté, dit qu'il a vu M. Key dans *President's Square* la semaine qui précéda sa mort. Il avait un mouchoir à la main et il l'agitait ainsi, puis il regardait la maison de M. Sickles. Témoin se cacha derrière une statue. Il le remarquait depuis deux mois dans le même endroit. C'était à l'heure où les représentants sont au congrès. (Le juge dit que la question à laquelle le témoin vient de répondre n'aurait pas dû être faite.) La transquestion du témoin n'obtient rien de plus que ce qui précède.

Jeremiah Boyd, assermenté :—J'ai vu le défunt le dimanche, jour de sa mort. Il était devant le *Club House*. Il regardait du côté de la maison de M. Sickles. Il était une heure environ.

humains, je suppose ce qui ne de-

rait mieux s'il y a place.

nt, messieurs, je trompre.

argumentation.

preuve proposée

pas être admise

on du prisonnier

mission de Pof-

ns étant deman-

nière dont cette

enée, le juge dit

coup de discus-

point et qu'il no

nion accidentel-

que la défense

rtie quelconque

missible, dans

nt, alors il don-

qui est offert

e, c'est que la

M. Woolridge

it à la maison

el but, par M.

ou faite par M.

munication, au

Sickles y était

sa conviction

ente.

la proposition

mer en peu de

M. Woolridge

é assermenté,

ns *President's*

céda sa mort.

a main et il

rdait la mai-

soin se cacha

e remarquait

même endroit.

représentants

t que la ques-

vient de ré-

e faite.) La

obtient rien

enté : — J'ai

jour de sa

House. Il

aison de M.

viron.

C. G. Bacon, assermenté : — J'ai vu M. Key le mercredi qui précéda sa mort, près de *Lafayette Square* ; il agita son mouchoir en le comprimant dans sa main et en le laissant ensuite dérouler. Deux ou trois heures après, je le revis ; il était avec Mme Sickles, Mlle Ridgely et un monsieur. Je le vis faire la même chose au même endroit, entre le 14 et le 17 février. La fenêtre de la bibliothèque de la maison occupée par M. Sickles peut être vue de l'endroit en question.

S. S. Parker assermenté : — J'ai vu M. Key le dimanche, jour de sa mort, près de *Pennsylvania Avenue*. Je le perdus de vue au moment où il entra dans *Lafayette Square*. C'était vers une heure et demie. Je l'ai vu le dimanche avant sa mort. Il était avec Mme Sickles sur le balcon de la maison de M. S. Vers onze heures du même jour, je le revis sur la "place Lafayette ;" il agita son mouchoir et fit un salut à Mme Sickles.

Transquestionné par M. Ould : — Je vis M. Key deux fois le jour de sa mort. Je le suivis soigneusement des yeux. Il marchait très-vite ; c'était son habitude.

Le témoin répond à M. Stanton que la raison pour laquelle il a suivi M. Key des yeux avec attention, est la remarque faite par celui-ci que M. Sickles voulait le tuer. M. Carlisle se lève pour objecter à cette question, mais la réponse était donnée.

W. Rattley assermenté : — J'ai vu M. Key le jeudi qui précéda sa mort, près de Green, meublier. Il avait une lettre dans la main ; Mme Sickles et son enfant étaient avec lui. Elle entra dans le magasin et quand elle en sortit, elle fut accompagnée par M. Key qui lisait la lettre. M. Wilson était avec moi ; il traversa la rue en disant qu'il voulait les voir comme il faut. [Rires.] Key passa ensuite la lettre à Mme Sickles.

Transquestionné par M. Ould : — La lettre était écrite sur papier à lettres. Je ne sais pas si elle avait une ou deux pages.

A. M. Stanton : — Cette lettre était à peu près de la grandeur de ce papier (le témoin indiquant la lettre anonyme reçue par M. Sickles, la supposition étant généralement que celle reçue par M. Key en était une copie.)

F. Wilson, étant assermenté, confir-

me le précédent témoignage et ajoute qu'il a vu M. Key mettre la lettre dans l'enveloppe, qui était de couleur jaune, comme l'enveloppe contenant la lettre anonyme reçue par M. Sickles. (La cour ne veut pas permettre que ce qu'il a entendu dire à M. Key en cette occasion soit répétée en cour.) Le témoin déclare ensuite avoir vu M. Key presque tous les jours dans les environs de la maison de M. Sickles, entre midi et une heure, et qu'il paraissait en faire une occupation régulière. [Rires.]

T. J. Brown est examiné : — Il a reçu de W. P. Wagner, la serrure de la maison louée par M. Key. Il remet la serrure et dit que c'est la même qui lui a été remise.

P. Wagner est ensuite assermenté : — Il confirme le témoignage du précédent témoin et ajoute : — C'est moi qui ai enlevé cette serrure de la porte de la maison en question. Plusieurs personnes étaient présentes, entr'autres M. Pendleton.

Question : — Que fut-il dit alors ? Objecté.

M. Stanton dit qu'il veut savoir si ce sont les personnes qui conduisent la poursuite qui ont tenté de détruire la preuve. Il y a deux accusateurs ici, — l'accusateur public et l'accusateur particulier.

M. Carlisle demande si c'est lui que M. Stanton veut incriminer. M. Stanton répond : " Pas le moins du monde. Dieu me garde de croire que vous agiriez ainsi." Le juge dit qu'il prend cette occasion de recommander aux messieurs engagés dans cette cause de conduire leurs procédés avec plus de dignité, d'ordre et de decorum. M. Stanton dit qu'il demande au témoin ce qu'il lui a demandé auparavant. Le juge : " Vous devez le faire d'une manière convenable." M. Stanton, croyant que le juge fait allusion à son ton de voix, dit qu'il est tellement éloigné du témoin et de son honneur qu'il est obligé de prendre ce ton. Le juge : — " Je n'objecte pas à votre ton de voix. C'est une matière de goût dans laquelle je n'ai rien au monde à voir." M. Stanton : " C'est une matière de nécessité." Le juge dit qu'il désire voir cesser les interruptions, la présente affaire étant d'une importance suprême et devant être conduite avec

toutes les convenances qui sont du ressort professionnel. — Le témoin continue :—Tout ce qui fut dit lorsqu'il enleva la serrure le fut par le nègre John Gray, propriétaire de la maison. Les autres personnes étaient alors en haut. La serrure fut enlevée de la porte de devant. Une autre fut mise à sa place.

ONZIÈME JOUR.

VENDREDI, 15 avril 1859.

Examen de Wagner continué—ce témoin ayant été rappelé :— Il a pris M. Lee Jones, avocat, (qui se trouve en ce moment près du procureur public) pour M. Pendleton. (M. Jones confirme cela par un signe de tête.)

Transquestionné :—C'est l'homme de couleur qui l'envoya chercher. Cela se passait une semaine après la mort de M. Key. Les messieurs qui étaient présents ne lui donnèrent aucune direction.—La serrure qu'il remit était différente de la première. Ne se rappelle pas si c'est l'homme de couleur ou l'une de ces personnes qui lui dit de l'enlever.

John M. Seeley examiné :— A vu le serrurier enlever la serrure, sur l'ordre de M. Pendleton ou de M. Jones. La clef de la première serrure avait été perdue, comprit-il. La porte de derrière était ouverte.

Louis Poole examiné :— Son témoignage confirme le précédent ; la manière brève avec laquelle il répond excite une hilarité que les officiers de la cour compriment.

W. Woodward, le coronaire, est de nouveau examiné. Il déclare n'avoir rien trouvé autre chose sur la personne de M. Key que ce qu'il a mentionné dans son premier témoignage.

Rév. M. Bulkley examiné :—A connu M. Sickles en 1838, à l'Université de New-York. Connaît M. Sickles pour être susceptible d'excitations intenses et soudaines.

Le procureur du district objecte à cette preuve, excepté que l'on veuille prouver l'aliénation.

M. Brady ne veut pas prouver l'excitabilité ; il sait qu'il ne peut prouver légalement que le tempérament de son client était susceptible de lui enlever la raison. Il traitera de l'aliénation, lorsque le temps en sera venu, dans ses di-

verses formes. Des hommes sont lunatiques pendant quelques jours, d'autres pendant quelques années, d'autres enfin sont incurables. Tout homme intelligent peut exprimer une opinion à ce sujet. La constitution physiologique et psychologique d'un homme, par rapport aux prédispositions à l'insanité, est une matière susceptible d'être prouvée. Il veut prouver que M. Sickles, en une occasion où ses sentiments avaient été considérablement éprouvés, était devenu positivement aliéné, et qu'on avait été obligé de le surveiller.

M. Carlisle retire l'objection.

Le témoin continue :— Cet incident se passait en 1840, à l'occasion de la mort du prof. Da Ponte. M. Sickles était son protégé. Au moment où le prof. Da Ponte venait d'être déposé dans sa tombe, M. Sickles fut pris d'un accès terrible de douleur et de désespoir ; il creusait la terre de ses doigts en criant et gémissant, tellement que nous ne pouvions nous faire écouter de lui. Nous fûmes obligés de l'amener, amicalement, mais de force, hors du cimetière. Son état était celui d'un désespoir frénétique. Mon impression est qu'il déchira aussi ses vêtements. J'ai pensé que mon témoignage serait utile au prisonnier et je suis venu ici de mon propre mouvement. — Cet accès dura une dizaine de minutes. Je le vis le lendemain, il me parut remis. Il avait eu la veille un second accès près de l'université, qui ne fut pas aussi fort que le premier, n'ayant jamais rien vu de semblable avant ou depuis.

Major Hopkins examiné :— Il est le cocher du colonel Freeman.— La seule partie importante de son témoignage est qu'il a vu M. Key, le lundi ou le mercredi qui a précédé sa mort, sur la place *Lafayette* ; que M. Key fit des signaux avec son mouchoir, que Mme Sickles sortit un instant après et se rendit avec M. Key dans la maison de John Gray.— M. Carlisle demande au témoin si "Major" est son prénom ou son titre. Le témoin répond que c'est son nom. "Alors, cela explique, dit M. Carlisle, pourquoi le Major conduisit la voiture du colonel." M. Carlisle ayant demandé au témoin de dire d'une manière précise de quelle taille est Mme Sickles, le témoin répond qu'il "ne l'a jamais mesurée," et cause une hilarité générale. Au meilleur de sa

connait
était n
Il décr
Mme
Demeu
d'arriv
la fem
vu M.
le mer
M. C
moins
est arr
cider l
tie des
son de
nuelles
la pre
que vo
d'actes
faite.
nous
sur le
M. I
fense
merce
et. M.
Key l
lorsqu
bles ci
que le
tun p
goût
tuer
Les s
ne po
sans
dulté
romp
bruta
de sa
de le
à la
titut
sign
quel
rais
tué
pliss
est
la
des
Qu
m
rem
de
son

mmes sont lun-
es jours, d'autres
es, d'autres enfin
homme intelli-
ne opinion à ce
physiologique et
me, par rapport
insanité, est une
être prouvée. Il
Sickles, en une
ents avaient été
vés, était deve-
et qu'on avait
er.

jection.
— Cet incident
l'occasion de la
M. Sickles était
t où le prof. Da-
é dans sa tombe,
accès terrible de
creusait la terre
gémissant, tel-
vions nous faire
mes obligés de
rais de force,
état était celui
Mon impres-
ussi ses vête-
on témoignage
et je suis venu
ement. — Cet
minutes. Je
e parut remis.
second accès
fut pas aussi
nt jamais rien
depuis.

é : — Il est le
1. — La seule
moignage est
di ou le mer-
sur la place
des signaux
me Sickles
rendit avec
ohn Gray. —
moins si "Ma-
titre. Le té-
om. " Alors,
le, pourquoi
du colonel."

au témoin
ne de quelle
moins répond
et cause
illeur de sa

connaissance, il croit que la dame qui
était avec M. Key était Mme Sickles.
Il décrit sa toilette.

Mme Nancy Brown assermentée : —
Demeure dans la seconde maison avant
d'arriver à celle louée par M. Key. Est
la femme du jardinier du Président. A
vu M. Key entrer dans la maison 383,
le mercredi qui précéda sa mort.

M. Carlisle essaya d'empêcher le té-
moin de donner cette réponse. Le temps
est arrivé, dit-il en résumé, de faire dé-
cider la question que soulève cette par-
tie des témoignages qui a trait à la mai-
son de John Gray. Nous glissons conti-
nuellement sur la pente qui conduit à
la preuve de l'adultère. Or, il est temps
que votre honneur décide si la preuve
d'actes antérieurs d'adultère peut être
faite. Si ce genre de preuve est admis,
nous aurons à offrir une contre-preuve
sur le même sujet.

M. Brady répond en résumé : — La dé-
fense veut prouver qu'il y a eu un com-
merce régulier d'adultère entre M. Key
et Mme Sickles, avant même que M.
Key louât la maison de la 15e rue et
lorsqu'il l'eut louée. Sous de sembla-
bles circonstances, il n'est pas nécessaire
que le mari attende le moment oppor-
tun pour être témoin du spectacle dé-
goûtant de son propre déshonneur et
tuer l'adultère brutal, repu et satisfait.
Les signaux ont été prouvés et personne
ne peut jeter un regard sur la preuve
sans apercevoir la sale bannière de l'a-
dultère flottant dans l'atmosphère cor-
rompue par la présence de cet homme
brutal. Il a été prouvé qu'au moment
de sa mort, il rôdait dans les environs
de la maison de M. Sickles, le drapeau
à la main et la clef de la maison de pros-
titution dans sa poche. Ayant prouvé le
signal, il doit leur être permis de prouver
quel en était le but. La loi comme la
raison attestent que le mari outragé a
tué l'adultère lorsque celui-ci accom-
plissait son acte criminel. Cette preuve
est aussi offerte au sujet de l'aliénation ;
la défense se fonde sur les précédents
des procès de Day et de Jarboe.

La défense offre de prouver : —
Qu'aussitôt que M. Sickles eut quitté
sa maison le 27 février, et peu avant de
rencontrer M. Key, celui-ci se servit
de son mouchoir, vis-à-vis de cette mai-
son, pour faire signe à Mme Sickles de

quitter sa maison, afin de se rendre à la
15e rue et y avoir un commerce adul-
tère ; que M. Sickles vit M. Key se ser-
vir de ce mouchoir et qu'il savait ce
que signifiait ce signal ; que Key loua
une maison dans la 15e rue, dans le but
exclusif d'y commettre l'adultère avec
Mme Sickles, que la clef de cette mai-
son fut trouvée sur la personne du dé-
funt après sa mort ; que M. Sickles était
informé de toutes ces choses ; qu'au
moment où M. Sickles tua M. Key, ce-
lui-ci se rendait à la maison de M. Sick-
les pour accomplir ses desseins pervers
et attirer la femme de ce dernier dans
la maison de la 15e rue ; que M. Key
était dans l'habitude de se servir de son
mouchoir pour faire des signaux et que
chaque fois Mme Sickles l'avait accom-
pagné à la dite maison ; que le 27
février M. Sickles connaissait ces faits
et qu'il vit M. Key, immédiatement
avant de le tuer, faire le signal habituel
avec son mouchoir.

Le juge dit que s'il comprend bien
cette proposition, son but est de faire
décider la question que soulève la pre-
uve de l'adultère. Après un ajournement
de quelques minutes, M. Carlisle répli-
que à M. Brady dans un long discours
que nous allons essayer de résumer de la
manière la plus substantielle possible : —

Dans son opinion, la preuve de l'adul-
tère ne peut être admise. La décision
de son honneur dans le présent cas aura
des conséquences importantes pour l'ad-
ministration ultérieure de la justice. Il
est obligé de combattre de nouveau la
doctrine de la défense — que la règle
établie et appliquée jusqu'à présent, ne
devrait pas être pratiquée dans le présent
cas. Il répète que l'action de tuer un
adultère ne peut être justifiable que si
le mari le surprend sur le fait ; autre-
ment c'est un meurtre commis par
esprit de vengeance. Il réfère à *Whar-
ton, sur l'homicide*, p. 179, où il est dit
que quelque grande que la provocation
ait été, si un temps suffisant s'est écoulé
pour que la passion ait pu se calmer,
l'action de tuer est un meurtre ; et que
dans le cas d'adultère, s'il s'est écoulé
un certain espace de temps, la provoca-
tion ne pallie pas la faute. Il cite aussi
le procès de Fisher ; (8 Carrington et
Paine) c'est un père qui tua la personne
qui avait conduit son fils au crime et à

des actes disgracieux. Le conseil de la défense ayant fait remarquer que dans ce cas, le père n'avait été trouvé coupable que d'homicide simple (*manslaughter*), M. Carlisle dit que c'est sans doute en raison de la lutte qui avait eu lieu entre le père et le corrupteur de son fils, et que c'était probablement la même raison qui avait engagé le jury à déclarer Jarboe non-coupable de meurtre. Il n'y a rien de semblable dans le présent cas. Dans le procès du "Peuple vs. John" (Tredell) malgré que l'accusé eût tué l'adultère sur le fait, il ne lui fut pas permis de prouver la provocation qui consistait en la commission de l'adultère avec sa femme. Était-ce parce que l'accusé était un esclave ? Quelque repoussante que puisse être la règle qu'il faut que le mari surprenne l'adultère sur le fait pour qu'il soit justifiable de le tuer, c'est la règle établie par la loi et non par la poursuite. Toute pénible et repoussante que soit la loi pour ceux qui l'enfreignent, malheureusement, il faut s'y soumettre. En admettant tout ce que le conseil de la défense a dit au sujet du commerce adultère entre M. Key et Mine Sickles, l'accusé ne se trouve pas encore en position d'avoir le bénéfice du principe consigné dans la loi. Il ne croit pas que dans le cas où une femme abandonnerait son mari pour aller vivre avec un adultère, le mari outragé pourrait être justifiable de tuer, dans n'importe quel moment, celui qui cohabiterait criminellement avec sa femme. La défense, dans son opinion, ne peut donc être admise à prouver qu'il y a eu un commerce adultère habituel. Quant aux autres faits concernant le signal fait avec le mouchoir, la clef de la maison de la 15e rue et les intentions de Key le jour de sa mort, ils ne peuvent justifier le meurtre. Aucun surcroît de honte ne pouvait alors être ajouté à ce que l'accusé avait subi. Il dit qu'il espère ne jamais se trouver obligé d'enlever à l'accusé une seule particule des sympathies dont il peut jouir. Loin de là. Que son existence ne voie pas la fin de cette affaire plutôt de dévier des principes de justice et de vérité chrétiennes qu'il a suivis et veut continuer de suivre. Il critique et flétrit les couleurs sous lesquelles la femme de l'accusé a été représenté par M. Sickles

lui-même, en se faisant donner la confession de la conduite honteuse de sa femme, et par ses avocats. Il suppose ensuite que l'accusé soit tout ce qu'il y a de plus parfait, de plus vertueux et de plus fidèle au monde : eh ! ne dit-on pas qu'il a suivi à la piste le commerce adultère de sa femme et du défunt ?

M. Brady dit que ce n'est pas là la prétention de la défense, qui allègue tout simplement que M. Sickles connaissait tous les faits le dimanche en question et qu'il vit Key déployer son drapeau.

M. Carlisle admet pour un instant que M. Sickles était en possession des preuves les moins douteuses du commerce adultère de sa femme avec le défunt, et qu'il l'a tué au moment où il agitait son drapeau et méditait la violation des droits du mari. Mais quels droits avait alors le prisonnier sur cette femme ? Il devait l'avoir en horreur et s'en séparer. Quel outrage possible aurait pu ajouter à ses souffrances ? Les savants avocats de la défense prétendront-ils que l'accusé aurait reçu de nouveau dans ses bras la femme qu'il savait avoir été une adultère habituelle, s'il n'avait pas vu flotter le drapeau de l'adultère devant sa demeure ? Il faut espérer que non. On peut ôter la vie à quelqu'un pour empêcher la commission d'une félonie ; mais l'acte médité était-il une félonie ? Non-seulement le savant conseil de la défense n'a pas prétendu que, d'après la loi, cette offense était un crime, mais que ce n'était pas même un crime en aucune manière ; mais que, la société ne punissant pas d'une manière satisfaisante une pareille offense, on est rejeté sur la loi supérieure. Telle a été la théorie de la défense. M. Sickles, a-t-il dit, avait fait un pacte avec la société ; l'une des conditions de ce pacte, c'était que la société punirait l'adultère ; autrement il n'y avait pas de pacte. Il semblerait donc que la société a failli dans l'exécution de ses engagements envers M. Sickles. Bref, sa destinée l'ayant appelé dans ce district et la société ayant failli à pourvoir au présent cas, sous ces circonstances, une autre loi vient en opération ?

La loi, a ajouté le conseil de la défense, ne punissant pas suffisamment l'adultère, la femme qui est notre mère

à tous.
la fem
qui est
de tou
noble
la fem
ne la
doive
un dor
le pou
l'adult
Pre
on dit
nature
fragili
tenir
à la n
rise à
à le n
nature
la fem
son de
comm
faire t
désola
mère,
ment
mes.
Je
discut
droit
teller
qu'il
tère,
et la
pas l
Que
défini
connu
ce de
être
blab
grim
lorsq
veni
Mais
cons
grim
la p
n'es
des
Dan
app
tère
de
pas
par

et donner la con-
science honteuse de ces
méfaits. Il suppose
que tout ce qu'il y
a de vertueux et de
bien ! ne dit-on pas
que le commerce adul-
tère défunt ?

ce n'est pas là la
cause, qui allègue
M. Sickles con-
tra le dimanche en
voit déployer son

pour un instant
en possession des
honteuses du com-
merce avec le
au moment où il
méditait la viola-
tion. Mais quels
prisonnier sur
l'avoir en horreur
outrage possible
suffisances ? Les
défense préten-
draient reçu de
la femme qu'il
adultera habituelle,

er le drapeau de
meurtre ? Il faut
aut ôter la vie à
er la commission
de médité était-il
ement le savant
a pas prétendu
l'offense était un
ait pas même un
re ; mais que, la
d'une manière
l'offense, on est
are. Telle a été
e. M. Sickles,

acte avec la
ions de ce pacte,
irait l'adultère ;
pas de pacte. Il
société a failli
ses engagements
ef, sa destinée
district et la
voir au présent
ces, une autre

conseil de la dé-
suffisamment
est notre mère

à tous, la femme qui est notre épouse, la femme qui est notre sœur, la femme qui est notre fille, la femme, ce composé de tout ce qu'il y a de plus pur, de plus noble et de plus élevé dans la création, la femme doit être protégée. Or, la loi ne la protégeant pas, il s'en suit qu'elle doit être enchaînée ou enfermée dans un donjon, ou bien le mari doit avoir le pouvoir de venger son honneur que l'adultère a blessé.

Prenez-garde pour vous-mêmes, a-t-on dit aux jurés. Rappelez-vous que la nature de la femme, dont le "nom est fragilité," est telle que le mari doit se tenir à la porte, le revolver ou la dague à la main ; qu'une loi supérieure l'autorise à juger sommairement l'adultère et à le mettre à mort ; autrement, vu la nature et le caractère bien connus de la femme, l'adultère n'aura qu'à agiter son drapeau pour l'attirer, lui montrer comment elle peut désertir la vertu, faire tomber sur sa famille la ruine et la désolation, enlever aux enfants leur mère, — et elle le suivra, — non-seulement cette femme, mais toutes les femmes.

Je ne veux pas, ajoute M. Carlisle, discuter cette doctrine tel qu'il conviendrait qu'elle le fût. Ce n'est qu'incidentellement que j'ai parlé de la prétention qu'il n'y a pas de loi pour punir l'adultère, que la loi d'après laquelle le jury et la cour administrent la justice, ne met pas l'adultère au nombre des crimes. Que s'en suit-il ? Que l'existence du défunt a été détruite pour aucun crime connu de la loi. Telle est la conséquence de cet argument. Un homme peut être justifiable d'ôter la vie à un semblable, mais il ne le peut à l'égard d'un crime mineur, et, *a fortiori*, il ne le peut lorsque la chose que l'homicide veut prévenir n'est pas un crime d'après la loi. Mais là se trouve l'erreur du savant conseil de la défense. L'adultère est un crime, d'après la loi de ce district. Que la punition soit suffisante ou non, cela n'est pas matériel. Moi-même j'ai vu des procès pour adultère dans cette cour. Dans l'un d'eux, votre honneur fut appelé à déterminer ce qu'est l'adultère. C'est un *misdeemeanor* sous la loi de ce district ; et ce n'est certainement pas un crime de nature à permettre à la partie offensée de tuer celui qui médite

de le commettre. Sur ces principes, qui importent tant à l'administration de la justice et à la conservation de la paix dans ce district, j'attends avec confiance la décision de la question de savoir si la preuve que l'on veut faire est admissible, parce qu'elle tend à prouver l'aliénation. La preuve de l'aliénation, je le répète, est admissible, mais non la preuve de la cause de l'adultère.

M. Magruder ayant demandé à M. Carlisle si la punition de l'adultère ne consistait pas, d'après le statut du Maryland, en une amende de cents tonneaux de tabac, M. Carlisle répond qu'il ne sait pas exactement en quoi consiste la punition d'après ce statut. "S'il en est ainsi, dit M. Brady, la seule satisfaction qu'un mari outragé puisse obtenir, c'est une chique de tabac." [Rires.]

M. Phillips, l'un des avocats de la défense, répond à M. Carlisle. Il critique sa manière d'exprimer ses sympathies à l'égard de l'accusé, aimant mieux mourir avant la fin de ce procès que de les perdre. — M. Carlisle explique qu'il a voulu dire que s'il devait dévier de la justice, de l'humanité, etc., durant ce procès, il aimerait mieux perdre la vie avant de voir la fin de cette affaire. M. Brady dit qu'il ne désire certainement pas la mort de M. Carlisle. "Nous devenons si épris l'un de l'autre, répond M. Carlisle, que j'ai peur que l'accomplissement de nos devoirs respectifs en souffre." — M. Phillips reprend son discours. Le style et l'esprit de la harangue de son adversaire, dit-il, convenaient plutôt sur un husting, devant le peuple assemblé, que devant cette cour. Tout en exprimant de la sympathie pour l'accusé, il lui a dénié le droit de prouver le caractère de la provocation ou de l'outrage qu'il avait reçu. Il a aussi déclaré que si le jury rendait un autre verdict que celui de meurtre, il espérait que ses os et les cendres de ses enfants auraient l'honneur de reposer sur une autre terre. Il n'y a pas un pays au monde, où la vertu et la liberté marchent la main dans la main, — il n'y a pas un endroit terrestre où un jury rendrait un semblable verdict. — M. Phillips procède ensuite à discuter le mérite légal de la question. Il dit que la preuve que la défense offre, tend à prouver quatre points : 1° la justification ; 2° la provo-

ation ; 3^e l'aliénation ; 4^e la signification des paroles prononcées par le défendeur au moment de l'homicide. Le texte de l'acte d'accusation accuse le défendeur de malice préméditée ; la poursuite doit prouver qu'il y a eu malice préméditée. — Il développe cette proposition, puis trace la distinction entre le meurtre et l'homicide simple. — Le défendeur a deux moyens de repousser l'accusation de malice préméditée : la preuve des relations amicales qui existaient entre lui et le défunt, et la preuve de la passion et de la provocation qui excita cette passion. La défense veut maintenant se servir de celle-ci. La première a été admise par la cour. La poursuite prétend que la loi élève une muraille qu'il faudrait renverser pour que la seconde fût admise. Dans Addison, p. 162, l'on voit une décision par laquelle il est déclaré que la passion causée par une provocation suffisante est preuve de l'absence de malice. La défense a prouvé la passion ; il lui reste à prouver la provocation. La poursuite est déterminée à s'y opposer avec toute la fermeté possible, et parle de conséquences désastreuses, etc. Si un père tue quelqu'un pour avoir battu son fils et qu'il soit accusé de meurtre, sur quelle autorité ce monsieur se fondera-t-il pour empêcher la preuve de la provocation ? Dans ce dernier cas la preuve de la provocation est admise ; pourquoi ne le serait-elle pas dans le présent cas ? La dernière autorité citée par la poursuite proclame que l'adultère est la plus forte provocation possible et que "l'homme ne peut la supporter." Celle reçue par le père qui tue celui qui a battu ou tué son fils est donc moindre, puisque celle-ci est la plus forte, et la preuve de celle-ci serait admise, et la preuve de celle-là ne le serait pas ! La poursuite prétend que la loi ne regarde l'adultère comme une provocation, seulement lorsque le mari outragé surprend l'offenseur sur le fait. Autrement, quelque détestable que soit celui-ci, la poursuite considère que la provocation n'a pas lieu, et que le mot *trouver* (*finding*) veut dire, "voir avec ses yeux l'action de l'adultère." Mais nous avons la vue, l'ouï et le toucher, chacun n'étant qu'un simple messager au moyen duquel l'esprit obtient la connaissance des choses. La connais-

sance ainsi obtenue doit être le motif de l'action humaine. La connaissance, dans bien des cas, peut s'obtenir par l'ouï aussi bien que par la vue. Un homme en voit entrer un autre dans sa chambre à coucher ; il met son oreille à la serrure et entend la preuve de ce qui ne peut être qu'une seule action, qu'il n'est pas nécessaire de peindre : que cet homme tue l'adultère ? La poursuite répondra-t-elle qu'il n'y avait pas de provocation parce que l'offensé n'avait pas eu la preuve de ses yeux ? Il en est de même du toucher, et son expérience a traversé deux ou trois cas analogues à ceux qu'il suppose.

Un *stevedore* (arimeur) qui était employé à Mobile Bay, retourna chez lui après quelques semaines d'absence. Il était minuit ; il entre dans sa maison qui n'avait qu'un étage, une porte allant à sa chambre à coucher, une autre au salon. Il entre dans sa chambre, l'obscurité règne, il n'entend rien, ne voit rien. Il avance près du lit, sur lequel il porte la main et s'aperçoit de la présence d'un homme. Il tire un couteau, — le couteau d'un *stevedore*, — un couteau large et long, en frappe l'inconnu de plusieurs coups, jusqu'à ce qu'il tombe mort du lit sur le plancher ; puis il appelle un voisin qui apporte une lumière ; il éclaire la figure du défunt et reconnaît, comme dans le présent cas, que l'homme qui l'a le plus outragé, était un ami qu'il avait souvent pressé sur son cœur. Ce cas est un exemple qui peut servir d'*illustration* à celui-ci. C'est le toucher qui communique à l'esprit de cet homme la connaissance du fait. Où est donc la raison d'être de l'argument — qu'une provocation quelconque ne vaut rien dans une cour de justice, excepté qu'elle se soit offerte à la vue ?

DOUZIÈME JOUR.

SAMEDI, 16 avril 1859.

La discussion est remise pour quelques instants, afin d'examiner M. Peter Cagger, d'Albany, comme témoin. Il dit avoir employé Key comme avocat, en 1858, sur la recommandation de M. Sickles.

M. Phillips continue son discours. Il résume les points qu'il a traités la veille et revient sur le dernier, c'est-à-dire

l'adm
cuse
même
la pr
mais
autre
pou
blanc
noml
Angl
avait
patri
et il
May
qu'il
tes d
claire
requ
le liv
de m
comp
absur
préte
l'adu
un é
na m
cène,
serai
doctr
son c
ne s'
pas a
t-il
D'
tête
l'ang
lot i
se n
caus
mais
nier
les
furi
du t
la lo
nem
faib
terp
que
cour
C
que
n'a
gen
fem
pro

ait être le motif de la connaissance, dans l'obtention par l'ouïe. Un homme est dans sa chambre, son oreille à la serrure de ce qui ne se passe en action, qu'il n'est pas en mesure d'appréhender : que peut-il faire ? La poursuite n'y avait pas de l'offense n'avait-elle pas des yeux ? Il en est de son expérience et ses analogues à

leur) qui était em-
retourna chez lui
nes d'absence. Il
ans sa maison qui
ne porte allant à sa
ne autre au salon.
mbre, l'obscurité
, ne voit rien. Il
lequel il porte la
la présence d'un
teau,—le couteau
couteau large et
nu de plusieurs
tombe mort du lit
appelle un voisin
e ; il éclaire la fi-
naît, comme dans
omme qui l'a le
mi qu'il avait sou-
ur. Ce cas est un
ir d'illustration à
er qui communi-
omme la connais-
t donc la raison
qu'une provoca-
t rien dans une
é qu'elle se soit

OUR.

DI, 16 avril 1859.
mise pour quel-
miner M. Peter
me témoin. Il
comme avocat,
andation de M.

son discours. Il
traités la veille
ior, c'est-à-dire

l'admission de la poursuite—que si l'accusé avait vu de ses propres yeux l'acte même de l'adultère, alors la preuve de la provocation pourrait être admise — mais dans nul autre cas. Il rapporte un autre cas pour illustrer la doctrine de la poursuite. Un vieillard, dont la tête était blanchie par la neige d'un grand nombre d'hivers, se présente au poll, en Angleterre, pour donner son vote. Il avait perdu son bras droit au service de sa patrie. On lui conteste le droit de voter ; et il lui est demandé de faire serment. N'ayant pas de main droite, on lui dit qu'il ne peut le faire. L'affaire est portée devant les tribunaux ; le juge déclare que vu que la formule du serment requerrait de mettre la main droite sur le livre et que cet homme n'avait pas de main droite, il n'était pas un voteur compétent. Cette doctrine était aussi absurde que celle de la poursuite qui prétend qu'il faut que le mari trouve l'adultère sur le fait. Qu'un mari trouve l'adultère dans le lit de sa femme, dans un état quiescent, ou qu'il le surprenne au moment où celui-ci s'habille ou se cache, maintiendra-t-on que ce fait ne serait pas une justification légale ? La doctrine de la poursuite n'a aucune raison d'être, et quand la raison de la loi ne s'applique pas, la loi elle-même n'est pas applicable. L'adultère ne s'évertue-t-il pas à se cacher ?

D'ailleurs, si le mari surprend l'adultère sur le fait, comment le prouver ? La langue de l'adultère est paralysée, la loi impose silence à la femme, et l'accusé ne peut rendre témoignage dans sa cause. Ce n'est donc pas la vue du fait, mais sa connaissance, n'importe la manière dont elle est obtenue, qui soulève les passions humaines, et les met en furie ; et si l'adultère est tué au milieu du transport de la passion ainsi soulevée, la loi, qui est une règle pour le gouvernement de l'homme, tient compte des faiblesses du cœur humain. La loi, interprétée libéralement, ne requiert pas que l'action de tuer l'adultère soit concurrente à l'acte d'adultère.

Quoique l'action de tuer soit subséquente, elle n'est pas un meurtre, si elle n'a pas eu lieu délibérément et par vengeance (1 Russell, p. 4 à 10.) La défense invoque surtout le précédent du procès Manning, dans lequel les juges

déclarèrent l'accusé coupable d'homicide simple seulement, et enjoignirent à l'exécuteur de ne lui brûler que légèrement la main, "l'adultère étant une provocation impossible à supporter."

Supposons qu'il soit déclaré par un statut basé sur ce précédent, qu'une personne trouvée en action d'adultère soit punie, etc., quelle preuve sera jugée suffisante pour convaincre le jury que l'offense a été commise ? Prétendra-t-on que les témoins devront jurer avoir vu commettre l'acte ?

M. Phillips lit différents jugements rendus en pareil cas dans l'Etat du Massachusetts et ailleurs. Il cite aussi *Greenleaf Evidence*, vol. 2, où il est dit qu'il n'est pas nécessaire de prouver le fait de l'adultère, mais simplement les faits qui ont conduit inévitablement à la conviction qu'il avait été commis. On ne doit pas exiger dans le présent cas que le mari ait eu une connaissance plus parfaite de l'adultère que si l'on faisait le procès d'un homme accusé d'avoir commis l'adultère.

Quant au procès de John, cité par la poursuite, c'est le cas d'un esclave. Les esclaves ne jouissent pas de droits con-
jugaux ; il ne peut donc y avoir d'adultère et conséquemment aucune analogie avec le présent cas. Si la défense a eu le droit de prouver l'état de passion, elle doit avoir celui de prouver la provocation, sans cela la poursuite pourrait dire au jury que cette passion a été fictive et non-réelle. (Phillips Evidence, p. 172, et Greenleaf p. 114, sect. 105.) Que veut prouver la défense ? Un commerce adultère systématique, entretenu dans la maison de l'accusé et dans celle du défunt, et le fait que l'adultère venait d'agiter son drapeau au moment de l'homicide, sous les yeux même de l'accusé. En admettant que le prisonnier ait eu le temps de se calmer, nous maintenons qu'il y a eu une nouvelle provocation au moment de l'homicide, et que cette provocation justifie l'acte. Il est regrettable d'avoir entendu le conseil de la poursuite dire que lorsque la femme de l'accusé eut reconnu son infidélité, il ne devait plus y avoir de cause à la passion.

M. Carlisle explique qu'il a dit cela en réponse à la prétention—que l'homi-

cide aait été commis pour prévenir l'adultère.

M. Phillips fait ressortir l'importance de la présente question, qui, dit-il, n'a encore été décidée ni ici, ni en Angleterre. Son honneur n'a pas une loi à faire, mais il lui faut appliquer les règles anciennes à un cas nouveau. Le défense veut prouver la vérité. Les règles de la loi touchant la preuve ont été faites pour parvenir à la connaissance de la vérité, et non pas pour la supprimer. Avant que le principe contraire soit établi, il faudra "que la parole meurt dans le cœur des hommes, que l'humanité n'ait plus d'oreilles, la liberté plus de langue." Ce ne sera que dans un temps de pareille dégradation que la doctrine contraire pourra être maintenue.

Si la cour a des doutes sur la présente question, l'accusé doit en avoir le bénéfice ; le cas le plus ancien que l'on connaisse comme étant analogue au présent cas, est celui d'Oreste qui subit son procès devant les aréopages pour avoir tué le séducteur de sa mère. On représente la déesse de la sagesse comme ayant donné sa décision en faveur de l'accusé ; et depuis ce temps, on a eu le spectacle magnifique, partout où la civilisation est parvenue, de la justice unie à la compassion dans l'administration judiciaire.—Avec ces remarques il soumet la question à la cour.

M. Graham dit que la question devant la cour est virtuellement celle-ci : La preuve sera-t-elle reçue d'abord et son effet jugé ensuite ? Résumant les diverses propositions faites par la défense, il prétend que le conseil de la poursuite n'a pas compris l'étendue et la portée de son adresse. Il trace la preuve que la poursuite doit faire pour soutenir les allégués de l'acte d'accusation. La défense veut étendre la preuve qu'elle a déjà commencé à faire. La poursuite veut l'arrêter, après l'avoir laissée faire, voyant que cette preuve va être rendue aussi complète que possible. Il résume ce que la défense a déjà prouvé et dit que la question est de savoir si la preuve pourra s'étendre à d'autres faits, pour prouver la provocation et l'état mental du prisonnier, au point qu'il ne reste aucun doute dans l'esprit du jury. Il conteste à la poursuite le droit de faire

des objections à cette preuve après l'avoir admise implicitement. L'effet que produit une semblable provocation est le moyen que Dieu a pris pour faire du mari outrage l'instrument avec lequel il veut punir l'adultère. Il développe de nouveau cette proposition, déjà exposée très au long dans son adresse au jury. Si le mari tue l'adultère sous le coup de la passion excitée par la provocation, il obéit à la volonté de la nature. S'il est en possession de sa volonté, il obéit à sa volonté personnelle. La poursuite a fait un effort pour faire croire que la défense s'en remettait à ce qui est connu odieusement comme la *loi supérieure* ; rapportant cela au Comité de Vigilance de San Francisco, il demande s'il est des époques durant lesquelles la société est obligée d'adopter des moyens sommaires pour pourvoir à son intégrité et à sa conservation, n'est-il pas naturel que les individus puissent être investis du même droit. Il réfère de nouveau un sermon prononcé sur la Montagne, dans le but de démontrer que celui qui convoite la femme d'un autre commet l'adultère *dans son cœur*. Le défunt a été tué au moment où il tentait de satisfaire sa convoitise. Quant à l'indulgence de la loi, qui réduit l'acte de tuer l'adultère au crime d'homicide simple, il ne peut la reconnaître. Encore, suivant la poursuite, il n'y a que dans le cas où l'adultère a été trouvé sur le fait que la loi est indulgente. Cette doctrine n'est fondée que sur le procès de John ; les remarques faites par la cour étaient *obiter*, car ce cas étant celui d'un esclave, les droits du mari n'existaient pas. D'ailleurs on ne peut citer comme autorité un procès dans lequel la doctrine de l'insanité morale, reconnue par son honneur, a été répudiée. Les jurés étaient alors de simples instruments entre les mains de la cour. Le procès par jury était une moquerie.

Cette grande institution, dont les racines reposent très-avant dans le sol de la constitution, doit elle être restreinte dans son développement, dans le but d'en ceinturer le tronc et les branches au moyen d'une règle arbitraire qui a pris naissance sous un gouvernement despotique et dans un âge corrompu ? Le système du jury est maintenant développé et parfait ; il serait ridicule de

lui ap-
passés
avec l
cela é
mais
l'autor
peut l
sujet
plus d
de la

Une
venir
de M
l'accu
cas ou
voir l
points
La co
le vie
liers.
jugem
toutes
rent.
partic
Nord,
soixan
nant à
vivre
vivre
adores
divini
les.—
synon
les pr
admit
les de
la cou
les fi
n'y e
De pl
de fu
déclar
missie

La
honn
des r
rait e
cause
La
Sickl
elle f
l'épo
mis,
l'accu
que
ment
somm

lui appliquer les règles de deux siècles passés. Alors le jury n'avait rien à faire avec l'intention ou le motif de l'accusé ; cela était laissé à la décision du juge ; mais ici le jury est aussi absolu que l'autocrate des Russies, son honneur ne peut le contrôler, et ce qu'il dirait au sujet de ces faits pourrait ne pas avoir plus de poids que les paroles du conseil de la poursuite.

Une autre considération qui doit prévenir contre la décision dans le procès de Maddy, c'est qu'alors les biens de l'accusé appartenaient au roi, dans le cas où l'accusé était convaincu. Il fait voir l'absurdité de vouloir suivre en tous points les précédents d'un passé lointain. La constitution des Etats-Unis a détruit le vieux système des verdicts particuliers. Il appartient au jury de former son jugement sur les faits accompagnés de toutes les circonstances qui les entourent. M. Carlisle a dit qu'il respectait particulièrement la loi de la Caroline du Nord, parce qu'elle était vieille de cent-soixante à cent quatre-vingts ans, donnant à entendre qu'il aurait mieux aimé vivre alors ; quant à lui-même il préfère vivre maintenant. [Rires.] Il vaut mieux adorer ses dieux domestiques que des divinités étrangères ou de vieilles idoles.—Dans le présent cas, l'intention est synonyme de la condition mentale. Dans les procès de Day et de Jarboe, la cour admit toute la narration des faits. Dans les deux cas et dans beaucoup d'autres, la cour permit à la défense de retracer les faits jusqu'à la cause première ; il n'y eut pas de limites au sujet du temps. De plus, la preuve que la défense offre de faire tend à prouver la vérité de la déclaration du prisonnier lors de la commission de l'acte.

La loi permet de démontrer qu'un homme peut être devenu aliéné pour des raisons imaginaires ; comment pourrait elle refuser cette preuve lorsque les causes sont réelles ?

La connaissance de l'adultère de Mme Sickles fut la puissance d'impulsion, et elle fait partie des *res geste*. N'importe l'époque à laquelle l'adultère fut commis, la question est de savoir quand l'accusé en eut connaissance. C'est alors que la provocation a eu lieu virtuellement. De ce moment il ne put avoir de sommeil, le désespoir gagnait son esprit,

sa tête se troublait sous le poids du déshonneur, et son imagination représentait à ses yeux même les entrevues criminelles que M. Key avait eues avec sa femme.

Si la conduite de la femme a donné lieu à l'acte dont est accusé le défendeur, pourquoi cette conduite ne pourrait-elle servir à la justification du mari ?

Une autre raison pour laquelle cette preuve est offerte par la défense, c'est qu'elle explique le signal fait avec le mouchoir et place le défunt en *flagrante delicto* au moment de sa mort. Son intention était de commettre l'adultère. On ne peut se méprendre sur la signification du signal. Pourquoi donc vouloir empêcher que l'effet produit sur l'esprit du prisonnier par ce signal et le but dans lequel il était fait soient prouvés. Si la doctrine de la poursuite est maintenue, alors l'investigation doit se borner à ce qui se trouve compris dans le verdict du coronaire, c'est-à-dire que M. Key fut tué. Si l'intention est importante, il faut que cette preuve soit admise. La défense demande l'extension de la ligne d'investigation. Objection aurait dû être faite plus tôt. Ce n'est pas le temps, maintenant que la poursuite s'est aperçue que la défense veut et peut prouver l'adultère d'une manière spéciale, de nous priver de ce droit au moyen de simples formalités.

Le procureur du district réplique à M. Graham. Il résume les différentes raisons alléguées par la défense en faveur de l'admissibilité de la preuve d'adultère. Les principes établis par les anciennes autorités anglaises doivent être suivis et appliqués. La poursuite ne prétend pas que le mari doive être témoin de l'infidélité de sa femme. Elle se fonde sur le texte des autorités anglaises qui ont consacré le principe que, si la partie a été trouvée en action d'adultère, l'acte de tuer l'adultère est un homicide simple. Un homme qui, à une distance éloignée, serait témoin, au moyen d'un télescope, de l'infidélité de sa femme et qui tuerait ensuite l'adultère, ne serait pas justifiable, suivant lui. Si un laps de temps suffisant s'est écoulé pour calmer la passion, l'acte de tuer est un meurtre. Si un homme peut ôter la vie à un autre parce qu'il aura convoité sa femme, il n'y a plus de gu-

rantie de durabilité pour la société. On a prétendu, sur l'autorité de la Bible, que l'adultère devait souffrir la mort et que la loi naturelle investissait l'offensé du droit de se faire justice. Cette doctrine n'est pas admissible. Il réfère à son tour à la Bible et cite le cas où le Christ fut tenté par les Pharisiens qui, lui ayant amené une femme convaincue d'adultère, lui demandèrent si elle ne devait pas être mise à mort, et le Christ leur dit : "Que celui qui n'a rien à se reprocher, lui jette la première pierre." Il ne fut alors nullement question de remettre entre les mains du mari injurié le soin de sa vengeance ; non. Le génie et l'esprit du christianisme sont transfigurés dans cette histoire. Il ne prétend pas que lorsque l'adultère est pris sur le fait, le mari n'a pas le droit de le tuer ; mais la même loi décrète que s'il s'est écoulé un certain espace de temps, il n'y a pas de provocation. La défense a prétendu qu'il n'y avait pas d'exemple, en Angleterre, qu'un mari eût été condamné pour avoir tué un adultère. Il n'en est pas ainsi, et il réfère à 3 *Jones, N. C. Reports*, 24. — Le conseil de la défense dit que dans ce cas le mari avait antérieurement proféré des menaces. — Le procureur du district cite un cas où le juge a établi la règle touchant cette provocation de la manière dont il vient de le faire, et il discute ensuite le précédent *Manning*, et le cas de *John*. Il termine en disant que le laps de temps qui doit suffire pour conjurer la passion est nécessairement une question de loi.

M. Brady demande au procureur du district de vouloir bien répondre à cette question : Si le juge doit décider les questions de provocation, de justification et du temps écoulé, que restera-t-il à faire au jury ? — Le juge dit que cette question peut être remise pour le présent, et la cour s'ajourne.

TREIZIÈME JOUR.

LUNDI, 18 avril 1859.

M. Ould, le procureur du district, ayant clos la discussion au sujet de l'admissibilité de la preuve offerte pour établir l'adultère, le juge rend sa décision dans les termes suivants :

"Cinq propositions ont été faites pour

servir de base à un offre de prouver le fait de l'adultère dans le présent cas et de montrer que ce fait était à la connaissance du prisonnier. La proposition n'est pas faite pour introduire la preuve de l'adultère sous toutes les circonstances, mais pour faire décider si, en raison de la preuve déjà faite, la défense a le droit de fournir une preuve plus complète que celle qui a été offerte au jury jusqu'à présent. C'est une question de compétence de preuve pour n'importe quelle fin ; ce que son effet légal peut être n'est pas la question. La cour sera peut-être appelée à donner sa décision à ce sujet, durant le cours du procès ; mais je n'anticiperai pas cette occasion. Cette opinion ne pourra être formée que lorsque la preuve sera close des deux côtés. Un grand nombre de témoignages a déjà été reçu pour prouver le commerce adultère et la fréquentation, par le défunt, du voisinage immédiat de la maison du défendeur. Les expositions du mouchoir ! Que signifiaient-elles ? Le jury n'a-t-il pas le droit de le savoir ? Elles peuvent avoir peu de poids en elles-mêmes, ou plus ou moins d'influence sur certains points soulevés. Le jury doit les prendre en considération, de même que toute la preuve, et peut-il le faire sans avoir une pleine connaissance de ce que ces témoignages comportent ?

"Le prisonnier déclara, au moment de l'homicide, que le défunt avait déshonoré sa maison, ou souillé, ou violé son lit, car les différents témoins qui ont été examinés se sont servis de ces diverses expressions. Cette déclaration est une partie du fait principal. Il est important que le jury en ait l'explication, et en toute justice c'est le droit du défendeur de la voir expliquer. Le procès de Jarboe a été cité en raison d'une décision intervenue après de grands débats. Je ne suis pas disposé à me départir de cette décision. Un grand nombre de témoignages ayant été rendus dans ce cas, il fut proposé de prouver ce qui s'était passé à une entrevue qui avait eu lieu entre le témoin, qui était le père du prisonnier, et le défunt et le prisonnier lui-même, touchant un engagement de mariage. Il faut remarquer que cette entrevue avait lieu deux ou trois mois avant l'homicide. — Le juge cite sa déci-

sion
cepe
nier
que
cepti
n'est
celle
priso
mari
avait
vous
" J
la m
té, le
sonn
comp
parti
tes i
jury
preu
certa
Unis
d'un
et d
en s
inter
savo
tion
la p
cour
sur
opin
ce q
ains
requ
ve d
L
ble,
cour
une
silen
M
lée.
E
J
le r
dan
sou
J'ai
trez
heu
dan
s'an
s'in
lou
qu'
ou

de prouver le présent cas et était à la con- la proposition dire la preuve es circonstan- si, en raison défense a le ve plus com- té offerte au est une ques- preuve pour que son effet la question. appelée à don- et, durant le e n'anticipe- te opinion ne sque la preu- es. Un grand déjà été reçu adultère et la , du voisinage du défendeur. noir ! Que si- n'a-t-il pas le peuvent avoir es, ou plus ou rains points s prendre en ue toute la uns avoir une ue ces témoi-

u moment de avait désho- on violé son as qui ont été ces diverses tion est une est important ation, et en du défendeur ès de Jarboe écision inter- bats. Je ne rtir de cette e de témoi- ans ce cas, il qui s'était vait eu lieu le père du e prisonnier agement de r que cette ou trois mois cite sa déci-

sion dans ce cas, et continue : On a dit, cependant, que la déclaration du prisonnier au moment de l'homicide s'explique elle-même, et qu'elle n'est pas susceptible de plus d'éclaircissement. Elle n'est certainement pas plus forte que celle intervenue dans le cas de Jarboe ; le prisonnier ayant demandé au défunt s'il marierait sa malheureuse sœur, il avait répondu : Non ; vous voyez, ou vous verrez ce que je ferai.

“ Le bon anglais de cela, c'est : “ Je ne la marierai pas.” Dans ce cas, à la vérité, les expressions dont se servit le prisonnier étaient de celles qui peuvent se comprendre ordinairement dans un sens particulier, mais on peut avoir différentes idées touchant la phraséologie, et le jury doit rendre son verdict suivant la preuve. Cette déclaration a été très-certainement prouvée par les Etats-Unis, mais elle peut être interprétée d'une certaine manière par quelqu'un, et différemment par d'autres. Quoiqu'il en soit, afin d'en donner au jury une interprétation parfaite, il importe de savoir ce que signifiait cette déclaration. Je crois que sur ce principe aussi, la preuve en question est admissible, la cour réservant sans doute son opinion sur toute la preuve jusqu'à ce que cette opinion soit demandée sous la forme de ce que les avocats appellent “ prières,” ainsi que la pratique de cette cour le requiert. Je suis d'opinion que la preuve en question est admissible.”

Le silence était pour ainsi dire pénible, durant le jugement rendu par la cour, et lorsqu'il eut été rendu il y eut une expression perceptible, quoique silencieuse, de satisfaction.

Mme Nancy Brown est alors rappelée.

Examinée par M. Ratcliff :—

J'ai vu M. Key pour la dernière fois le mercredi avant sa mort. Il entra dans la maison de la 15e rue. Je l'ai souvent vu entrer dans cette maison. J'ai très-souvent vu Mme Sickles y entrer aussi. Ils y restaient pendant une heure. Je les ai vus y entrer trois fois dans l'espace de trois semaines. M. Key s'arrêta un jour devant chez moi, et s'informa si la maison en question était louée. Je lui dis que non. Il me dit qu'il voulait la louer, pour un membre ou pour un sénateur, je ne me rap-

pelle pas. Quelques jours après, je le vis entrer dans cette maison. Je remarquai qu'il avait un châle sur son bras le mercredi en question. (Un châle est montré au témoin.) Ce châle ressemble bien à celui que j'ai vu.—Elle décrit la toilette de Mme Sickles dans les différentes occasions où elle l'a vu aller à cette maison.—Je n'ai pas vu d'autres personnes à cette maison.—Ils virent deux hommes de police au pied de la rue R. Ils étaient à la porte ; ils montèrent la 18e rue. (M. Staunton demande qu'il soit permis au prisonnier de se retirer durant ce témoignage. La poursuite consent.) Je ne les ai pas vu revenir ce jour-là ; ils étaient si effrayés qu'ils s'enfuirent.

Transquestionné par M. Ould : — Après avoir dit à quelle distance elle demeure de la maison en question, elle répond de cette manière aux questions qui lui sont faites :—Je savais que c'était Mme Sickles parce que j'avais demandé à beaucoup de personnes qui elle était et toutes m'avaient dit que c'était Mme Sickles. De plus, je suis allée à sa maison et je l'ai reconnue. C'est elle-même qui m'avait envoyé chercher pour l'identifiant, le mardi après la mort de M. Key. Je ne pense pas qu'ils soient revenus le jour où les deux hommes de police se tenaient dans la rue R. Je ne les surveillai pas ; je pensai qu'ils n'étaient pas si fous [Rires.] Après avoir vu la police, cela n'était pas probable [Rires.] M. Key attachait un bout de gallon blanc à l'un des contrevants de l'étage supérieur, toutes les fois qu'il entra le premier et faisait du feu. Je sais que c'est lui qui faisait le feu parce qu'il n'y avait que lui dans la maison [Rires.] Je n'ai vu M. Key entrer seul qu'une fois. J'ai vu le gallon blanc trois ou quatre fois. Je le remarquai parce que je savais que c'était un signal.

Réexaminée :—C'est M. Mann qui vint me demander d'aller chez Mme Sickles ; le châle me fut aussi montré. Je ne pensai pas que c'était une dame quand je la vis entrer dans la maison en question ; je crus que c'était une servante.—La maison de M. Key fut ouverte le lundi après sa mort. La serrure fut ôtée deux semaines après. Je ne vis personne entrer ; mais plusieurs personnes se tenaient à la porte.

M. Brady montre au jury la serrure de la maison de rendez-vous, ainsi qu'une clef qui l'ouvre et qui fut trouvée sur M. Key.

C. Mann examiné :—Je suis un homme de police. Je connais la maison en question ; j'y suis allé avec M. Magruder et M. Ratcliffe. J'y ai trouvé ce châle, une paire de gants, un peigne et des cigarettes. — Il confirme le témoignage du précédent témoin pour ce qui se rapporte à lui, et décrit l'aménagement de la maison de la 15e rue, et la manière dont il entra dans la maison. Les lits que j'y ai vus paraissaient ne pas avoir été faits depuis quelque temps. Je suis retourné dans cette maison deux ou trois jours après, avec Mme Sickles et Mme Brown.—M. Carlisle fait alors une série de questions au témoin touchant les personnes qui étaient avec lui lorsqu'il visita la maison de la 15e rue. Il ne sort rien de nouveau de cette investigation ; et l'humeur avec laquelle le témoin finit par traiter l'avocat cause une hilarité difficile à comprimer.

M. Ratcliffe, l'un des avocats de la défense, est ensuite examiné. Il corrobore le témoignage précédent.

John M. Seeley est rappelé et examiné de nouveau. Son témoignage porte sur les visites rendues à la maison de M. Key par Mme Sickles, avec encore plus de précision, s'il est possible, que celui de Mme Brown, dont le témoignage fut rendu en mauvais anglais, mais d'une manière si énergique qu'il excita un double intérêt.

Mme Sarah Ann Seeley est ensuite examinée par M. Brady. Son témoignage est à peu près semblable à celui de son mari et tout aussi positif. Le mardi qui suivit immédiatement la mort de M. Key, elle alla à la maison de M. Sickles pour identifier Mme Sickles ; elle fit cette démarche accompagnée de son mari et d'une fille ; et celle-ci est ensuite examinée et son témoignage corrobore ceux de M. et de Mme Seeley.

L'hon. John B. Askin examinée :—En avril 1863, j'eus occasion d'aller à la maison de M. Sickles, quelques temps après que M. Key fût venu chez moi pour me parler d'une certaine correspondance. M. Sickles était parti deux ou trois jours auparavant pour New-York, et il m'avait prié d'aller de temps en

temps chez lui, durant son absence, afin de savoir si Mme Sickles avait besoin de quelque chose. Je partis pour Georgetown et j'étais pressé. J'entrai à la hâte et j'ouvris précipitamment la porte de la bibliothèque. J'y trouvai M. Key et Mme Sickles près d'une table centrale, sur laquelle il y avait un plat de salade et une bouteille de champagne. Mme Sickles rougit. Je m'excusai. Mme Sickles m'offrit un verre de vin. Après m'être assis un instant, je repartis. En entrant dans la voiture, ma femme me dit : (Tentative inutile d'empêcher cette partie du témoignage.) que "Mme Sickles était une mauvaise femme." Je n'ai jamais parlé à M. Sickles de cet incident.

M. Brady demande à la cour s'il lui sera permis (la poursuite ayant objecté à la question) de demander au témoin de rapporter ce que M. Key a dit au témoin au sujet de Mme Sickles. La substance de cette déclaration est que M. Key s'était efforcé de faire croire que ses intentions n'étaient qu'amicales et paternelles à l'égard de Mme Sickles, qu'il regardait comme une enfant.—Le juge dit qu'il ne voit pas comment ce que M. Key a pu dire de Mme Sickles puisse être preuve dans le présent cas.—La défense prend exception de cette décision.

QUATORZIÈME JOUR.

MARDI, 19 avril 1859.

M. Sickles reçoit la permission de se retirer avec le géolier.

John Thompson examiné :—Ce témoin demeure à New-York. Il a été pendant quelque temps le cocher de M. Sickles. Il décrit les habitudes de la maison de M. Sickles. Il ne sortait pas une fois avec Mme Sickles, sans que M. Key embarquât dans la voiture. Il ordonnait souvent d'aller dans les rues retirées. Lorsque M. Sickles était absent, M. Key était toujours rendu de bonne heure à la maison et restait jusqu'à une heure avancée de la nuit.—En mai 1858, un jour que M. Sickles était absent, je rentrai vers minuit. Etant monté l'escalier vers une heure du matin avec la servante, je m'arrêtai pour parler à celle-ci. Nous croyions avoir entendu sonner la sonnette, et M. Key

ant son absence, afin
Sickles avait besoin
partais pour Geor-
ressé. J'entrai à la
pitamment la porte
y trouvai M. Key
d'une table cen-
y avait un plat de
ille de champagne.
t. Je m'excusai.
un verre de vin.
n instant, je repars
la voiture, ma-
ative inutile d'em-
témoignage.) que
une mauvaise
s parlé à M. Sick-

à la cour s'il lui
ite ayant objecté
ander au témoin
M. Key a dit au
me Sickles. La
claration est que
p de faire croire
aient qu'amicales
de Mme Sickles,
une enfant.—Le
pas comment ce
de Mme Sickles
le présent cas.—
ception de cette

JOUR.
r, 19 avril 1859.
permission de se

miné :—Ce té-
-York. Il a été
le cocher de M.
habitudes de la
Il ne sortait pas
Sickles, sans que
la voiture. Il
r dans les rues
Sickles était ab-
ours rendu de
et restait jus-
e de la nuit.—
e M. Sickles
s minuit. Etant
heure du ma-
n'arrêtai pour
eroyions avoir
te, et M. Key

et Mme Sickles sortirent de la biblio-
thèque et vinrent voir à la porte ; il n'y
avait personne ; ils la refermèrent et
rentrèrent dans la bibliothèque qu'ils
fermèrent aussi à la clef, ainsi que l'autre
porte de ce même appartement. Je
restai où j'étais pendant quelque temps
et j'entendis un certain bruit sur le sofa
durant deux ou trois minutes ; la ser-
vante s'enfuit ; je lui parlais de ce bruit
et elle ne voulut pas m'écouter [Rires.]
Il ne convenait pas qu'elle m'entendît.
J'allai me coucher. Je savais qu'ils n'é-
taient pas à accomplir une œuvre bonne
[Rires.] — Le témoin rapporte ensuite
les différentes occasions où M. Key et
Mme Sickles se rencontraient, particu-
lièrement celle d'une visite faite par M.
Key et Mme Sickles au cimetière de
Georgetown, où ils restèrent environ
une heure, hors de la vue du témoin.—
La transquestion ne produit rien de plus
que l'examen-en-chef, excepté une ren-
contre qui eut lieu entre M. Key et
Mme Sickles au moment où ils sortaient,
à deux heures du matin, d'une soirée
donnée chez le sénateur Gwin. M. Key
monta dans la voiture avec Mme Sick-
les. La voiture traversa des rues reti-
rées et s'arrêta devant le *National Hotel*.
Ils restèrent pendant une heure dans la
voiture. M. Sickles était alors chez lui.

G. W. Emerson ayant été assermen-
té, il dit que son état est celui de bou-
cher, et que M. Key est allé à son banc
dans le marché, le jeudi avant sa mort ;
il accompagnait Mme Sickles, qui lui
remit son portefeuille pour payer le
compte qu'elle devait au témoin.

John Cooney est assermenté :—Il est
le cocher de M. Sickles depuis le 8 fé-
vrier dernier. Son témoignage consiste
à rapporter les occasions où M. Key
rencontrait Mme Sickles dans la rue et
montait dans sa voiture.

M. Woolridge réexaminé :—Une en-
veloppe et une lettre lui étant montrées,
il déclare avoir vu les deux au Capitoul,
entre les mains de M. Sickles, qui lui
en lit deux ou trois lignes et ne put
aller plus loin.—La poursuite objecte à
la production de cette lettre ; la cour
déclare, après lecture faite de ce docu-
ment, qu'elle est comprise dans sa dé-
cision. Voici cette lettre :

" WASHINGTON, 24 février 1859.

" HON. DANIEL SICKLES,

" CHER MONSIEUR :—Je vous adresse
ces lignes avec un profond regret ; mais
un devoir indispensable me force à le
faire, en voyant que l'on vous en impose
tellement.

" Il y a un individu (*fellow*), je puis
dire,—car il n'est pas un gentilhomme
en aucune manière,—du nom de Philip
Barton Key, que je crois être le procureur
du district, qui loue une maison
d'un nègre du nom de John A. Gray, si-
tuée sur la 15^e rue, entre les rues R
et L, dans aucun autre but que celui de
rencontrer votre femme, Mme Sickles.
Il attache une ficelle en dehors de la
fenêtre pour lui faire signe qu'il est
dans la maison, et il laisse la porte dé-
barrée et elle y entre.

" Avec ces quelques remarques (*hints*)
je vous laisse à imaginer le reste.

" Très respectueusement votre ami,

" R. P. G."

M. Brady dit qu'il veut prouver la dé-
claration du prisonnier immédiatement
avant de laisser sa maison, et avant sa
rencontre avec M. Key, afin de montrer
la condition de son esprit et en induire
qu'il n'est pas légalement responsable
de l'acte. — La poursuite objecte. — M.
Magrueder dit que la poursuite paraît
vouloir supprimer la vérité, tandis que
la défense cherche tout le contraire. La
poursuite conduit cette affaire comme
si votre honneur était un Minos ou un
Rhadamanthe siégeant pour administrer
un code brutal dans les régions de Plu-
ton.—Le juge rappelle le conseil à l'or-
dre.

M. Carlisle dit que la poursuite n'a
pas d'objection à ce que le conseil de la
défense prétende que la poursuite con-
duit cette affaire d'une manière diffé-
rente de la défense.—M. Magrueder dit
qu'il répond à des remarques qui ont
été faites par la poursuite. Il fait de
nouveau allusion au fait que le minis-
tère public emploie deux procureurs, et
qu'une application a été faite auprès du
premier magistrat des Etats-Unis pour
en faire nommer d'autres encore.—Le
juge dit à M. Magrueder de ne pas faire
allusion au premier magistrat, qui n'a
rien au monde à voir dans cette affaire.

Après quelques explications personnelles de part d'autre, M. Magnueder argue l'admissibilité de cette preuve pour montrer la condition mentale du prisonnier, et dit qu'elle est admissible à ce point de vue et à tous les autres points de vue.

M. Ould après avoir dit qu'en parlant de l'organisation théâtrale de la défense, il n'a voulu que plaisanter, déclare que la poursuite ne veut pas arguer la question, parce qu'elle l'a déjà suffisamment été.

Le juge admet la proposition de la défense, non pas comme faisant partie des *res geste*, mais comme tendant à prouver l'insanité du prisonnier. Il insiste fortement sur le motif de sa décision.

M. Woolridge rapporte alors les entretiens qu'il a eus avec M. Sickles et la condition mentale de celui-ci, lors de la réception de la lettre anonyme, durant les jours qui suivirent et immédiatement avant la rencontre dont la mort de M. Key fut le résultat. Le témoin déclare qu'il n'a nullement connaissance que M. Sickles ait fait un discours dans la chambre des représentants, le jeudi avant l'événement.

Tous les autres faits rapportés par ce témoin l'ont été précédemment, soit dans son premier témoignage, soit dans le discours de M. Graham.

QUINZIÈME JOUR.

MERCREDI, 20 avril 1859.

Le réexamen de M. Woolridge étant clos, John McElhone est appelé. N'étant pas présent, M. Brady dit qu'il voulait prouver par lui que l'annonce suivante avait été mise dans certains journaux de Washington, le 26 février :

"R. P. G., qui a récemment adressé une lettre anonyme à un monsieur de cette ville, rendra une grande faveur à celui à qui cette lettre a été adressée en lui accordant une prompte, immédiate et confidentielle entrevue."

L'examen du témoin est remis de consentement.

Albert A. McGaffey examiné : — M. Brady ayant demandé au témoin, après quelques questions préliminaires, de rapporter une conversation qu'il eut

avec M. Key au sujet de Mme Sickles, lors du bal Napier, la poursuite objecte à cette preuve. M. Brady dit que la défense veut prouver que ce témoin avait remarqué la conduite de M. Key, à l'égard de Mme Sickles, et qu'ayant dit à M. Key que le monde remarquait cette conduite, M. Key répondit qu'il avait une grande amitié pour elle, et qu'il était animé de sentiments paternels à son égard ; que, dans une conversation subséquente, le témoin ayant dit à M. Key qu'il s'attirerait des difficultés en raison de cette conduite, M. Key répondit, en mettant sa main sur le côté gauche de sa poitrine : "Je suis préparé à toutes les éventualités."

M. Ould dit que ces conversations ne sont pas admissibles, n'ayant pas rapport à l'accusé et paraissant pas lui avoir été communiquées.

M. Brady argue l'admissibilité de cette preuve. M. Sickles a été représenté comme une armoire ambulante et M. Key comme n'étant pas armé, et on a prétendu que M. Sickles le savait. Ce témoin montrera que M. Key a fait un geste duquel on doit induire qu'il était armé et préparé à se servir de ses armes dans le cas d'une collision.

M. Graham soutient aussi l'admissibilité de cette preuve qui, suivant lui, est une confession de l'adultère. La preuve de l'adultère étant admise, pourquoi celle de l'admission de la culpabilité serait-elle rejetée. Le défunt n'a pas nié qu'il fût coupable, mais il s'est lui-même représenté tel que la poursuite a voulu représenter le prisonnier, en disant que c'était une armoire ambulante. Non seulement la défense se propose de montrer que M. Key était à accomplir l'œuvre d'adultère, mais qu'il était même préparé à résister au sort qui attend justement l'adultère. Ces sortes d'intrigues n'ont qu'un but, la mort du mari ; on en a un exemple frappant en ce moment à Albany (affaire Hartung). Cette preuve est admissible, non seulement parce qu'elle donne lieu à l'induction générale que le mari courait des dangers, mais encore parce que, dans ce cas particulier, l'adultère était armé pour résister au mari dans le cas où il interviendrait. Il faut aussi remarquer que cette déclaration fut faite sur la place Lafayette, en vue

de Mme Sickles, poursuite objecte. Il dit que la dé-
 ce témoin avait
 de M. Key, à
 e, et qu'ayant dit
 onde remarquait
 y répondit qu'il
 tié pour elle, et
 entiments pater-
 dans une conver-
 témoin ayant dit
 trait des difficul-
 conduite, M. Key
 main sur le côté
 "Je suis préparé
 ."

conversations ne
 'ayant pas rap-
 araisant pas lui
 s.

admissibilité de
 es a été repré-
 oirie ambulante
 tant pas armé,
 i. Sickles le sa-
 ra que M. Key
 on doit induire
 ré à se servir de
 une collision.

aussi l'admissi-
 ni, suivant lui,
 l'adultère. La
 at admise, pour-
 de la culpabi-

Le défunt n'a
 e, mais il s'est
 l que la pour-
 r le prisonnier,
 e armoire am-
 t la défense se
 M. Key était à
 tère, mais qu'il
 résister au sort
 l'adultère. Ces
 qu'un but, la
 a un exemple
 à Albany (af-
 uve est admis-
 ce qu'elle don-
 érale que le
 s, mais encore
 particulier, l'a-
 résister au mari
 ndrait. Il faut
 te déclaration
 alette, en vue

de la maison de M. Sickles, et dans le
 temps où Key projetait la perpétration
 du tort pour lequel il a perdu la vie.

M. Carlisle répond que la défense
 paraît induire des décisions intervenues
 précédemment que son honneur admet
 la doctrine de la vengeance divine, tan-
 dis que la cour a admis la preuve de
 l'adultère comme tendant à prouver
 l'insanité mentale du prisonnier. Il se-
 rait curieux d'avoir l'opinion de M.
 Brady touchant cette doctrine. Son
 honneur a rejeté l'objection de la pour-
 suite au sujet du fait de l'adultère, mais
 à la condition que la preuve devait en
 être faite en connexion avec d'autres
 faits, pour prouver l'aliénation du pri-
 sonnier. Cette preuve est offerte sur le
 principe de la vengeance divine. Son
 honneur n'a jamais acquiescé à cette
 doctrine. Mais cette preuve est encore
 offerte: 1° Pour établir que M. Key
 était armé; 2° Comme ayant été de
 nature à faire croire au prisonnier qu'il
 était armé; 3° Comme étant une me-
 nace. Ces raisons méritent d'être discu-
 tées. Il croit que des déclarations faites
 dix ou douze jours avant l'événement
 ne peuvent prouver que le défunt était
 armé le vingt-sept février. Et que le
 défunt fût armé avant ce temps-là, cela
 n'importe pas. Ces déclarations n'ayant
 pas été communiquées au prisonnier, on
 ne peut en induire qu'il en a conclu
 que le défunt était armé. Tout en ad-
 mettant la vérité de ces déclarations,
 elles ne prouveraient pas que le défunt
 était armé deux ou trois jours après.
 Qu'il fût armé ou non, cela n'a rien à
 faire avec l'innocence ou la culpabilité
 du prisonnier.

La question n'est pas de savoir s'il
 était armé, mais s'il s'est servi de quel-
 que arme. L'offre de cette preuve est
 faite dans un cas d'homicide que la dé-
 fense prétend justifiable et en exécu-
 tion de la volonté de la divine provi-
 dence; elle est offerte dans le but de
 montrer que c'est le défunt qui, le pre-
 mier, assaillit ou menaça le prisonnier.
 C'est le seul usage que l'on puisse vou-
 loir en faire; je ne vois pas que la dé-
 fense puisse avoir d'autre but. Cepen-
 dant, cette preuve ne peut atteindre ce
 but. C'est tout simplement une dénégation
 et une déclaration qu'il serait pré-
 paré à se défendre. en réponse à un

avertissement qu'il pourrait être as-
 sailli.

Le conseil de la défense a paru insi-
 nuer que si le défunt avait défendu sa
 vie contre le prisonnier, il aurait trans-
 gressé la loi; et que s'il avait tué le
 prisonnier en défendant sa vie, cet acte
 aurait été équivalent à celui de tuer le
 shérif se tenant sur l'échafaud pour exé-
 cuter le mandat de la loi. Il n'est pas
 nécessaire de discuter cet argument
 qui, s'il était fondé, tendrait à faire croi-
 re que, du moment que l'accusé sut que
 le défunt était coupable d'adultère, il
 exécutait la volonté de Dieu en le
 tuant; qu'au point de vue de la loi il n'était
 pas dans la paix des Etats-Unis; qu'il
 était hors la loi; qu'il n'avait plus rien
 d'humain, mais qu'il était *caput lupi-*
num, de sorte que non seulement le
 prisonnier, mais qui que ce soit qui au-
 rait eu connaissance de sa culpabilité,
 avait le droit de le tuer, n'importe où,
 et qu'en prenant la vie d'un autre, ex-
 cepté en défendant la sienne, il aurait
 été coupable de meurtre.—Il exprime
 ensuite les impressions qu'il a eues
 lorsqu'il a entendu énoncer, pour la
 première fois, la doctrine de la ven-
 geance divine, croyant que c'était tout
 simplement pour produire un effet ora-
 toire, etc.; mais il croit s'apercevoir
 que c'est un système, un jugement dé-
 libéré, que l'on s'est formé une théorie
 établie sur des principes d'éthiques, la
 théologie, et les principes fondamen-
 taux de l'organisation sociale. De fait,
 c'est la formation d'une nouvelle secte
 touchant chacune de ces choses, une
 nouvelle sorte de socialisme, de secta-
 rianisme et de *jurisme*.

Dans la paix de Dieu et des Etats-
 Unis ne signifie rien autre chose
 qu'une personne est dans une condi-
 tion à recevoir la protection de la loi.
 Je concède donc que lorsqu'un homme
 commet l'adultère et qu'il est pris sur le
 fait, il peut être traité comme une bête
 sauvage et tué, parce qu'il n'est pas
 dans la paix de Dieu et des Etats-Unis.
 Mais il me reste encore à apprendre de
 quelque juge ou par la lecture de quel-
 que livre de loi, que de tuer l'adultère
 par vengeance ou sur le principe de la
 vengeance divine, n'est pas un meurtre.

Je ne serai pas en arrière de mes ad-
 versaires dans la dénonciation de l'a-

adultère ; je ne serai pas en arrière d'eux pour admettre que c'est une des fautes les plus graves ; mais j'espère ne jamais avoir la volonté d'alléguer ou d'admettre la doctrine que la société, prise en masse ou considérée individuellement, puisse punir cette faute par la violence.

Le juge, relatant alors la proposition de la défense, telle que faite par M. Brady, rejette cette proposition, d'abord parce que l'une des déclarations date d'aussi loin que le mois de juin 1858 et l'autre, d'une dizaine de jours avant l'événement.

La cour ne voit pas comment cela peut tendre à prouver que le défunt était armé, le 27 février, quand bien même ce fait serait matériel. Ensuite, cette preuve n'est pas admissible pour expliquer la conduite du défendeur, comme étant ce qui aurait pu le conduire à commettre l'acte. Cette conversation aurait tout aussi bien pu avoir lieu entre deux personnes étrangères à cette affaire, qui auraient discuté l'intimité existant entre Mme Sickles et M. Key.

La cour ne voit pas comment cela aurait pu influencer la conduite du prisonnier. La cour déclare cette preuve inadmissible.

T. J. Brown étant ensuite examiné, dit qu'il a mesuré la maison de M. Sickles et décrit la situation de la bibliothèque.

F. McClosky est ensuite assermenté : Il fut témoin de l'événement du 27 février. Il se rendit ensuite à la maison de M. Sickles. Celui-ci était si excité que le témoin eut peur pour la femme de l'accusé. Il avait l'air d'un homme saisi d'une grande frayeur ; ses cheveux tombaient sur sa figure. Je formai immédiatement l'opinion, dit-il, qu'il ne pouvait être responsable de ses actes dans un semblable état.—Témoin décrit ce qui se fit dans la maison durant le temps que M. Sickles y resta avant de se rendre à la prison—l'espace d'environ une heure. A presque toutes ces phrases, le témoin ajoute les mots—vous savez.

Charles G. Bacon est examiné : Il produit un diagramme des environs de la maison de M. Sickles.

Après l'examen de John McDonald, le groom de M. Sickles, dont le témoignage porte sur deux entrevues relatées

par le cocher qui a été entendu comme témoin, M. Brady adresse la parole à la cour et annonce que la défense clôt sa preuve.

Le procureur du district, relatant ce qui s'est passé lors de la discussion au sujet de la question d'adultère et de la décision du juge, dit que la preuve du commerce adultère ayant été admise et faite, il déclare franchement que la poursuite retire toute objection qu'elle peut avoir faite au développement de cette preuve et particulièrement à la confession de Mme Sickles.

M. Brady, après avoir dit que la poursuite a dû se décider à faire cet offre après y avoir mûrement réfléchi, dit que, rendu à cette étape des procédés, après avoir eu à combattre, à chaque pas, les objections que les esprits légaux les plus subtiles et les mieux cultivés ont fait à la procédure de la défense, celle-ci fera comme les aborigènes qui acceptent la guerre immédiatement, mais demandent le temps de réfléchir lorsqu'on leur propose la paix. Il demande jusqu'au lendemain matin pour se consulter avec ses associés. Il ajoute que M. Sickles désire qu'il déclare n'avoir contribué en rien à la publicité de la confession de Mme Sickles et qu'il le regrette profondément.

M. Ould donne quelques explications au sujet de la publicité donnée à ce document, et dit que la poursuite n'y a nullement contribué. Il n'a aucune objection à donner à la poursuite le temps de se consulter. La cour fait la même déclaration. M. Brady dit qu'il ne veut pas retarder les procédés et que la poursuite peut procéder à faire sa contre-preuve.—M. Graham dit que la poursuite aurait dû faire cet offre lorsque le juge décida que la preuve de l'adultère était admissible, et non pas lorsque les témoins de la défense se sont dispersés aux quatre vents du ciel. L'effet de cet offre est d'embarrasser la défense, puisqu'autant que les objections faites par la poursuite.

M. Ould :—Ce n'est pas ce que nous avons en vue."

M. Graham :—Qu'il en soit ainsi ou non, je ne le sais pas. Si la poursuite nous avait dit, lundi dernier : " Nous vous ouvrons les portes à deux battants ;

tendu comme
la parole à la
défense clôt sa

et, relatant ce
discussion au
ultère et de la
la preuve du
été admise et
ection qu'elle
veloppement de
ièremment à la
es.

ir dit que la
er à faire cet
ent réfléchi, dit
des procédés,
titre, à chaque
esprits légaux
ux cultivés ont
défense, celle-
nes qui accep-
tement, mais
réfléchir lors-
k. Il demande
u pour se con-
Il ajoute que
déclare n'avoir
ublicité de la
les et qu'il le

es explications
onnée à ce do-
poursuite n'y a
il n'a aucune
la poursuite le
La cour fait la
Brady dit qu'il
procédés et que
der à faire sa
am dit que la
e cet offre lors-
la preuve de
le, et non pas
défense se sont
ents du ciel.
embarrasser la
e les objections

as ce que nous

n soit ainsi ou
Si la poursuite
ernier : " Nous
deux battants ;

laissez entrer vos témoins,"—alors cette proposition aurait été convenable.

M. Ould dit que la poursuite a choisi ce moment, parce qu'elle a cru que c'était le meilleur et le seul convenable.

Le juge dit qu'il comprend que la défense répondra à cet offre le lendemain au matin.

M. Carlisle répond affirmativement et dit que cet offre ne devra pas être continué plus longtemps.

L'honorable G. Pendleton est assermenté de la part de la poursuite :—Est beau-frère du défunt. Le second jour après la mort de M. Key, fit la visite de la maison de la 15e rue. Il décrit la maison. M. Jones était avec lui. Il trouva un porte-cartes, une enveloppe contenant des cartes, des clefs, etc. Regretta beaucoup la mort de M. Key.

M. Brady, après avoir montré les cartes au témoin, demande, de la part de M. Sickles, qu'elles ne fassent pas partie du dossier, vu qu'elles portent les noms de personnes étrangères à cette affaire.—Ne sut que lorsqu'il l'entendit dire en cour, que la serrure avait été enlevée. Ceux qui ont dit qu'il avait voulu supprimer une partie de la vérité en faisant ôter cette serrure se sont rendus coupables d'une infâme fuisseté. [Légers applaudissements.] Envoya chercher un serrurier pour ouvrir la porte.

Le col. Charles J. Jones, avocat, étant assermenté, confirme le témoignage de M. Pendleton.

M. Brady lui ayant demandé s'il n'a pas assisté la poursuite dans ce procès, il répond qu'il a indiqué une ou deux autorités à M. Carlisle. M. Brady dit qu'il voulait le traiter avec tous les égards possibles ; mais qu'il devait dire qu'il n'était pas beaucoup nécessaire d'indiquer des autorités à son confrère, M. Carlisle.—Le témoin dit ensuite qu'il fut l'intime ami de M. Key, depuis son enfance jusqu'à sa mort.

M. Brady : — Je ne blâmerai jamais un homme d'être fidèle à un ami, aussi longtemps qu'il mérite d'être respecté.

L'ex-sénateur Brodhead étant appelé, ne répond pas à son nom.

SEIZIEME JOUR.

JEDI, 21 avril 1859.

Entr'autres lettres anonymes reçues par les avocats, de part et d'autre, M.

Brady en a reçu une d'une dame qui signe en caractères grecs " Olympia Aiken," et qui se donne comme " l'un des membres de l'ordre de la fragilité—l'une des simples qui attend après l'ondulation de quelque mouchoir de poche masculin." Cette lettre est datée de West Randolph, Vt., et appelle l'attention de M. Brady sur les extraits suivants du livre des " White Lies" :

" Je ne veux pas voir de guêpes autour de mon miel. Si ma femme avait un amant, je ne sermonnerais pas la femme, à quoi ça sert-il ? Je tuerais l'homme, là et alors. Je le tuerais dehors ou ailleurs. Je le tuerais comme je tuerais un serpent. Si elle en prenait un autre, je l'enverrais trouver le premier et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il y en eût un qui me tuât."

Une autre lettre, adressée à M. Wilson, l'un des jurés, et aux soins du juge, produit une grande sensation. L'écriture en est absolument semblable à celle de la lettre anonyme reçue par M. Sickles. Elle contient des insinuations d'une nature infamante à l'adresse de l'un des avocats de la défense. Le juge pourvoit à ce que cette lettre soit conservée dans le but d'en découvrir l'auteur.

M. Brady dit alors que la défense ayant pris en considération l'offre faite hier par la poursuite, déclare qu'elle ne l'accepte pas.

La poursuite continue sa contre-preuve. Une vive discussion s'élève au sujet du témoignage de Francis Doyle, que la poursuite veut de nouveau examiner au sujet de certains papiers trouvés sur la personne de M. Key, après l'enquête du coronaire. La chose n'est pas importante en elle-même ; mais la défense veut que la poursuite se restreigne strictement à ce qui est matière à contre-preuve. La cour admet néanmoins la proposition de la poursuite, en autant que la preuve qu'elle veut faire tend à renverser la preuve faite par la défense. Le témoin dit que c'est le Dr. Miller qui a pris en charge les papiers en question. La cour permet ensuite à la poursuite d'interroger le témoin sur les indices de la condition mentale de M. Sickles, immédiatement après l'assassinat. Le témoin dit que l'expression dont il se servit de-

notait plus son excitation que sa contenance qui paraissait assez calme. M. Brady ayant demandé au témoin s'il avait jamais été dans un asile de lunatiques, le témoin, évidemment blessé par cette question, demande la protection de la cour.

M. Ould :—Il ne veut pas dire comme pensionnaire, mais comme visiteur. [Hilarité générale, que le témoin partage de bon cœur.]

Le témoin s'excuse, et M. Brady dit que ce serait à lui de s'excuser s'il avait voulu insinuer ce que le témoin a compris.

Le témoin répond négativement, et en réponse à une autre question, il dit que s'il voyait douze personnes dansant ou assises tranquillement dans un asile d'aliénés, il ne pourrait dire lesquelles sont aliénées. Les habits de M. Key restèrent plusieurs jours au club ; personne ne fut empêché d'y avoir accès.

Albert Greenleaf est examiné et confirme le précédent témoignage.

Jacob King, homme de police, confirme aussi le précédent témoignage et ajoute que M. Sickles lui parut ne pas être sous le coup d'une forte excitation, qu'il le trouva même extrêmement froid. Le témoin étant transquestionné, il dit qu'il n'a jamais visité un asile de lunatiques et que si les yeux de M. Sickles avaient eu une expression tout-à-fait différente de celle qu'ils ont ordinairement, il ne l'aurait pas remarqué, et qu'il croit ne pouvoir exprimer d'opinion sur l'expression particulière des yeux d'un aliéné.

L'ex-sénateur Brodhead et M. McElhone étant de nouveau appelés, ne répondent pas à leurs noms.

Charles Howard, beau-père de M. Key, est ensuite examiné : Il produit une lettre écrite en chiffres, qui était, la veille, entre les mains de M. Pendleton. Il a transcrit cette lettre et il en lit la traduction. Le témoin ne pouvant dire par qui cette lettre a été écrite, la défense objecte à sa production, parce qu'elle ne peut être considérée comme une contre-preuve. Après une vive discussion, qui n'a rien d'important au point de vue légal, la cour exclut de la preuve la lettre écrite en chiffres et la traduction de cette lettre,

parce qu'elles ne peuvent pas être considérées comme une contre-preuve.

Wm. Daw, officier de police, est examiné : Ce témoin a été en compagnie de M. Sickles depuis le moment de l'homicide jusqu'à ce qu'il eût été conduit à la prison. Rendu chez lui, M. Sickles voulut aller en haut ; nous ne le laissâmes aller qu'à condition qu'il donnerait sa promesse de ne faire aucun mal à sa femme. Il répondit que ce n'était pas son intention. Il y resta environ cinq minutes. Je n'entendis ni gémissements, ni soupirs dans le salon. M. Sickles nous invita à prendre du brandy avant de partir pour la prison. Il n'y eut que lui et M. Butterworth qui en prirent.

James H. Suit, officier de police, confirme le témoignage précédent, mais n'est pas certain si c'est M. Sickles qui a offert du brandy et si l'accusé en a alors pris. Une grande foule suivait la voiture dans laquelle M. Sickles et le témoin étaient, en revenant de la demeure du juge Black.

J. H. McBlair examiné :—Ce témoin se rendit chez M. Sickles environ un quart d'heure après l'événement. Il donne les noms des personnes qui étaient là. Il était très excité ; un officier de police lui dit qu'il était à craindre que la populace tirerait sur M. Sickles. M. Suit dit qu'il pouvait tirer aussi bien que ces gens-là. M. Sickles paraissait être calme ; témoin crut s'apercevoir que c'était le calme du désespoir, car il paraissait beaucoup souffrir intérieurement. C'est un homme doué d'un remarquable esprit de patience et capable de comprimer ses sentiments et de se contenir en apparence.

Col. Berritt, maire de Washington, est examiné :—Il se rendit à la maison de M. Sickles après l'événement en question. Il dit à M. Sickles qu'il ferait mieux de se rendre à la prison où l'examen préliminaire aurait lieu. En apercevant M. Walker, il lui dit : "Mille remerciements pour être venu," et parla de son enfant, de sa maison déshonorée ; il pleurait beaucoup et gémissait ; je lui conseillai d'être plus calme, qu'il fallait partir ; cet accès de douleur dura cinq ou six minutes ; ses manières dénotaient un profond désespoir. En partant il sembla faire des signes d'adieu à sa

vent pas être con-
contre-preuve.

er de police, est
a été en compa-
depuis le moment
ce qu'il eût été
endu chez lui, M.
haut ; nous ne le
condition qu'il don-
ne faire aucun mal
dit que ce n'était
y resta environ
entendis ni gémis-
ans le salon. M.
rendre du brandy
la prison. Il n'y
terworth qui en

er de police, con-
précédent, mais
t M. Sickles qui a
accusé en a alors
le suivait la voi-
I. Sickles et le
venant de la de-

iné :—Ce témoin
Sickles environ un
l'événement. Il
sonnes qui étaient
; un officier de
ait à craindre que
r M. Sickles. M.
tirer aussi bien
Sickles paraissait
eût s'apercevoir
du désespoir, car il
suffrir intérieure-
ne doué d'un re-
tience et capable
timents et de se

Washington, est
it à la maison de
nement en ques-
Sickles qu'il ferait
a prison où l'exa-
t lieu. En aper-
lui dit : "Mille
e venu," et parla
ison déshonorée ;
et gémissait ; je
plus calme, qu'il
de douleur dura
ses manières dé-
sespoir. En partant
nces d'adieu à sa

démontre. Je lui dis de ne pas paraître
faire attention à la foule. Il fit un effort
pour se calmer et parut ensuite un peu
revenu de son désespoir.

Mlle Ridgeley est rappelé :—Elle dit
qu'elle ne suivit pas le prisonnier lors-
qu'il monta en haut.—M. Ould dit avoir
fait appeler le témoin parce qu'il était
sous une impression contraire.

La cour s'ajourne.

DIX-SEPTIÈME-JOUR.

VENDREDI, 22 AVRIL 1859.

C. H. Winder, membre du barreau,
reçoit la permission de donner des expli-
cations au sujet du témoignage de Doyle,
touchant les papiers trouvés sur la per-
sonne de M. Key. Il n'a jamais dit au
témoin qu'ils avaient été trouvés lors de
l'enquête du coronaire.

Joseph Dudrow étant rappelé, il dit
que M. Sickles ne lui a pas paru plus
excité qu'un homme l'est dans une lutte
ou toute autre chose de ce genre.

M. Delafield examiné :—Il dit que
M. Sickles lui a paru passablement de
sang-froid avant et après l'événement.
Il remit son pistolet dans sa poche et
marcha d'une manière très-digne. Le
nombre de coups de feu qu'il tira lui fit
penser qu'il était de sang-froid.—M.
Brady dit que cela lui fait croire le con-
traire.

Plusieurs témoins, greffiers ou em-
ployés du Congrès, sont examinés pour
prouver que M. Sickles fit des discours
publics le vendredi et le samedi avant
l'événement du dimanche. La défense
dit qu'elle est prête à l'admettre, car,
alors, M. Sickles, avait encore raison de
croire que sa femme n'était pas cou-
pable.

M. Carlisle informe la cour qu'il
attend que la défense ait examiné une
proposition touchant une nouvelle phase
de la preuve.—L'impression générale
est que cette proposition a trait à l'in-
vestigation de la conduite de M. Sickles,
particulièrement au sujet de son séjour
à l'hôtel Barnum, à Baltimore, avec une
dame.—MM. Brady, Graham et Ould
se rendent auprès du juge, et discutent à
voix basse la proposition ; des autorités
sont soumises et le juge en prend con-
naissance.—Le juge :—"Pour de très-
bonnes raisons, la cour ne fera qu'ex-

primer son opinion sur ce point, et
cette opinion est que la proposition de
la poursuite n'est pas admissible."

Une nouvelle pause a lieu, durant
laquelle M. Ould a une consultation
avec le juge. M. Graham et M. Brady
se consultent ensemble. L'auditoire
attend avec un vif intérêt le résultat de
ces délibérations, l'impression étant que
la question est de mettre l'affaire entre
les mains du jury sans argumentation.

M. Carlisle s'adressant à la cour, dit
que le juge ayant rejeté une proposition
qui vient d'être faite touchant la preu-
ve,—il ne reste à examiner, au sujet de
l'aliénation, que les deux témoins con-
tre lesquels des contraintes ont été
émises hier ; sous ces circonstances,
il demande à la cour d'ajourner, ou bien
que les deux heures qui restent soient
employées à discuter les "instructions"
qui sont sur le point de soumettre.

M. Brady, après avoir fait remarquer
tous les inconvénients qui résulteraient
d'une nouvelle prolongation du procès,
etc., dit qu'il ne voit pas ce qui peut
resté à prouver touchant la condition
mentale de M. Sickles. Les témoins
qu'il reste à entendre sont bien de la
plus haute respectabilité, mais la pour-
suite ne peut avoir l'intention de con-
tradire le témoignage du maire de Wash-
ington. Le jury doit maintenant être
en position de rendre un verdict intelli-
gent et bien motivé.—M. Carlisle ayant
dit que ces témoignages se rapportaient
au moment où M. Sickles se rendit chez
le procureur-général, M. Brady dit que
ce qu'il importe au jury de savoir, c'est
la condition mentale du prisonnier au mo-
ment de l'acte. Or, quel que soit le degré
d'aliénation du prisonnier, au moment
de l'homicide, sa capacité intellectuelle
n'était pas tout-à-fait éteinte ; aussi le
fait que l'accusé s'est rendu chez le pro-
cureur-général dans le but de se livrer
aux autorités ne peut être que d'une
très légère importance.—M. Carlisle dit
qu'il y a une conversation entre l'ac-
cusé et ces témoins et qu'il considérerait
cette preuve comme très-importante.—
M. Brady dit que la défense ne veut pas
élarguer une partie de la preuve, mais
tout simplement signifier son désir de
voir cette affaire arriver à son terme le
plus tôt possible.

M. Chilton fait quelques remarques

au sujet du délai demandé par la poursuite et insiste pour que les instructions légales ne soient pas discutées avant que la preuve soit complètement close. Il dit exprimer le sentiment du prisonnier en disant qu'après l'audition de la preuve et l'exposition qui a été donnée de la loi, il lui semble que tout ce qui pourrait être dit ensuite ne saurait changer en rien l'opinion du jury. Quant à lui-même, il ne tient pas à remplir dans cette affaire la partie qui lui a été assignée, quoiqu'elle soit très-honorable.

M. Ould dit que, quand les instructions de la défense et de la poursuite auront été soumises à son honneur, et que les questions de loi auront été expliquées au jury par le juge, la poursuite acceptera cette proposition avec empressement. La poursuite croit qu'il appartient à son honneur de régler toutes les questions de loi que comporte le présent cas, sous la forme d'instructions au jury.

La cour accorde jusqu'au lendemain matin à la poursuite pour l'examen des deux témoins assignés.

La poursuite, à la demande de la défense, produit ses "instructions" au jury. Les instructions de la poursuite peuvent être résumées en deux lignes : Si le jury est convaincu que l'accusé a tué Philip Barton Key avec intention préméditée, parce que celui-ci avait eu, à une époque antérieure à l'événement, un commerce adultère avec la femme de l'accusé et qu'il n'a reçu lors de l'événement aucun assaut de la part du défunt, il doit être déclaré coupable de meurtre. Mais si le jury est convaincu, après avoir pris en considération la preuve faite en ce cas, que le prisonnier était aliéné lors de la commission de l'acte, l'acte n'a pas été malicieux et intentionnel.

Les avocats de la défense eurent une conférence immédiatement après l'ajournement de la cour et préparèrent les instructions suivantes : 1° Il n'y a pas présomption de malice, si "l'atténuation," "l'excuse," ou la "justification" ressortent de la preuve de la poursuite ; 2° la malice n'est pas présumable si, de la preuve qui a été faite, il ressort que l'homicide était justifiable ou excusable, ou était un acte d'homicide simple (*manslaughter*) ; 3° si une hypothèse rationnelle peut être induite de la preuve faite par

la poursuite, que l'homicide était justifiable ou excusable, l'accusé ne peut être convaincu de meurtre ; 4° si le jury croit que M. Sickles, lors de l'homicide, avait l'intention de tuer M. Key, il ne peut être convaincu de *manslaughter* ; 5° c'est au jury de déclarer si, sous toutes les circonstances du cas actuel, l'acte dont est accusé M. Sickles est un meurtre ou un homicide justifiable ; 6° si le jury croit que M. Sickles a tué M. Key tandis que celui-ci avait des rapports adultères avec Mme Sickles, il ne peut être trouvé coupable ni de meurtre, ni de *manslaughter* ; 7° si le jury croit que M. Sickles n'avait pas conscience de ses actes et n'était pas sain d'esprit lorsqu'il tua M. Key, il n'est pas en loi coupable de meurtre ; 8° si le jury croit que l'esprit de M. Sickles était troublé en raison de la conduite de M. Key, et que pour cette raison, il ne croyait pas commettre un crime, il n'est coupable d'aucune offense quelconque ; 9° c'est le jury qui doit décider si le prisonnier était dans une condition mentale propre à lui permettre de juger de la criminalité de l'homicide, au moment où il fut commis, et quelle était la position des parties respectivement et si toutes deux étaient armées lors de l'événement.

Ces questions sont du ressort du jury ainsi que toutes celles qui ressortiront de la considération de la preuve.

10° la loi n'exige pas que l'aliénation, qui absout du crime, existe pour aucune période définie, mais seulement qu'elle existe au moment que l'acte dont est accusé M. Sickles est commis ; 11° si le jury a quelque doute dans le présent cas, soit à l'égard de l'homicide ou de la question de l'aliénation, M. Sickles doit être acquitté. — Un grand nombre d'autorités sont indiquées au soutien de chacune de ces propositions.

DIX-HUITIÈME-JOUR.

SAMEDI, 23 avril 1859.

L'ex-sénateur Boadhead étant enfin présent, il est examiné par M. Carlisle : — Je connais M. Sickles, mais non pas intimement. Je le vis le jour de l'homicide. J'étais avec mon ami, M. Hadlemar, en visite chez le juge Black. Nous attendions dans le salon d'entrée, quand

M. S
et le
sa q
sujet
sylva
la co
M. Si
en tr
boue
allait
le pas
ver, a
(M. I
porte
n'éta
nue l
ment
j'ente
il se
vant
nute
très-e
qu'il
présé
n'est
assez
moi a
amis,
étions
magi
mand
cauti
mais
elle l
sait,
pu fu
MM.
Quel
était
"Où
dans
dans
excit
que s
parti
C'est
mom
M.
lé, il
La
et ob
temp
défer
copie
La
truct
dit M

M. Sickles entra. Je lui donnai la main et le présentai à M. Hadlemar, qui causa quelques instants avec M. Sickles au sujet des affaires politiques de la Pennsylvanie ; je ne sais pas qui a commencé la conversation. Ayant fait remarquer à M. Sickles qu'il n'avait pas été heureux en traversant la rue, à en juger par la boue qu'il avait sur ses bottes, il dit qu'il allait y porter remède, ce qu'il fit dans le passage. M. Hadlemar me fit observer, après qu'il eut laissé la chambre.... (M. Brady dit au témoin de ne pas rapporter cette conversation, si M. Sickles n'était pas présent.) M. Sickles, continue le témoin, revint presque immédiatement, mais à peine s'était-il rassis que j'entendis le bruit de pas dans l'escalier ; il se leva immédiatement et alla au devant du juge Black, pensais-je ; une minute ou deux après, le juge Black entra très-excité ; je lui demandai qu'est-ce qu'il y avait.... (M. Sickles n'étant pas présent à cela, cette autre conversation n'est pas rapportée.) M. Sickles entra assez longtemps après ; M. Hadlemar et moi allâmes à lui ; comme il était sans amis, M. Hadlemar lui dit que nous étions prêts à aller avec lui devant un magistrat ; M. Hadlemar lui ayant demandé si c'était une offense sujette à caution, il répondit qu'il ne le savait pas, mais que si tous les faits étaient connus, elle le serait, et il ajouta : " Car Dieu le sait, je suis justifiable," ou : " Je n'ai pu faire autrement." Dans ce moment MM. Gillette et Butterworth entrèrent. Quelqu'un ayant demandé si M. Key était mort, M. Butterworth répondit : " Oui," et M. Sickles dit quelque chose dans ce sens : " Un misérable de moins dans le monde," et il me parut très-excité ; la voiture étant arrivée, ainsi que ses amis de New-York, M. Sickles partit ; M. Hadlemar et moi restâmes. C'est tout ce dont je me rappelle en ce moment.

M. Hadlemar étant de nouveau appelé, il ne répond pas à son nom.

La poursuite déclare sa preuve close et obtient la permission de prendre le temps d'examiner les instructions de la défense, dont M. Carlisle n'a reçu une copie que très tard la veille.

La poursuite donne lecture des " instructions " suivantes, copiées *verbatim*, dit M. Carlisle, des instructions données

par son honneur, dans le procès de Day. Nous les résumons :

L'action de tuer implique la malice en loi et est un meurtre.

C'est à la défense de renverser la présomption de l'homicide par la preuve qu'elle peut être en position de faire.

Toute personne est présumée saine d'esprit jusqu'à ce qu'elle ait prouvé le contraire.

Si le jury croit qu'il y a eu commerce adultère habituel entre le défunt et la femme de l'accusé, et que peu de temps avant la commission de l'acte, le défunt fit des signaux dont le prisonnier fut témoin, et que, influencé par cette provocation, le prisonnier tua le défunt, cette provocation ne justifie pas l'acte ou ne le réduit pas du crime de meurtre à celui de *manslaughter*.

La discussion est alors ouverte par M. Carlisle sur les instructions offertes par la défense, et se continue durant près de trois jours. MM. Ould et Carlisle, du côté de la poursuite, et MM. Stanton et Brady, du côté de la défense, prennent successivement la parole, et traitent d'une manière particulière et avec des succès d'éloquence qui font le plus grand honneur au barreau américain, les différents points compris dans les instructions précédentes, la plupart desquels avaient déjà été habilement discutés, quoique ce fût incidemment.

VINGTIÈME ET DERNIER JOUR.

MARDI, 36 avril 1859.

M. Ould, ayant employé une partie de ce jour à répliquer à M. Brady, clot la discussion, et le juge Crawford adresse ensuite la parole au jury.

MM. les jurés : La cour a été requise de donner au jury certaines instructions, tant de la part des Etats-Unis que de la part de la défense. La première instruction demandée par les Etats-Unis a trait à la partie particulière de la loi à laquelle elle se rapporte, et est accordée avec quelques remarques explicatives touchant l'aliénation, point auquel cette " prière " fait en dernier lieu allusion. Un grand juge anglais a dit, lors du procès d'Oxford, accusé d'avoir tiré sur la reine d'Angleterre, vol. 4, *Carrington and Paine's Reports*, p. 533 : " Que si le prisonnier agit sous le contrôle de quelque cause

contrôlante, qui fut réellement le pouvoir qui le fit agir et auquel il ne put résister, alors il n'est pas responsable." Et encore : "La question est de savoir s'il agissait sous le coup d'une aliénation propre à vous convaincre qu'il ignorait la nature, le caractère et les conséquences de l'acte qu'il commettait," ou en d'autres mots, s'il était sous l'effet d'une maladie mentale et n'avait réellement pas conscience, au moment où il commettait l'acte, qu'il ne se rendait pas coupable d'un crime. Un homme ne peut être déchargé de la responsabilité s'il a la capacité et la raison nécessaires pour pouvoir distinguer entre le bien et le mal à l'égard de l'acte particulier qu'il accomplit, ou s'il sait ou s'il a conscience que l'acte qu'il commet est injuste et criminel et qu'il en subira le châtiment. Il faut, pour qu'il soit responsable, qu'il ait assez de mémoire pour se rappeler sa position à l'égard des autres et celle des autres à son égard ; que l'acte qu'il accomplit est contraire à la justice et au droit, préjudiciable aux autres et en violation des règles du devoir. Au contraire, quand bien même il agirait sous l'effet d'une aliénation partielle, s'il comprend encore la nature et le caractère de cet acte et de ses conséquences ; s'il sait que c'est mal et criminel et si son pouvoir mental est suffisant pour appliquer cette connaissance à son propre cas et comprendre que s'il commet l'acte, il commettra le mal et en sera puni, — semblable aliénation partielle n'est pas suffisante pour l'exempter de la responsabilité d'avoir commis un acte criminel. Vol. 7, *Metcalfe's Reports*, p. 500, 501 et 503. Les seconde et troisième instructions demandées par les Etats-Unis sont accordées. La onzième instruction de la défense répond à la quatrième instruction des Etats-Unis. La cinquième instruction demandée par les Etats-Unis est conforme à la loi, dans l'opinion de la cour, et elle est accordée.

Passons maintenant aux instructions demandées par la défense. La première est en ces termes—*Vide* p. 66.

Il y a, messieurs, une présomption légale de malice dans tous les cas d'homicide délibéré, et le soin de détruire cette présomption appartient à l'accusé, excepté que l'atténuation, la mitigation,

l'excuse ou la justification, ressortent de la preuve faite contre lui. L'atténuation, la mitigation, l'excuse ou la justification doivent être telles que prescrites par la loi et dans les limites déjà établies dans les instructions qui vous ont été données.

Je dirai, à l'égard de la seconde instruction demandée par la défense : La réponse à la première instruction doit être considérée en même temps que la réponse à la seconde instruction : "Si, en raisonnant d'une manière consistante avec toute la preuve" et la loi — telle qu'établie par la cour — et les règles d'après lesquelles on peut s'assurer de ce qu'est la provocation légale, la justification ou l'excuse, vous en arriviez à la conclusion qu'il y a telle justification ou excuse, ou que l'homicide était *manslaughter*, alors la présomption de malice, que comporte tout acte de tuer un être humain, est détruite. Vous vous appellerez que le *manslaughter* est l'acte de tuer un homme sans malice.

La troisième instruction de la défense est sujette à la même réponse.

La cour n'accorde pas la quatrième prière ; le *manslaughter* peut exister et existe le plus fréquemment lorsque l'accusé a eu l'intention de tuer, mais sous des circonstances qui restreignent la défense.

La cinquième prière ne peut être accordée, vu qu'il appartient au jury de décider les questions de fait, et que la cour doit décider les questions de loi, décisions qu'il est du devoir du jury de recevoir de la cour ; et c'est l'attribution et le droit légal du jury de rendre un verdict de coupable ou de non-coupable de meurtre ou d'homicide simple (*manslaughter*,) suivant la preuve et la loi appliquée aux faits.

Je ferai les observations qui suivent au sujet de la sixième instruction de la défense :

Si cette instruction a trait à un commerce adultère actuel (existant dans le moment) avec la femme de l'accusé, l'acte de tuer le défunt est un homicide simple *manslaughter* ; et par "adultère existant," je ne veux pas dire que le prisonnier s'est tenu à l'écart et a été témoin de l'accomplissement de l'adultère, car il est facile de supposer que le fait positif peut être établi simultanément avec l'action de tuer, en consis-

tance avec la loi, si, par exemple, le mari a vu l'adultère sortir du lit de la femme, ou s'il l'a tué au moment où il cherchait à se sauver de la chambre. Si une journée ou deux sont intervenues, cependant, depuis l'instant où le mari a été convaincu de la culpabilité de sa femme et du défunt; et si le mari après ce laps de temps a tué le défunt, la loi considère que l'acte a été commis délibérément et déclare que c'est un meurtre (procès Jarboe). La septième et huitième instruction peuvent être considérées ensemble. Elles sont accordées.

En réponse à la neuvième instruction, la cour dit ce qui suit: "C'est le jury qui doit dire, d'après les instructions légales qui vous ont été données touchant le degré d'aliénation, si l'état de l'esprit de M. Sickles touchant sa capacité de juger de la criminalité de l'homicide, doit l'excuser ou non, suivant que le jury trouvera que le fait de l'existence ou non de tel degré d'aliénation a été prouvé." Le fin mot de cette instruction est de savoir "quelle était la condition des parties, respectivement, à l'égard du fait qu'elles étaient armées ou non dans le même moment." J'accorde les instructions que j'ai lues, sans les qualifier.

Le juge lit ensuite la dixième instruction et dit: "Cette instruction est agréée. Le temps où l'insanité a dû exister pour disculper le prisonnier est le moment où le crime dont est accusé le prisonnier a été commis, s'il l'a été."

Le juge répond ainsi à la dernière demande, qui a trait au doute:—

"Il ne semble pas que l'on puisse douter du principe que si le jury entend des doutes, le prisonnier doit en avoir le bénéfice. Quant à la sanité ou à

l'insanité de l'esprit du prisonnier au moment de commettre l'acte en question, la poursuite prétend que tout homme étant présumé sain d'esprit, cette présomption doit être détruite par une preuve satisfaisante pour le jury et démontrant qu'il était aliéné quand l'acte fut commis." — Après avoir commenté la doctrine comprise dans cette instruction et s'être autorisé de plusieurs précédents, le juge décide que "la doctrine juste et humaine, qu'un doute raisonnable doit libérer le prisonnier, s'applique autant à une défense basée sur l'insanité, qu'à toutes les autres questions de fait. Je crois messieurs, dit le juge en terminant, avoir répondu à toutes les questions qui ont été soumises à la cour."

M. Chilton ayant renouvelé la proposition qu'il a déjà faite, de soumettre la cause au jury sans plus de discussions, afin que les jurés puissent être bientôt délivrés de la charge onéreuse qui leur a été imposée, la poursuite accepte cette proposition avec empressement, et les deux parties déclarent être satisfaites des décisions de la cour.

Le jury se retire alors dans la chambre de consultation, et après une anxieuse attente d'une heure et dix minutes, le jury rentre dans la cour et au milieu d'un silence que ne trouble pas même le bruit d'une seule respiration, M. Arnold l'un des jurés, répond à la question d'usage cette sentence courte mais solennelle: **NON COUPABLE.**

M. Stanton fait motion que M. Sickles soit remis en liberté, et au milieu des applaudissements de l'audience, M. Sickles quitte la barre de la cour accompagné d'un grand nombre d'amis.

FIN.